

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MOUVEMENTS TRANSNATIONAUX AUTOCHTONES EN AMAZONIE ET DANS
LES ANDES : TENSION ENTRE LES ÉCHELLES NATIONALE ET
INTERNATIONALE D'ACTION

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

MARIE-MICHÈLE MONDOR

MAI 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de recherche, la professeure Nancy Thede, qui m'a offert son soutien tout au long de ma démarche. Sa disponibilité, son intérêt pour ma recherche et pour ma réussite académique m'ont permis de mener à bien ce projet. Nancy a su bien me diriger par ses commentaires pertinents et en me rendant accessibles les ressources nécessaires à la complétion de ce mémoire.

Je souhaite exprimer ma plus sincère gratitude à Manuel de la Fuente et Alejandra Ramirez du Centre d'études supérieures universitaires de l'Universidad Mayor San Simon (Cochabamba) et à Jorge León du Centre pour la recherche et le développement des mouvements sociaux d'Équateur (Quito) qui m'ont accueillie et orientée lors de mon séjour en Bolivie et en Équateur et qui ont su me référer aux bonnes personnes. Je désire également exprimer ma gratitude à tous ceux et celles qui ont bien voulu m'accorder une entrevue et qui m'ont fourni des informations essentielles pour ma recherche. Merci pour l'intérêt porté à ce projet. Je tiens aussi à souligner le concours des personnes rencontrées lors de mon séjour en Bolivie, au Pérou et en Équateur, rendant ce terrain agréable et me permettant un petit répit dans les moments plus difficiles.

Je désire mentionner le soutien de ma mère, Diane, qui m'a encouragée et donné les moyens de terminer ma maîtrise. Je suis redevable à Susan, Josianne, Mathilde et Élise qui ont bien voulu prendre le temps de lire et de corriger ce mémoire dans des délais plutôt courts. Je souhaite également remercier Maxim pour sa grande compréhension et sa présence réconfortante dans mes moments de découragements ou de panique. Merci pour les compromis faits dans ces premiers mois de notre relation.

Je tiens à remercier mes amis, et tout particulièrement mes colocataires, pour leur patience, leurs encouragements et leur source de motivation. Un merci spécial à Julie qui termine également la rédaction d'un mémoire et avec qui j'ai pu discuter de mes angoisses et de mes préoccupations les plus concrètes depuis le début de ma maîtrise. Son soutien moral et matériel dans les derniers jours de rédaction m'a permis de terminer la tâche dans la bonne humeur.

Enfin, ce mémoire n'aurait pu être réalisé sans l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (bourse d'études supérieures 2009), de la Faculté de science politique et de droit (bourse d'excellence 2010) et du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ) (bourse de recherche 2011) de l'Université du Québec à Montréal.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	viii
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
THÉORIES SUR LES MOUVEMENTS AUTOCHTONES TRANSNATIONAUX	14
1.1 Théories des mouvements sociaux	15
1.1.1 Choix de l'échelle d'analyse	16
1.1.2 Processus de changement d'échelle	18
1.1.3 Courants théoriques sur les mouvements sociaux.....	19
1.1.4 Processus de formulation de cadres	21
1.1.5 Institutionnalisation et structure organisationnelle.....	23
1.2 Mouvement autochtone transnational	25
1.2.1 Échelles étudiées dans la littérature	27
1.2.2 Émergence et consolidation du mouvement autochtone	29
1.2.3 Double jeu du mouvement autochtone.....	34
1.2.4 Cadres de signification du mouvement autochtone.....	35
1.2.5 Institutionnalisation et cooptation du mouvement autochtone.....	39
1.3 Conclusion.....	41
CHAPITRE II	
COORDINATIONS RÉGIONALES AMAZONIENNE ET ANDINE	43
2.1 Organisations amazoniennes	44
2.1.1 COICA	44
2.1.2 CONFENAIE	47
2.1.3 AIDSEP	50
2.1.4 CIDOB	52
2.2 Organisations andines	53
2.2.1 CAOI.....	53
2.2.2 ECUARUNARI.....	56
2.2.3 CONAMAQ	57

2.2.4 CONACAMI	60
2.3 Convergences et divergences	61
2.4 Rôle de renforcement des organisations nationales.....	63
2.4.1 Accès aux rencontres internationales	64
2.4.2 Auto-estime des mouvements	65
2.4.3 Solidarité transnationale.....	66
2.5 Rôle d'unité du mouvement autochtone à l'international	67
2.5.1 Représentation dans les espaces internationaux.....	68
2.5.2 Plateforme commune	68
2.5.3 Présence dans les forums internationaux.....	69
2.5.4 Espaces internationaux propres au mouvement autochtone.....	72
2.6 Conclusion.....	73
CHAPITRE III	
TENSIONS ENTRE LES ÉCHELLES NATIONALE ET INTERNATIONALE	75
3.1 Soutien de la coopération internationale	77
3.1.1 Dépendance au financement extérieur	77
3.1.2 Présentation de quelques ONG	80
3.2 Rappel théorique sur les cadres d'interprétation	84
3.2.1 Utilité des cadres d'interprétation	84
3.2.2 Analyse des cadres d'interprétation	85
3.3 Cadre environnemental d'interprétation.....	87
3.3.1 Autochtone écologique.....	88
3.3.2 Évolution vers les changements climatiques.....	91
3.3.4 Efficacité du cadre environnemental.....	92
3.3.5 Ensemble cohérent : industrie extractive et philosophie du bien vivre	94
3.4 Cadre issu de l'environnement international.....	95
3.4.1 Distance entre les priorités des organisations nationales et des coordinations	96
3.4.2 Éloignement face aux réalités quotidiennes des bases	97
3.5 Distance entre les dirigeants et les bases.....	99
3.5.1 Éloignement des leaders.....	99
3.5.2 Bureaucratisation des organisations autochtones	101

3.6 Crise de légitimité dans les organisations régionales	103
3.6.1 Conseil indien sud-américain	104
3.6.2 Trop grands succès pour la COICA	106
3.6.3 Crise de corruption et de cooptation à la COICA	108
3.6.4 Tendance de la CAOI.....	113
3.7 Conclusion.....	115
CONCLUSION	116
ANNEXE A	
La COICA	123
ANNEXE B	
La CAOI.....	124
ANNEXE C	
Liste des entrevues	125
BIBLIOGRAPHIE	128

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AIDSESP	Association interethnique de développement de la jungle péruvienne
APA	Association des peuples autochtones de Guyane
APG	Assemblée du peuple guarani
APN	Aide populaire norvégienne
CAN	Communauté andine
CAOI	Coordination andine des organisations autochtones
CCP	Confédération paysanne du Pérou
CICA	Conseil autochtone d'Amérique centrale
CIDOB	Confédération de peuples autochtones de Bolivie
CISA	Conseil indien sud-américain
CITEM	Coordination des identités territoriales Mapuche
COIAB	Coordination des organisations autochtones de l'Amazonie brésilienne
COICA	Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien
CONACAMI	Confédération nationale des communautés du Pérou affectées par l'exploitation minière
CONAIE	Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur
CONAMAQ	Conseil national des ayllus et markas du Qullasuyu
CONAP	Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou
CONFENAIE	Confédération des nationalités autochtones de l'Amazonie équatorienne
CONIVE	Conseil national autochtone du Venezuela
CSUTCB	Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie
ECUARUNARI	Confédération Kichwa de l'Équateur
FAOINP	Fédération des ayllus originaires indigènes du nord de Potosi
FASOR	Fédération des ayllus du sud d'Oruro
FECONAYA	Fédération des communautés Yanesha
FEINE	Conseil des peuples et des organisations autochtones évangéliques d'Équateur
FLACSO	Faculté latino-américaine de sciences sociales
FOAG	Fédération des organisations autochtones de Guyane française
OÉA	Organisation des États américains

OIS	Organisation des peuples autochtones du Suriname
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONIC	Organisation nationale autochtone de Colombie
ONPIA	Organisation des nations et peuples autochtones d'Argentine
OPIAC	Organisation des peuples autochtones de l'Amazonie colombienne
THOA	Atelier d'histoire orale andine
TIPNIS	Territoire autochtone du parc national Isiboro Secure
UNI	Union des nations autochtones du Brésil

RÉSUMÉ

Ce mémoire se penche sur l'échelle transnationale d'action des mouvements sociaux autochtones en Amérique latine. En effet, alors que plusieurs études existent sur les mouvements autochtones à l'intérieur des États nationaux ou au niveau international, l'échelle transnationale d'action est pratiquement absente de la littérature sur les mouvements autochtones. Nous étudions les mouvements transnationaux en Amazonie et dans les Andes en ciblant deux organisations régionales qui représentent les peuples autochtones de l'Équateur, de la Bolivie et du Pérou : la Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien (COICA) et la Coordination andine des organisations autochtones (CAOI).

Les mouvements transnationaux ont une nature distincte des autres mouvements sociaux, puisqu'ils sont constitués par des interactions permanentes entre les différentes échelles d'action. D'une part, les mouvements transnationaux autochtones subissent l'influence des sphères internationales. Ils entretiennent des liens étroits avec la coopération internationale et adoptent des cadres d'interprétation issus des forums internationaux, tels que le cadre des changements climatiques, ce qui a un impact sur leur plateforme d'action. D'autre part, les mouvements transnationaux autochtones doivent rester sensibles aux préoccupations de leurs bases, en évitant la cooptation et l'institutionnalisation par des intérêts extérieurs.

Nous concluons que les théories des mouvements sociaux doivent être adaptées à l'objet transnational d'étude. Les notions (tirées de différents courants théoriques) de mobilisation des ressources, de formulation de cadre d'interprétation et d'institutionnalisation ne peuvent s'appliquer de la même façon à un mouvement qui agit dans un espace purement national qu'à un mouvement dont la nature est située à la rencontre de plusieurs échelles d'action.

Mots clefs : mouvements sociaux, transnational, autochtones, Amazonie, Andes.

INTRODUCTION

La Bolivie, l'Équateur et le Pérou sont les pays d'Amérique, avec le Mexique et le Guatemala, comptant les plus fortes proportions d'autochtones au sein de leur population. En effet, la population de Bolivie serait composée à 62 % d'autochtones. Cette proportion oscille entre 11 % et 45 % en Équateur, selon les sources, alors qu'au Pérou, elle serait de 20 % selon des estimations conservatrices (Albó, 2008; Mikkelsen, 2010). Par conséquent, une multitude d'enjeux coloniaux persistent dans ces pays. Il n'est donc pas étonnant que les mouvements sociaux autochtones occupent une place de plus en plus importante sur la scène politique nationale. Les mouvements autochtones, particulièrement ceux d'Équateur et de Bolivie, ont fait des gains importants et ont réussi à obtenir plusieurs des changements demandés en matière de politiques publiques (Brysk, 2000, p. 246).

En effet, en Équateur, le mouvement autochtone a contribué à la chute de plusieurs gouvernements depuis 1990 par des protestations massives qui ont frappé l'imaginaire collectif. Les autochtones sont rassemblés au sein d'une organisation nationale et ont un fort potentiel de mobilisation. Les gouvernements doivent donc prendre en compte cet acteur social collectif dans leurs prises de décisions. Les peuples autochtones sont également représentés au parlement national grâce au parti Pachakutik, l'aile politique du mouvement autochtone. De plus, ils ont participé à l'élaboration de la nouvelle constitution nationale adoptée en 2008 qui leur reconnaît plusieurs droits comme peuples.

En Bolivie, le mouvement autochtone a fait des gains substantiels au cours des vingt dernières années et est maintenant un acteur déterminant sur la scène nationale. Le pays a été témoin d'un retour aux traditions autochtones et aux modes d'organisation ancestraux dans les communautés rurales depuis le début des années 1990. De plus, la Bolivie a élu en 2005 le premier président autochtone, Evo Morales, grâce au soutien du mouvement autochtone. Une nouvelle constitution, adoptée en 2009, reconnaît les peuples autochtones et leur accorde des droits autonomiques importants.

Coincé entre l'Équateur au nord et la Bolivie au sud, le Pérou semble en retard sur ses voisins en ce qui a trait à la reconnaissance des peuples autochtones. En effet, le mouvement social y est beaucoup plus faible. La lutte est principalement axée sur l'industrie extractive, qu'elle soit minière, gazière ou pétrolière. Le conflit de Bagua en 2009 a commotionné la population et a ramené les questions autochtones au centre du débat politique. L'influence et la capacité d'action du mouvement péruvien ne sont toutefois pas aussi importantes que celles de ses voisins.

Échelle d'analyse

Les mouvements autochtones équatorien, bolivien et péruvien ont été largement étudiés dans un contexte national. Toutefois, la plupart des chercheurs négligent les facteurs externes, issus du niveau international. Parallèlement, un nombre appréciable d'auteurs se sont intéressés au mouvement autochtone international. Leurs travaux ont porté sur l'organisation, les répercussions et les avancées du mouvement au sein des institutions internationales, particulièrement aux Nations Unies. Ces auteurs font cependant fi des contextes particuliers propres aux mouvements nationaux qui participent sur la scène internationale. À l'opposé, très peu d'auteurs se sont intéressés à l'échelle transnationale d'action. Bref, dans l'étude des mouvements sociaux autochtones en Amérique latine, les mouvements nationaux et internationaux sont étudiés séparément, et l'échelle transnationale est largement négligée. Pourtant, dans les mots d'un leader autochtone équatorien : pour contrer les menaces régional « *Hay que enfrentar de manera regional (...) Hay que globalizar la resistencia*¹ » (Humberto Cholango, entrevue septembre 2010, Quito).

Bien que l'échelle nationale soit la plus utilisée pour l'étude des mouvements autochtones, celle-ci s'avère inadéquate. En effet, on constate une contradiction entre le discours et les actions de ces mouvements sociaux. Leur discours s'oppose à l'existence même des États nationaux. Les peuples autochtones justifient et légitiment leurs demandes par leur existence précédente à ceux-ci (Hall et Fenelon, 2008). Les peuples autochtones sont devenus des minorités suite à la colonisation ou l'expansion des États. Néanmoins, on ne leur

¹ Il faut lutter de manière régionale (...) Il faut mondialiser la résistance (traduction libre de l'auteure).

attribue pas les mêmes droits qu'aux minorités, puisque les ancêtres des autochtones formaient des nations souveraines. De cette façon, les peuples autochtones ont des droits pour des raisons historiques. L'autodétermination, l'autonomie, l'autogouvernance et la souveraineté sont des droits dérivés de l'ordre existant avant la colonisation (Daes, 2008, p.8; Stavenhagen, 1994, p. 21-23). De ce fait, les peuples autochtones ne reconnaissent pas, dans leur discours, la souveraineté des États sur le territoire et la population nationale. Ils revendiquent leur autodétermination et leur auto-gouvernance. Ceci est toutefois en contradiction avec leurs actions, puisqu'ils reconnaissent implicitement les États en participant aux assemblées législatives ou à la réécriture de la constitution étatique par exemples. Comme le nomme Jorge León, « l'interlocuteur de la lutte, c'est l'État » (entrevue septembre 2010, Quito). Cependant, par cohérence avec la rhétorique du mouvement autochtone, l'emploi du seul niveau d'analyse national s'avère inadéquat pour l'étude des mouvements autochtones².

Pourtant, le choix de l'échelle nationale n'est pas absurde, car les États sont la cible principale des demandes des mouvements autochtones. En effet, ils détiennent la souveraineté revendiquée par les peuples autochtones. Les mouvements autochtones réclament principalement des changements au niveau national (Yashar, 2007), et ce, malgré la transnationalisation de certains enjeux et un mouvement international actif. Conséquemment, les échelles nationales et transnationales peuvent, selon nous, difficilement être dissociées. Voilà pourquoi nous croyons important d'étudier les relations entre différentes échelles.

Notre mémoire se propose d'étudier les rapports qu'entretiennent les mouvements transnationaux avec les mouvements nationaux à l'aide de deux études de cas : le mouvement autochtone amazonien et le mouvement autochtone andin. Ces derniers sont représentés respectivement par deux organisations régionales : la Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien (COICA) et la Coordination andine des organisations autochtones (CAOI). Ces deux coordinations régionales seront étudiées en fonction de leurs interactions avec les mouvements autochtones nationaux et avec l'échelle internationale

²Voir Hall et Fenelon 2008 à ce sujet.

d'action. Notre examen portera sur leurs actions dans trois pays : l'Équateur, la Bolivie et le Pérou.

Le choix de ces pays a été guidé tout d'abord par la vitalité de leurs mouvements autochtones tel que mentionné ci-dessus. Deuxièmement, les organisations autochtones de ces pays sont très engagées au sein des coordinations régionales et ont grandement contribué à la création de celles-ci. Finalement, les peuples autochtones entretiennent des liens précoloniaux. En effet, les Andes de l'Équateur, du Pérou et de la Bolivie constituaient une partie de ce qui était l'Empire Inca à l'arrivée des colons (Albó, 2008, p. 231).

Peuples de l'Amazonie et des Andes

Les mouvements transnationaux autochtones dans la région à l'étude sont organisés selon une dichotomie régionale : d'un côté le mouvement amazonien, et de l'autre, le mouvement andin. Ces deux mouvements transnationaux régionaux couvrent les trois pays étudiés, mais aussi d'autres pays de leur secteur géographique, dont la Colombie, le Brésil, l'Argentine, le Chili et le Venezuela. De cette division Amazonie-Andes naît des contextes historique et géopolitique propres à la région.

Les peuples des neuf pays amazoniens ont des modes de vie et des structures organisationnelles souvent comparables. Vivant dans la forêt, ces communautés de chasseurs-cueilleurs nomades ont longtemps été isolées des sociétés dominantes par la distance et les moyens de communication précaires (Brysk, 2000, p. 58). Ils ont longtemps vécu, et certains vivent encore, de façon autonome et indépendante de l'État. Toutefois, les contacts avec la société dominante sont devenus de plus en plus fréquents après la colonisation progressive des terres amazoniennes par des populations venues des Andes et de la côte pour l'exploitation du caoutchouc, dans un premier temps, au début du XX^e siècle. La colonisation s'intensifie à partir des années 1960 et 1970 alors que les colons s'installent pour cultiver la terre, mais aussi dans le but d'exploiter les richesses naturelles, notamment le gaz et le pétrole. Des intérêts internationaux, les compagnies multinationales entre autres, y sont de plus en plus présents. Ainsi, l'organisation des peuples autochtones de l'Amazonie peut s'activer en réaction à cette colonisation interne ou étrangère de leurs terres. Pour Hugo Blanco, ancien leader de la Confédération paysanne du Pérou (CCP) et directeur de la revue

Lucha Indígena, « [l]es habitants de la forêt amazonienne sont les indigènes les moins contaminés par la « civilisation » dont l'étape actuelle est le capitalisme néolibéral » (Blanco, 2009).

À l'opposé, les peuples autochtones andins ont subi la colonisation et le pouvoir de l'État et de l'Église de manière précoce (Brysk, 2000, p. 58). Ainsi, ils entretiennent généralement une relation longue et complexe avec la société dominante. Les peuples andins ont entre autres subi l'influence de la lutte des classes durant le XX^e siècle, les communautés autochtones étant majoritairement rurales et paysannes. Par conséquent, l'émergence des mouvements autochtones dans les Andes a été souvent plus tardive qu'en Amazonie, la lutte paysanne n'ayant laissé que peu de place pour la construction d'identités autochtones. Par exemple, la gauche marxiste au Pérou était très forte après 1960 : l'organisation sur la base de l'ethnicité n'a pu émerger, puisque l'accent était mis sur les questions de classe (García Serrano, 2005, p. 197). En Équateur, l'organisation ethnique serait née en lien avec les programmes de l'Église catholique dès les années 1960 et 1970, alors qu'en Bolivie, le mouvement katariste, lui-même d'inspiration marxiste, aurait favorisé le développement d'une conscience autochtone. Les Andes ont davantage été influencées par le discours de classes sociales que les régions isolées de l'Amazonie, parce qu'elles sont plus proches de la société dominante et la proportion d'autochtones y est plus faible. De façon générale, les peuples andins et amazoniens ont donc des relations tout à fait différentes avec la société dominante ce qui se reflète dans leurs modes d'organisation.

En Équateur, en Bolivie ou au Pérou, les autochtones amazoniens sont habituellement plus homogènes en ce qui concerne leurs conditions de vie et leurs préoccupations que les peuples andins, même si, paradoxalement, ils sont fragmentés en un plus grand nombre de peuples. Les andins s'étant différenciés davantage selon le contexte propre à chaque État, leurs revendications et leurs structures organisationnelles sont beaucoup plus diversifiées les unes des autres. En ce qui a trait à leurs relations transnationales, les peuples amazoniens ont généralement reçu plus d'appuis et ont tissé des liens plus rapidement que leurs confrères des Andes (Jorge León, entrevue septembre 2010, Quito; Brysk 2000, p. 58). Alors que les amazoniens sont plus internationalisés, les peuples andins ont une orientation plutôt nationale. Les autochtones de l'Amazonie sont également plus pragmatiques dans leur

relation avec le pouvoir : peu importe qui forme le gouvernement national, ce seront toujours les « autres ». Ils n'ont donc pas de scrupules à créer rapidement des liens avec des tiers et des États si cela les avantage. Les organisations amazoniennes, en comparaison aux andines, ont un « *perfil político, pero menos ideologizado, (...) más étnico, pero tampoco procesado*³ » (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima). À l'inverse, les peuples andins cultivent un grand sens de l'autorité et du pouvoir. « Les amazoniens, pour simplifier, sont des gens extrêmement pragmatiques avec le pouvoir. [Les andins forment] des sociétés anciennes, donc des sociétés qui ont déjà un sens de rationalisation du pouvoir, ils ne vont pas établir des rapports avec n'importe qui s'il n'y a pas d'appartenance idéologique » (Jorge León, entrevue septembre 2010, Quito).

Les peuples amazoniens et andins sont différents les uns des autres, mais se ressemblent et se rassemblent entre eux, au-delà des frontières nationales. Il est donc pertinent que chacun ait sa propre voix dans le système international (Juan Carlos Jintiach, entrevue septembre 2010, Quito). Ainsi, les coordinations régionales, la COICA et la CAOI, regroupent et représentent les peuples autochtones des deux régions. Ces organisations seront au cœur de notre analyse des liens transnationaux entre les mouvements autochtones.

Il est à noter que selon les pays, les termes *indígena* et *originario* sont utilisés pour désigner les peuples autochtones. En Bolivie, les *indígenas* sont ceux vivant dans les basses terres, soit en Amazonie, et les *originarios* sont les Andins. Au Pérou et en Équateur, le terme *originario* est moins utilisé, mais le terme *indígena* continue à désigner les peuples amazoniens. Dans le cadre de ce mémoire, le terme autochtone sera employé pour nommer les peuples amazoniens et andins, sans distinction.

Hypothèse de recherche

On constate donc un vide dans l'étude des mouvements autochtones au niveau de l'interaction entre les échelles nationales et transnationales d'action. Ainsi, quel type de relation les coordinations autochtones, la COICA et la CAOI, entretiennent-elles avec les différentes échelles d'action? Le mémoire démontrera que la COICA et la CAOI évoluent

³ Caractère politique, mais moins idéologique, (...) plus ethnique, mais non plus très complexe (traduction libre de l'auteur).

dans une tension constante entre les échelles locale et internationale. Cette tension est inhérente à leur nature transnationale : les coordinations doivent saisir les opportunités à l'international afin de faire avancer leur lutte, tout en restant sensibles aux préoccupations les plus locales des mouvements autochtones nationaux. Ceci nous amènera à remettre en cause la façon d'analyser les mouvements sociaux transnationaux. En effet, par leur nature, les mouvements transnationaux diffèrent des mouvements nationaux. Ils évoluent à cheval entre plusieurs échelles et doivent gérer les contradictions qui en émanent. Par conséquent, les mouvements sociaux transnationaux ne peuvent être étudiés de la même manière que les mouvements sociaux purement nationaux. Les outils analytiques doivent absolument tenir compte de la nature transnationale de l'objet d'étude.

Il est important de noter que cette recherche ne s'intéresse qu'aux mouvements sociaux autochtones, c'est-à-dire les mouvements sociaux qui sont organisés et mobilisés autour d'un sentiment identitaire autochtone commun, qui luttent pour obtenir des changements dans les conditions de vie des peuples autochtones et qui s'auto-identifient comme tel. De cette façon, les organisations syndicales souvent andines comme la CSUTCB (Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie) en Bolivie ou la Confédération paysanne du Pérou qui s'associent souvent à la lutte autochtone et qui sont elles-mêmes composées de membres d'origine autochtone ne seront pas considérées dans le cadre de ce mémoire, puisque leurs revendications tirent leur source dans la lutte de classes. Malgré la présence du discours autochtone, ce sont des organisations à la base paysannes qui privilégient l'analyse de classe plutôt qu'une analyse sociale en fonction de l'identité.

De plus, ce mémoire utilise les cas des coordinations régionales COICA et CAOI pour illustrer ses propos. Ainsi, nous nous attardons uniquement aux organisations membres de ces coordinations en Bolivie, au Pérou et en Équateur. Nous nous tiendrons donc aux cas de la CONFENAIE, de l'AIDSESEP, de la CIDOB, de l'ECUARUNARI, du CONAMAQ et de la CONACAMI. La CONACAMI, bien que n'étant pas à la base une organisation purement autochtone, a redirigé son discours dans les dernières années et s'auto-identifie maintenant comme partie intégrante du mouvement international autochtone et de la CAOI, tel qu'il sera expliqué au chapitre 2. Ceci justifie son inclusion dans notre analyse.

Sources et méthodes

Notre analyse s'appuie sur une recherche documentaire et terrain en Bolivie, au Pérou et en Équateur. Tout d'abord, une revue de la littérature sur les mouvements sociaux transnationaux autochtones en Amérique latine a été réalisée, en prenant soin d'y inclure de nombreux ouvrages en espagnol. Nous nous sommes ensuite procuré des documents internes des organisations autochtones. Ceux-ci ne sont souvent pas accessibles par Internet ou à distance. Ainsi, la recherche terrain a été l'occasion de visiter différentes organisations et bibliothèques afin de recueillir des documents produits par les organisations autochtones et par les ONG (organisations non gouvernementales) qui les soutiennent.

La recherche terrain a eu lieu entre juillet et septembre 2010. Nous avons séjourné un mois en Bolivie, principalement à Cochabamba, La Paz et Santa Cruz, deux semaines à Lima au Pérou, puis un dernier mois à Quito en Équateur. Plus de 30 entrevues⁴ ont été réalisées avec des protagonistes et des observateurs des mouvements autochtones nationaux et internationaux (voir liste des entrevues en annexe). Nous nous sommes entretenus avec au moins un représentant de chacune des principales organisations nationales (à l'exception de la CONACAMI⁵) et avec des dirigeants de la COICA et de la CAOI. Aussi, plusieurs entrevues ont été réalisées avec d'anciens leaders autochtones qui ont participé à la construction et à la consolidation des coordinations régionales. Enfin, nous nous sommes entretenus avec différents chercheurs et représentants d'ONG. Les récits obtenus par ces entrevues nous informent à propos de la vitalité des mouvements autochtones, de la vision que les personnes interviewées ont de leur propre lutte et des défis auxquels les coordinations régionales font face.

⁴ Un total de 34 entrevues ont été réalisées dans le cadre de cette recherche. Elles ont toutes été utiles à notre compréhension du contexte propre à la région et des enjeux des mouvements autochtones. Cependant, seulement 22 entrevues sont citées dans ce mémoire.

⁵ Les bureaux de la CONACAMI étaient fermés au moment de notre visite à Lima, la semaine du 29 août au 3 septembre 2010. Nous avons donc été incapables de rejoindre les représentants de l'organisation.

Limites

En ce qui concerne la méthodologie, une des principales limites a été l'accès aux données. En effet, un nombre très limité d'analyses des coordinations autochtones a été réalisé. De surcroît, très peu de textes existent en anglais et en français. Il a donc été essentiel de se référer à des ouvrages en langue espagnole, consultés lors de la recherche terrain. Il a également été ardu de recueillir les documents internes des organisations, ceux-ci étant souvent diffusés de façon restreinte. Les entrevues ont été un complément d'information essentiel, nous renseignant en outre sur les perceptions des acteurs.

Une autre limite de cette recherche est l'étendue du territoire étudié. En effet, tel qu'il sera démontré, les situations sont très différentes d'un pays à l'autre et les contextes particuliers à chaque pays influencent les relations qu'entretiennent les mouvements autochtones nationaux avec les mouvements transnationaux. Dans le cadre de ce mémoire, il n'est pas possible de distinguer toutes les subtilités et les nuances des mouvements nationaux. Nous avons donc opté pour une analyse plus globale, nous concentrant sur le rôle des coordinations par rapport à l'ensemble de ses membres.

De plus, ce mémoire se limite à trois pays de la région : l'Équateur, la Bolivie et le Pérou. Les mouvements autochtones de ces pays sont les plus importants, les plus engagés à l'échelle transnationale et sont présents au sein des deux coordinations. Il est à noter que d'autres groupes sont aussi très actifs, tels que le mouvement brésilien, membre fondateur de la COICA. Devant nous restreindre pour le cadre de ce mémoire, les mouvements ne participant qu'à une seule coordination ou ne jouant pas un rôle de premier plan au sein de celles-ci ont été exclus de l'analyse.

Cette recherche utilisera la notion de cadres d'interprétation pour analyser les mouvements autochtones transnationaux tel qu'il sera détaillé dans le premier chapitre. Nous nous concentrerons principalement sur le cadre d'interprétation environnemental puisque, grâce à son évolution depuis les années 1990 à nos jours, il permet de bien saisir les relations des coordinations avec les différentes échelles tel qu'expliqué ci-après. Plusieurs autres cadres font néanmoins partie du répertoire des mouvements autochtones transnationaux. Les cadres d'interprétation sont multiples et changeants. Il serait donc pertinent de se pencher sur

le cadre identitaire, le cadre des droits de l'homme ou le cadre anticapitaliste dans une recherche future.

Enfin, dans ce mémoire, nous utilisons les coordinations régionales pour représenter le mouvement autochtone transnational en Amazonie et dans les Andes. Il faut cependant savoir que le mouvement transnational est beaucoup plus vaste que les coordinations et inclue une panoplie de rencontres ponctuelles bilatérales et multilatérales entre les organisations et de liens personnels entre les acteurs. Les coordinations sont toutefois les aspects les plus visibles et durables des mouvements transnationaux amazonien et andin et sont donc des structures qui puissent se prêter à l'analyse de ce mémoire.

Structure du mémoire

Le mémoire sera structuré de la manière suivante. Dans le premier chapitre, nous présenterons la théorie sur les mouvements sociaux transnationaux et les différents concepts théoriques qui seront utilisés pour notre analyse. Il s'agit principalement de la théorie de la mobilisation des ressources, de la notion de cadre d'interprétation et des concepts liés à l'institutionnalisation des mouvements sociaux. Ce chapitre présentera également la littérature existante sur les mouvements autochtones transnationaux en Amérique latine.

Le deuxième chapitre présentera les deux coordinations régionales : la COICA et la CAOI. Afin de mieux saisir leurs rôles et leurs enjeux, les principales organisations nationales membres des coordinations seront présentées. Il s'agit des organisations autochtones d'Équateur, de Bolivie et du Pérou. Il est important de discuter des organisations nationales puisque ce sont elles qui ont créé et qui constituent les coordinations régionales. Toutefois, il faut noter que le niveau d'avancement de la lutte autochtone diffère d'un pays à l'autre.

Tout d'abord, l'Équateur est souvent cité comme le pays où le mouvement autochtone a fait les plus grandes avancées. Des facteurs multiples et complexes expliquent ceci. Le mouvement autochtone équatorien s'est construit plus rapidement que les mouvements boliviens et péruviens. Le contexte national a en effet semblé propice à l'émergence d'un mouvement ethnique (Jorge León, entrevue septembre 2010, Quito).

L'Équateur est un pays relativement petit dans lequel les bases sont bien organisées et très disciplinées. Le pays n'a subi ni dictature accompagnée d'une répression sanglante, ni guerre contre le narcotrafic, ni grave crise économique comme dans certains pays voisins (Fernando García, entrevue septembre 2010, Quito). En effet, le mouvement autochtone en Équateur exprime une plus grande unité que dans les autres pays : le mouvement a la capacité de mobiliser à la fois les autochtones andins et amazoniens. Ceci peut s'expliquer entre autres par la grande densité de population, les liens géographiques plus étroits et le nombre relativement restreint de groupes ethniques impliqués (Albó, 2004, p. 32).

Ensuite, la Bolivie a fait des gains importants au cours des dernières années. Le contexte est particulier, en ce sens que les autochtones de l'Amazonie et les autochtones des Andes ne sont pas unis au sein d'une même organisation, comme en Équateur. Différentes organisations autochtones et syndicales s'unissent dans certains cas particuliers au sein du Pacte d'unité. De plus, l'organisation en syndicats coexiste souvent avec une organisation traditionnelle autochtone au sein d'une même communauté. Le mouvement autochtone s'est consolidé à partir des années 1990, ce qui a mené à l'élection du président d'origine autochtone Evo Morales en 2005, qui donne une touche bien particulière au contexte bolivien. En effet, il emprunte le discours autochtone et a mis en place différentes politiques demandées par le mouvement. Cependant, certaines mesures sont également décriées par les peuples autochtones. Ainsi, le projet de construction d'une autoroute traversant le Territoire autochtone du parc national Isiboro Secure (TIPNIS), proposé par le président Morales, a suscité d'importantes mobilisations en 2011 qui ont largement dépassé les peuples autochtones amazoniens et qui semblent, au moment d'écrire ces lignes, créer de graves fissures entre les mouvements qui ont constitué la base d'appui au gouvernement Morales.

Enfin, le Pérou est le pays où le mouvement autochtone est le plus faible. Pour ne nommer que quelques facteurs, soulignons le manque d'intellectuels autochtones influents et de bourgeoisie autochtone ainsi que la migration massive des autochtones des Andes vers la côte pacifique, et principalement la capitale Lima. De plus, la lutte paysanne a laissé très peu de place à la construction d'une identité autochtone, celle-ci étant souvent reléguée aux peuples amazoniens. Selon plusieurs auteurs, le contexte national, sous la dictature de Fujimori et dans une lutte contre la guérilla armée du Sentier Lumineux, n'était pas favorable

à l'émergence d'un mouvement social (Albó, 2004, p. 33-36; Montoya Rojas, 2006, p. 238-239).

En effet, la violence politique et la présence du Sentier lumineux des années 1980 à 2000 ont grandement nui à l'organisation des peuples autochtones qui ont subi la majeure partie des violences. Près du trois quarts des victimes sont quechuas ou aymaras et près d'un million d'autochtones ont été déplacés durant les violences. Souvent, les communautés autochtones se sont retrouvées prises entre l'armée d'un côté et le Sentier lumineux de l'autre. Par conséquent, pendant les années 1990, alors que les peuples autochtones de Bolivie et d'Équateur développaient leur identité ethnique et consolidaient leurs structures organisationnelles, les autochtones du Pérou subissaient de grandes violences (Brysk, 2000, p. 269).

Enfin, dans le deuxième chapitre, les rôles et les responsabilités des coordinations régionales seront détaillés. Il s'agit principalement de consolider les organisations nationales en offrant soutien et solidarité transnationale ainsi que de représenter leurs intérêts au sein des forums internationaux.

Le troisième chapitre traitera de la tension structurelle inhérente aux coordinations régionales. D'une part, nous présenterons les facteurs externes liés à cette tension. À partir de la théorie de la mobilisation des ressources, nous aborderons la relation qu'entretiennent la COICA et la CAOI avec les ONG internationales. Cette relation est très intime et les plateformes des coordinations subissent inévitablement une influence extérieure. Avec la notion de cadre d'interprétation, nous étudierons le discours des coordinations lié aux changements climatiques et comment celui-ci, issu des sphères internationales, s'est imposé puis a été réapproprié par les mouvements locaux.

D'autre part, la dimension interne de cette tension structurelle des mouvements régionaux sera abordée sous l'aspect des liens qu'entretiennent la COICA et la CAOI avec les bases du mouvement. Il sera démontré l'importance pour les coordinations d'être à l'écoute des peuples qu'ils représentent, au risque de perdre leur légitimité. Les exemples du Conseil indien sud-américain (CISA) et de la crise de la COICA au début des années 2000 illustreront ce fait. Le cas de la CAOI sera également examiné.

En conclusion, nous résumerons en quoi ce mémoire démontre que les concepts d'analyse des mouvements sociaux doivent être adaptés à l'échelle transnationale. Un mouvement transnational, par sa nature, est constitué par des interactions continuelles entre les différentes échelles d'action. Par conséquent, celui-ci ne peut être étudié de la même façon qu'un mouvement social agissant uniquement au sein d'un seul État.

CHAPITRE I

THÉORIES SUR LES MOUVEMENTS AUTOCHTONES TRANSNATIONAUX

Les mouvements autochtones latino-américains ont été largement étudiés dans une perspective nationale. En outre, les actions des peuples autochtones au niveau international, principalement aux Nations Unies, ont été le sujet de plusieurs publications. Cependant, le mouvement autochtone transnational en Amérique latine a été beaucoup moins traité par les chercheurs. En fait, les mouvements régionaux, tels que le mouvement andin ou le mouvement amazonien, sont presque absents de la littérature sur les mouvements autochtones en Amérique latine. Ces deux mouvements autochtones régionaux seront analysés dans le mémoire en employant comme cadre d'analyse la théorie sur les mouvements sociaux. Ce chapitre propose donc une discussion sur les éléments théoriques qui seront utilisés dans le cadre du mémoire. Tout d'abord, une revue de la théorie des mouvements sociaux transnationaux sera présentée. Ceci nous permettra d'asseoir les bases théoriques pour l'analyse de la tension entre les échelles nationale et internationale au sein des coordinations régionales. Ensuite, nous donnerons un aperçu de la littérature sur le mouvement autochtone transnational latino-américain. Trop peu d'écrits existent sur la COICA et la CAOI pour en faire une revue de littérature, ainsi, les analyses sur les mouvements autochtones transnationaux en Amérique latine nous éclaireront sur notre sujet.

Dans un premier temps, la théorie des mouvements sociaux transnationaux sera abordée. Une définition d'un mouvement social sera proposée et les échelles d'analyse expliquées. Nous aborderons ensuite les processus de changement d'échelle, c'est-à-dire l'internalisation et l'internationalisation ainsi que les mécanismes qui leur sont associés : boomerang et déficit démocratique. Nous discuterons ensuite de deux théories des mouvements sociaux qui seront utiles à l'analyse du mouvement autochtone : (1) la théorie

de la mobilisation des ressources, inscrite dans le courant anglo-saxon, et (2) la théorie des nouveaux mouvements sociaux, appartenant à un courant européen. Ces deux courants abordent les mouvements sociaux selon des aspects totalement différents : ceci nous permettra donc de comprendre et d'expliquer des éléments distincts du mouvement autochtone. Ensuite, nous expliquerons le processus de formulation de cadres de signification et nous aborderons enfin la structure organisationnelle des mouvements sociaux et les risques liés à l'institutionnalisation.

Dans un deuxième temps, nous discuterons de la théorie spécifique au mouvement autochtone transnational en Amérique latine, en faisant des liens avec les concepts expliqués dans la première partie du travail. Nous commencerons par définir le mouvement social autochtone et expliquer les différentes échelles du mouvement qui sont étudiées. Nous décrirons ensuite l'émergence, la construction et la consolidation du mouvement autochtone en incluant les facteurs nationaux, transnationaux et internationaux de celles-ci. Les différents cadres de signification articulés par le mouvement seront ensuite présentés : le cadre identitaire ethnique et les cadres des droits de l'homme. Nous aborderons finalement les risques de cooptation et d'institutionnalisation du mouvement autochtone transnational.

1.1 Théories des mouvements sociaux

Selon les théories des mouvements sociaux, ceux-ci sont construits dans un système de domination sociale par des causes structurelles. Pour Melucci, un mouvement social naît lorsque la représentation identitaire construite par des individus ou des groupes est réprimée par des politiques ayant des impacts dans la vie quotidienne des individus (Melucci, 1995, p. 201). L'action collective – et les mouvements sociaux – prennent leurs sources dans des rapports sociaux inégaux et de domination qui sont à la base de la construction des sociétés (Maheu, 2005, p. 17). Des acteurs et des groupes d'acteurs relativement exclus du processus de prise de décision se constituent en réseaux et s'engagent dans une tentative collective de transformation des éléments de la structure sociale et/ou de la distribution de la richesse (Smith, Pagnucco et Chatfield, 1997, p. 59). Les mouvements sociaux demandent ainsi l'inclusion dans un système de règles et de bénéfices (Melucci, 1989, p. 39). Pour Melucci et Avritzer (2000, p. 509), le rôle des mouvements sociaux est de présenter leurs demandes

publiquement et de susciter un débat social. De cette façon, on revendique le droit de participer aux processus de prise de décision. Le mouvement social est en conflit avec le système et, dans ses actions, brise les limites de celui-ci (Melucci, 1989).

1.1.1 Choix de l'échelle d'analyse

La théorie sur les mouvements sociaux s'est tout d'abord développée dans le contexte des États-nations. Alors que pour certains auteurs, le niveau national reste central à l'étude de l'action collective, d'autres s'intéressent davantage à l'aspect transnational des mouvements sociaux. La vision traditionnelle « *holds that all social relations come packaged in national/state/country units that divide the world into neatly distinguishable "societies"* » (Eschle, 2001, p. 64). Pour Tarrow et McAdam (2005, p. 121-123), malgré toutes les transformations amenées par la mondialisation, l'État-nation reste l'acteur dominant de la scène internationale. Les cadres, les réseaux et les formes d'action collective nationaux ont été transposés au niveau transnational, sans pour autant que ne se désintègrent les mouvements nationaux ainsi que leurs demandes et leurs conflits. L'État reste donc un concept central dans l'analyse des phénomènes transnationaux.

Grimson et Pereyra (2007, p. 86-101) abondent dans ce sens. Selon eux, il existe un rapport entre le mondial et le local, cependant, l'échelle de l'État-nation n'est pas vouée à disparaître. L'État est l'axe de structuration et le niveau d'interprétation des activités transnationales et les cultures politiques nationales influencent les mouvements transnationaux. Il faut donc considérer l'échelle de l'État-nation pour comprendre le transnational. Les acteurs sont des acteurs nationaux qui agissent et interviennent en dehors de leur État d'attache. Ceci étant dit, les auteurs ne réfutent pas qu'il y ait des échanges et des influences constants entre les différents niveaux du local à l'international. Cependant, les frontières construisent des cadres d'interprétation, des sens et des modes d'action. Ainsi, les différences nationales ont un impact et favorisent la diversité des expériences transnationales.

Le mondial, ou global, est ce qui construit un réseau à travers les frontières ethniques, religieuses et idéologiques. Le terme transnational est plus adéquat lorsqu'il s'agit de mouvements sociaux (Tarrow et McAdam, 2005, p. 123). Dans le cadre de ce mémoire, nous désignons comme transnationaux les mouvements sociaux autochtones, qu'ils se constituent

comme des réseaux informels, des rencontres ponctuelles, des liens personnels ou des organisations formelles, qui traversent les frontières des États nationaux. Ces mouvements agissent souvent, mais pas nécessairement, dans les espaces internationaux comme les conférences internationales ou le système des Nations Unies. Nous considérons également comme transnational les échanges entre les mouvements autochtones de deux ou plusieurs pays (par exemple, les actions organisées dans le cadre de la COICA et la CAOI) qui puissent rester dans un cadre régional.

Pour Della Porta et Tarrow (2005, p. 2), les premiers mouvements sociaux ont émergé à l'intérieur de l'État-nation, en prenant celui-ci comme cible des protestations. Cependant, depuis les années 1960, l'environnement culturel et institutionnel des mouvements sociaux s'est modifié : la gouvernance s'effectue maintenant à plusieurs niveaux. Alors qu'avant, les mouvements internationaux étaient similaires à ceux à l'intérieur des États-nations, ils ont réagi aux changements dans leur environnement et ont évolué selon trois processus de transnationalisation discutés ci-après : la diffusion, l'internalisation et l'internationalisation.

Le choix de l'échelle nationale sur l'internationale n'est qu'une commodité analytique, puisque dans tout conflit, des interactions transnationales ou internationales peuvent être présentes (Tilly et Tarrow, 2008, p. 285). Un grand nombre d'auteurs s'accordent pour voir une interrelation croissante entre les processus nationaux et internationaux (Pieterse, 2001; Sikkink, 2005; Smith, Pagnucco et Chatfield, 1997). Il n'y a pas de frontière claire entre l'arène nationale et internationale, on constate plutôt un continuum allant du local jusqu'au mondial. « [L]a pratique de construction de solidarités transnationales passe par la production d'échelles d'actions multiples et articulées entre elles » (Dufour et Goyer, 2009, p. 120). Les mouvements sociaux sont des objets d'étude fluides et changeants. Pour des fins d'analyse, il faut donc les figer dans la temporalité, sans toutefois prendre le moment saisi pour une réalité stable. Pendant deux cents ans, l'État-nation a été construit comme le cadre d'interprétation et d'articulation des mouvements collectifs. Cependant, l'échelle transnationale comme niveau d'analyse est de plus en plus utilisée. Le niveau d'interprétation employé dépend en fait du mouvement étudié. Les interactions et les interdépendances entre les différents niveaux d'analyse seront toujours

présentes et ne doivent pas être ignorées, quel que soit le choix analytique (Jelin, 2007, p. 103-107).

1.1.2 Processus de changement d'échelle

Le changement d'échelle (*scale shift*) est un processus défini comme « *a change in the number and level of coordinated contentious actions leading to broader contention involving a wider range of actors and bridging their claims and identities* ». Ainsi, par un changement d'échelle, les mouvements sociaux transnationaux amènent souvent des disputes et des conflits locaux au-delà des frontières nationales et continentales (Tarrow et McAdam, 2005, p. 125). L'internalisation et l'internationalisation sont deux mécanismes de changement d'échelle.

L'internalisation a lieu lorsque des conflits, qui prennent leurs origines à l'international, se jouent dans l'arène nationale. À l'inverse, l'internationalisation désigne les mécanismes qui lient les acteurs politiques nationaux à des conflits à l'échelle internationale. Les deux processus peuvent avoir lieu simultanément. Des mouvements sociaux nationaux s'adressent à des institutions internationales afin de mobiliser des ressources qui seront utilisées au niveau national (Della Porta et Tarrow, 2005, p. 4-5; Tilly et Tarrow, 2008, p. 294). Les modèles du boomerang et du déficit démocratique expliquent l'internationalisation.

Keck et Sikkink ont développé le modèle du boomerang pour expliquer pourquoi certains mouvements sociaux nationaux s'organisent de façon transnationale. Des acteurs non-étatiques, qui vont voir leurs revendications bloquées par le gouvernement national, vont chercher au niveau international des appuis et des alliés qui seront assez puissants pour faire pression sur les gouvernements nationaux en leur faveur. Plusieurs activistes conçoivent les gouvernements nationaux comme faisant partie du problème et vont ainsi se pencher vers les institutions internationales en quête de solution. Cependant, une fois que l'enjeu atteint le niveau international, celui-ci développe sa propre existence transnationale, avec ses propres structures d'opportunité politique (Bennett, 2005, p. 214; Sikkink, 2005, p. 154;).

Le modèle du déficit démocratique explique également la transnationalisation de certains enjeux dans un autre contexte. Les changements dans l'économie-politique mondiale ont diminué le rôle de l'État dans l'économie, car plusieurs décisions sont maintenant prises au niveau international ou dépendent du niveau international. De cette façon, la démocratie nationale est affectée et le contrôle de l'État sur certains enjeux diminue. Les mouvements sociaux nationaux vont donc s'adresser à des instances et à des institutions internationales afin de conserver des gains acquis nationalement. Ainsi, les activistes sont forcés de jouer sur la scène internationale pour atteindre les espaces décisionnels (Sikkink, 2005, p. 155; Smith, 2005, p. 227).

1.1.3 Courants théoriques sur les mouvements sociaux

Il existe deux courants principaux dans la théorie des mouvements sociaux. D'une part, le courant américain ou anglo-saxon s'intéresse davantage aux éléments structurels des mouvements sociaux : l'organisation, les ressources, les structures d'opportunité politiques, etc. D'autre part, le courant européen met plutôt l'accent sur les perceptions, l'identité et la construction subjective des acteurs. Offrant deux perspectives analytiques totalement différentes, ces théories nous permettront d'étudier des aspects différents du mouvement autochtone transnational. Dans notre analyse des mouvements sociaux autochtones, la théorie de la mobilisation des ressources sera pertinente pour comprendre les liens étroits que les coordinations autochtones entretiennent avec la coopération internationale. La notion de cadre d'interprétation issue de la théorie des nouveaux mouvements sociaux nous permettra de saisir comment se construisent les revendications des mouvements autochtones autour de certains enjeux, dont l'environnement. Les deux théories, bien que l'une soit structuraliste et l'autre constructiviste, nous permettront de saisir des aspects différents des enjeux liés aux mouvements transnationaux autochtones.

1.1.3.1 Mobilisation des ressources

La théorie de la mobilisation des ressources (*resource mobilization*) considère la relation du mouvement social avec son environnement économique, social et politique. Selon

une approche théorique fonctionnaliste, un mouvement social se développe selon les ressources disponibles. Les acteurs sociaux sont rationnels et sont définis en fonction de leur relation avec le système politique : ils ont ou non des ressources et ils sont inclus ou exclus du système (McAdam et Scott, 2005, p. 6).

McCarthy (1997, p. 250-254) reconnaît que les mouvements sociaux transnationaux ont besoin d'un minimum de ressources pour survivre. Les organisations des mouvements transnationaux mobilisent principalement des ressources financières, tandis que les mouvements nationaux sont capables d'aller chercher plus de dons en nature et en travail bénévole. L'émergence des mouvements sociaux transnationaux est donc, selon la théorie de la mobilisation des ressources, intimement liée à la présence de ressources financières. Les bailleurs de fonds internationaux sont plus interpellés par des images fortes ou des situations choquantes et financent les mouvements sociaux selon les enjeux du moment. Les organisations de mouvements sociaux ne peuvent donc pas s'appuyer à long terme sur le financement d'un partenaire. Enfin, une grande compétition existe entre les différentes organisations de mouvements sociaux pour l'obtention de ressources financières limitées. La théorie de la mobilisation des ressources pourra nous aider à comprendre les liens étroits qui existent entre les coordinations autochtones régionales (CAOI et COICA) et les agences de coopération internationale. Il est à noter que la transnationalisation des mouvements sociaux à la recherche de ressources peut corriger un certain déficit démocratique, mais peut aussi amener à créer un déséquilibre important entre les organisations financées comme il sera discuté au troisième chapitre.

1.1.3.2 Nouveaux mouvements sociaux

Les nouveaux mouvements sociaux sont issus du courant européen de la théorie des mouvements sociaux. Comme l'explique Tuazo Castro (2010), la culture, le changement social et les processus de construction sociale sont analysés. Le principe de l'identité est un élément central pour l'analyse des mouvements sociaux selon Touraine. C'est la définition que l'acteur se fait de lui-même à travers ses relations conflictuelles. Pour Touraine, l'étude du sujet de l'action est primordiale pour la compréhension des mouvements sociaux. Pour Melucci, l'action collective est ancrée dans la construction d'une identité partagée. Une

identité collective suppose un ensemble de croyances ou d'idées articulant les problèmes vécues par les individus, un réseau social et des liens émotionnels et un sentiment d'appartenance (Tuazo Castro 2010). Différents éléments de ce courant théorique seront utiles à une analyse du mouvement autochtone, entre autres l'aspect identitaire et le concept de formulation de cadre.

1.1.4 Processus de formulation de cadres

La formulation de cadres (*framing*) est un processus qui consiste à modeler des enjeux en fonction de l'idéologie, l'identité et la compréhension culturelle de la base militante du mouvement social. Les cadres sont des métaphores, des symboles et des indices cognitifs qui permettent de donner une signification à un enjeu. La formulation de cadres est une démarche constructiviste et intersubjective qui se centre sur les cadres référentiels, symboliques et idéologiques afin de donner une signification à la pratique ou à l'action (Keck et Sikkink, 1998, p. 4; Maheu, 2005, p. 10). Ainsi, un mouvement va créer une certaine compréhension du monde, des problèmes et des solutions pour des fins stratégiques.

Alison Brysk (2000, p. 20) emploie la notion de cadre d'interprétation pour étudier le mouvement international autochtone en Amérique latine. Pour elle, cette notion permet de comprendre comment le changement est amené ou proposé par les exclus et comment les mouvements sociaux s'organisent. Les cadres permettent de voir les significations construites qui ont une résonance et un impact aux niveaux local, national et international.

Dans une étude du mouvement autochtone latino-américain, Gómez Suárez (2007, p. 216-217) identifie trois variables qui déterminent le processus de formulation de cadres : 1) l'injustice ou le sentiment d'indignation qu'amène une situation; 2) l'efficacité, c'est-à-dire le potentiel d'atteinte des objectifs du mouvement; et 3) l'identité de l'acteur social qui définit le « nous » et le « eux ». Pour que le processus de formulation soit efficace, les cadres doivent avoir une résonance auprès de l'audience. Ils doivent également faire le pont entre les interprétations des individus (leurs intérêts, valeurs et croyances) et les alignements du mouvement (son idéologie, ses activités et ses objectifs). Les différents cadres doivent se retrouver dans un ensemble cohérent d'interprétation (Gómez Suárez, 2007, p. 225). Un cadre efficace fait le lien entre différentes situations et expériences aux niveaux local,

national et international de manière à promouvoir des actions et des interprétations communes des problèmes sociaux et politiques (Olesen, 2006, p. 181).

Les mouvements transnationaux construisent des cadres de signification afin de convaincre et de persuader l'opinion publique ou les décideurs du bien fondé de leurs demandes. L'objectif est de créer un cadre autour d'un enjeu afin d'influencer le comportement et les actions des individus et des collectivités (Keck et Sikkink, 1998, p. 17). Les cadres de signification varient évidemment selon l'État, la culture et l'enjeu (Campbell, 2005, p. 48-49). Pour cette raison, la formulation de cadres peut être beaucoup plus ardue pour les mouvements transnationaux qu'elle ne l'est pour les mouvements sociaux nationaux. Les cadres de signification doivent transcender les frontières culturelles et rejoindre des groupes vivant des expériences locales très différentes, selon l'État national (McCarthy, 1997, p. 245). Dans la prochaine section, la manière dont le mouvement autochtone transnational a atteint un consensus sur certains cadres de signification sera décrite. La théorie des mouvements sociaux identifie différents mécanismes influençant la construction des cadres de signification et le choix des actions collectives.

1.1.4.1 Mécanismes de diffusion, de translation et de bricolage

Le mécanisme de la diffusion implique que des « *challengers in one country or region adopt or adapt the organizational forms, collective action frames, or targets of those in other countries or regions* » (Della Porta et Tarrow, 2005, p. 3). La diffusion a lieu lorsqu'une pratique ou un type d'action se répand à travers une population d'acteurs. En propageant des idées et des modèles, la diffusion permet aux acteurs des mouvements sociaux de percevoir de nouvelles possibilités d'action (Campbell, 2005, p. 53). Les médias de masse tout comme les réseaux personnels y jouent un rôle important. Les similitudes culturelles, structurelles et institutionnelles entre les mouvements sociaux vont également favoriser la diffusion (Giugni, 2002, p. 19 et 23).

Différentes variantes du mécanisme de diffusion ont été identifiées. La médiation (*brokerage*) survient lorsque des liens sont établis intentionnellement entre deux organisations afin que le comportement d'un mouvement social puisse être imité (Della Porta et Tarrow, 2005, p. 3). Le phénomène de *bandwagoning* se produit lorsqu'une organisation

de mouvement social suit la tendance générale en matière d'action collective pour ne pas rester seule derrière avec un ancien modèle d'action. La *translation* est un type de diffusion selon lequel les pratiques voyagent d'un mouvement à un autre, mais sont modifiées et mises en œuvre autrement selon des réalités socioculturelles locales. Enfin, le bricolage est une reconfiguration de différents éléments provenant de pratiques anciennes (répertoire d'action) et nouvelles (diffusion) qui sont réarrangées de façon innovatrice. Par le bricolage, de nouvelles formes d'action sont créées (Campbell, 2005, p. 53-56).

1.1.4.2 Répertoires d'action

Les actions des mouvements sociaux ne sont pas toutes issues de la diffusion ou de ses variantes. Chaque mouvement social possède un répertoire d'action, c'est-à-dire des « ensembles préexistants de représentations qui s'offrent, dans un contexte donné, à un ensemble donné d'acteurs politiques » (Tilly et Tarrow, 2008, p. 32). Les répertoires varient selon le lieu, le temps, les identités du revendicateur et du destinataire, les liens sociaux et les formes d'organisation de la vie quotidienne. Ils évoluent et prennent leurs racines dans une longue histoire de luttes antérieures. L'évolution des répertoires est influencée par la formulation des cadres, par l'organisation structurelle du mouvement et par la structure d'opportunité politique. Des représentations qui sont tolérées ou prescrites par le régime seront beaucoup plus employées que des actions prohibées par les autorités. À la longue, les mouvements sociaux développent un répertoire d'action utilisé de manière routinière et, peu à peu, celui-ci s'institutionnalise (McCarthy, 1997, p. 257-258; Tilly et Tarrow, 2008, p. 40-41 et 51). Nous aborderons maintenant les processus d'institutionnalisation des mouvements sociaux ainsi que les différentes formes organisationnelles favorisant, ou non, la cooptation des activistes.

1.1.5 Institutionnalisation et structure organisationnelle

Les institutions sociales influencent la société par leurs normes, leur autorité et les hiérarchies qu'elles imposent. Elles possèdent généralement un caractère conservateur. Le système institutionnel et politique accepte certaines formes d'action collective alors que les

actions entreprises à l'extérieur des institutions sont associées à une résistance face aux identités établies. Cependant, les mouvements sociaux agissent régulièrement en dehors des normes sociales établies. Un processus de cooptation par les institutions sociales est donc actif en permanence. En effet, avec le temps, le radicalisme des mouvements sociaux diminue à cause des moyens de financement, des formes d'organisation et de mobilisation et des répertoires d'action (Lustiger-Thaler, Maheu et Hamel, 2001, p. 43; Maheu, 2005, p. 18 et 21).

Les structures organisationnelles influencent également le degré d'indépendance ou d'authenticité des mouvements sociaux. Différentes formes d'organisation existent répondant à des besoins distincts des mouvements sociaux transnationaux. Le défi est de trouver l'équilibre, d'une part, entre l'établissement d'une unité organisationnelle cohérente à l'échelle internationale et l'autonomie locale et, d'autre part, entre le professionnalisme et l'activisme de terrain (Clark, 2003, p. 111). Les mouvements transnationaux étant basés au local comme à l'international, les niveaux de gouvernance sont multiples (Della Porta et Tarrow, 2005, p. 11).

Les coalitions sont des structures relativement décentralisées et informelles qui offrent plus d'autonomie aux activistes et facilitent la participation de mouvements sociaux nationaux par des coûts très faibles. Cependant, les enjeux couverts par les coalitions sont très larges et donc les buts et les cibles des actions diversifiés, le degré de conformité idéologique y est aussi faible. Des structures régionales sont parfois privilégiées, car les participants partagent souvent une même culture, une même langue et une même histoire (Smith, 2005, p. 236-237). Les réseaux sont également une structure organisationnelle très répandue parmi les mouvements sociaux transnationaux. Ce sont des structures sociales et des séries de relations sociales, qui forment et contraignent le comportement des gens et les opportunités d'action. Ils sont également les voies par lesquelles les nouveaux modèles, concepts et pratiques sont diffusés à grande échelle et sont, par la suite, disponibles pour la formulation de cadres, la translation et le bricolage. Enfin, les réseaux sont la source principale de support populaire (Campbell, 2005, p. 61). Selon Keck et Sikkink (1998, p. 8), les réseaux constituent des modèles d'organisation volontaires, réciproques et horizontaux de communication et d'échange qui favorisent une circulation rapide de l'information. Par ces

réseaux, les acteurs communiquent et coordonnent leurs stratégies afin de favoriser les activités du mouvement. Les liens de communication sont structurés, ce qui facilite la propagation des cadres de signification (Smith, Pagnucco et Chatfield, 1997, p. 65).

Le réseautage transnational est relativement coûteux à cause de la distance géographique, des différentes cultures et langues et des coûts de communication, lesquels ont cependant largement diminué grâce à l'accès à Internet (Clark, 2003, p. 111). L'inclusion et la flexibilité sont des qualités importantes pour un réseau. Les modèles organisationnels plus inclusifs des mouvements transnationaux favorisent la diversité et les liens entre différents enjeux à travers de vastes réseaux d'activistes. En intégrant des cadres idéologiques et des conceptions identitaires plus flexibles, il est possible de faire le pont entre différents enjeux liés de plus ou moins loin. Des actions collectives de grande envergure sont ainsi réalisées en chapeautant une variété d'enjeux (Bennett, 2005, p. 203-205). Pour intégrer différentes orientations à l'intérieur d'un mouvement social la flexibilité, la multipolarité et la capacité d'adaptation sont les éléments clefs (Melucci, 1989, p. 63).

Ainsi, différents éléments de la théorie des mouvements sociaux seront utilisés pour analyser les mouvements transnationaux amazonien et andin. Les processus d'institutionnalisation, de formulation de cadres, de mobilisation des ressources et de changement d'échelles sont des notions clefs pour expliquer et comprendre le mouvement autochtone. En commençant par définir le mouvement et le situer sur les échelles d'analyse, la prochaine section abordera la théorie existante sur le mouvement autochtone transnational en Amérique latine.

1.2 Mouvement autochtone transnational

Selon la définition d'Alison Brysk,

« the transnational indigenous rights movement consists of Indian organizations, non-indigenous advocacy groups, and some individuals (...) who mobilize primarily to improve the position, autonomy, and participation of Indians in their societies and the international system » (2000, p. 69).

Le mouvement n'inclut pas toute forme de participation politique des Autochtones, mais plutôt les luttes pour des changements normatifs dans le statut et les conditions des peuples

autochtones comme groupes distincts (Brysk, 1996, p. 42). Les objectifs du mouvement autochtone ne sont pas de renverser l'État, mais plutôt l'obtention de réformes démocratiques au sein de celui-ci (Yashar, 1999, p. 77). Le droit à l'autodétermination, à la terre et au territoire, à la gestion des ressources et à la reconnaissance culturelle sont les revendications centrales du mouvement.

Selon Brysk (2000, p. 33), le mouvement autochtone transnational est structuré comme un « gâteau à étages » : c'est-à-dire qu'il fonctionne en parallèle des mouvements nationaux et locaux plus ou moins internationalisés et tous participent dans un vaste réseau transnational de sensibilisation. Le mouvement autochtone transnational implique une participation politique visant l'obtention de changements sociaux orientés selon les valeurs autochtones. Ceci comprend les fédérations locales, les mouvements de réaffirmation identitaire et culturelle, les mouvements paysans dans certaines circonstances, les organisations autochtones nationales, les fédérations transnationales et les ONG alliées non-autochtones (Brysk, 1996, p. 42).

Des auteurs définissent toutefois le mouvement autochtone selon d'autres échelles. Pour Morgan, le mouvement social autochtone est manifestement international; c'est-à-dire

« an action system comprised of interacting networks of individuals, groups, and organizations located around the world and working on the trans-world plane in pursuit of a far-reaching social or political change, predominantly by means of collective protest and on the basis of a shared collective identity » (2007, p. 277).

Selon elle, le mouvement autochtone est bel et bien mondial, car (1) il réunit des peuples et des communautés de toute la planète; (2) plusieurs organisations autochtones se sont elles-mêmes constituées de façon transnationale⁶; (3) une part significative de la mobilisation a lieu à l'échelle internationale et (4) les cibles principales sont des organisations supranationales, dont les Nations Unies. Selon Hall et Fenelon (2008), tout mouvement autochtone est transnational, mais pour des raisons bien différentes. Les autochtones forment des peuples et des nations qui entretiennent des relations internationales entre eux depuis des siècles. Il ne faut pas oublier que les peuples autochtones préexistaient aux États-nations et

⁶ Pensons au Conseil mondial des peuples autochtones, à l'Association autochtone mondiale et au Conseil international des traités autochtones, entre autres.

aux frontières actuelles : « *We didn't cross the border – the border crossed us* » (Hall et Fenelon, 2008, p. 6).

Il est vrai que les relations internationales entre peuples autochtones préexistaient aux États (Hall et Fenelon, 2008, p. 2) et que le mouvement international autochtone est très actif à l'intérieur des organisations internationales afin d'obtenir des changements normatifs. Cependant, les institutions internationales ne sont habituellement pas les cibles premières du mouvement. Les revendications consistent en des changements principalement nationaux et les cibles restent donc étatiques (Yashar, 2007). Le mouvement autochtone agit sur la scène internationale à la recherche d'un effet boomerang ou à cause du déficit démocratique de certains États comme il sera expliqué plus loin.

Le mouvement autochtone transnational est considéré par plusieurs, dont Virginia Tilley (2002), comme un réseau transnational de sensibilisation ou plaidoyer (*transnational advocacy network*) tel que développé par Keck et Sikkink (1998). De cette façon, au niveau transnational, les acteurs sont motivés par des principes et des valeurs, plutôt que par des biens matériels. Les revendications des mouvements autochtones nationaux sont, quant à elles, souvent motivées par des gains matériels ou de pouvoir (ressources de la terre, éducation, délégation de pouvoirs, etc.). Le niveau national est plus participatif, mais a souvent une influence limitée sur le gouvernement, alors que le niveau international possède généralement plus de ressources et de leviers politiques afin d'obtenir un changement (Tilley, 2002, p. 529). La coordination entre les deux niveaux d'action permettra l'obtention de gains pour le mouvement.

1.2.1 Échelles étudiées dans la littérature

Comme il a été mentionné dans l'introduction, dans la littérature les auteurs utilisent différentes échelles d'analyse pour étudier les mouvements autochtones, partant du local jusqu'à l'international. Toutefois, afin de simplifier l'analyse ou pour d'autres considérations, les études se concentrent la plupart du temps sur une seule échelle d'action des mouvements autochtones.

1.2.1.1 Niveau national

Dans la littérature sur les mouvements autochtones en Amérique latine, la grande majorité des auteurs se concentre sur le contexte national (entre autres Albro, 2006; Becker, 2007; Healey, 2009; Lucero, 2006; Montoya Rojas 2008; Rénique, 2009). Ainsi, Otero (2004, p. 325) s'oppose à l'idée que la réussite d'un mouvement social dépend de l'appui de la société civile transnationale. Selon lui, l'État-nation demeure le lieu des luttes autochtones, puisque les changements sociaux doivent avoir lieu dans les espaces locaux et nationaux pour être ressentis par la population. Van Cott (2001; 2005) et Quijano (2005) analysent entre autres l'émergence des mouvements autochtones dans le cadre national qu'ils imputent aux réformes néolibérales qui ont eu lieu à l'intérieur des États latino-américains depuis la fin des années 1980. De cette façon, un grand nombre d'auteurs étudient les mouvements autochtones dans un contexte purement national en ignorant parfois les facteurs externes. Selon Virginia Tilley, *« our most valued scholars continue to treat indigenous politics as playing out solely within the boundaries of their respective national arenas »* (2002).

1.2.1.2 Niveau international

À l'opposé, d'autres auteurs se sont concentrés sur le mouvement autochtone international (Coates, 2004; Corntassel, 2007; Corntassel et Primeau, 1998; Daes, 2008; Feldman, 2001; 2002; Fenelon et Hall, 2008; Fenelon et Murguía, 2008; Wilmer, 1996). Ainsi, Morgan (2007), Passy (1999) et Wilmer (1993) analysent le mouvement autochtone du point de vue international et s'intéressent particulièrement aux rencontres et forums internationaux ainsi qu'aux gains du mouvement obtenus au sein des institutions internationales telles que les Nations Unies. Brysk (1996; 2000) est probablement l'auteure qui a le plus largement écrit sur le mouvement international autochtone. Elle discute de l'organisation et du fonctionnement de celui-ci en interaction avec le système économique et politique international. Cependant, ces analyses centrées sur le niveau international négligent souvent la contribution des différents mouvements nationaux aux processus internationaux.

Les écrits de Rodolfo Stavenhagen (2005), sociologue mexicain et ancien rapporteur-spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, combinent les niveaux national et international. D'une part, il analyse les avancées des mouvements autochtones

dans différents États latino-américains et note certaines similitudes en Amérique latine, tout en comparant les conditions des peuples autochtones d'un pays à l'autre. D'autre part, il s'intéresse aux actions qui ont lieu au sein des organisations internationales, particulièrement aux Nations Unies, et met en parallèle les processus nationaux et internationaux. Il néglige toutefois, comme plusieurs auteurs, les actions et les activités des mouvements autochtones au niveau transnational.

Xavier Albó (2004; 2008), anthropologue et linguiste bolivien, a amplement travaillé et écrit sur les mouvements autochtones boliviens, équatoriens et péruviens. Il est un des rares auteurs à inclure les niveaux nationaux, transnationaux et internationaux dans son analyse. Bien qu'il situe l'émergence, la construction et les actions des mouvements autochtones principalement dans le cadre des États nationaux, il note l'influence extérieure, transnationale, exercée sur ceux-ci. Il considère également le contexte international dans la consolidation des mouvements autochtones. Enfin, il analyse la transnationalisation des mouvements autochtones. Il note, en effet, l'importance des rencontres régionales et internationales entre les organisations autochtones dans la constitution d'un mouvement transnational.

D'autres auteurs s'intéressent à la transnationalisation des mouvements autochtones nationaux. C'est le cas de Yashar (1999; 2007), Stewart (2006) et Olesen (2006) qui étudient les impacts de la mondialisation et de la transnationalisation des enjeux sur l'organisation de la lutte autochtone en Amérique latine. De leur côté, Tilley (2002) et Warren (1998) analysent le mouvement autochtone en tenant compte à la fois du niveau national et du niveau transnational. Elles étudient les liens, les interactions et les influences entre le mouvement transnational et les mouvements autochtones nationaux en Amérique latine.

1.2.2 Émergence et consolidation du mouvement autochtone

Bien qu'une analyse des mouvements autochtones selon la théorie des mouvements sociaux transnationaux soit plus récente, la résistance des autochtones face à la société dominante existe en Amérique latine depuis plus de 500 ans. On observe cependant, à partir de 1960, une recrudescence de la contestation autochtone en Amérique latine ainsi qu'une coordination et une organisation transnationale et internationale de plus en plus importantes.

Les causes de la (ré)émergence du mouvement transnational autochtone et de sa consolidation sont multiples. Nous expliquerons maintenant l'émergence et la construction du mouvement autochtone tel que connu aujourd'hui. Dans un premier temps, nous aborderons les facteurs liés à l'échelle nationale des mouvements sociaux pour, dans un deuxième temps, s'attarder sur les facteurs transnationaux de la consolidation du mouvement autochtone.

1.2.2.1 Facteurs nationaux

La mobilisation autochtone a tout d'abord eu lieu au niveau local, puis national. En effet, les peuples autochtones se sont organisés pour faire face à des menaces spécifiques, ayant un impact concret dans leur vie quotidienne comme l'exploitation de leurs terres ou la violation de leurs droits fondamentaux (Brysk, 1994, p. 33). Un plus grand niveau d'éducation, l'Église catholique et sa théologie de libération ainsi que la présence d'ONG étrangères ont favorisé la mobilisation et l'organisation collective des autochtones (Albó, 2004, p. 29). L'apport des activistes, des anthropologues et des ONG étrangères dans l'émergence du mouvement autochtone transnational est non négligeable. Dès les années 1970, des étrangers sensibilisés par les questions autochtones se rendent dans différentes communautés. Ils y encouragent la création d'associations participatives pour la défense des intérêts autochtones au niveau local dans un premier temps et vont ainsi fournir des ressources essentielles à l'organisation du mouvement autochtone. Le support financier est une contribution décisive des ONG étrangères. Des organisations, comme Cultural Survival, Oxfam-America et l'Inter-American Foundation, prévoient des fonds spécialement pour la création et le renforcement d'organisations autochtones et pour favoriser des échanges transnationaux avec d'autres acteurs (Brysk, 1994; 1996; 2000).

Dans les années 1970, les peuples autochtones, marginalisés dans l'espace national, font face à des États peu réceptifs à leurs demandes, voire des États totalitaires. Les recours nationaux étant épuisés, les activistes autochtones vont chercher des appuis à l'extérieur du pays dans le but d'obtenir un effet boomerang, tel que décrit précédemment. « *In large part, indigenous peoples turned to the international system out of domestic powerlessness* » (Brysk, 1996, p. 46). Les mouvements autochtones bénéficient dans un sens de la faiblesse des États dans lesquels ils évoluent. En effet, les États latino-américains sont sensibles à

l'opinion publique internationale. Les dictatures des années 1970 et 1980 ont attiré l'attention de la communauté internationale qui fait pression sur plusieurs gouvernements d'Amérique latine. La protection de leurs alliés transnationaux garantira la survie organisationnelle des mouvements autochtones et offrira une certaine protection contre des assassinats, des détentions et des attaques contre les leaders autochtones (Brysk, 1994; 1996; 2000).

Depuis les années 1980, la vague de démocratisation et le tournant néolibéral en Amérique latine créent un climat propice à la mobilisation. Plusieurs processus sont actifs à la fois. D'un côté, la transition démocratique a favorisé la reconnaissance constitutionnelle des droits des peuples autochtones. La décentralisation politique et administrative redonne des pouvoirs aux unités locales et facilite l'accès des individus, voire des collectivités, aux gouvernements locaux. De l'autre côté, la modernisation économique et les plans d'ajustement structurel ont amené des conséquences négatives pour les communautés autochtones. En effet, à cause de la faiblesse de plusieurs institutions politiques dans différents pays d'Amérique latine, les États ne sont plus capables de garantir le respect des droits fondamentaux aux individus. Ces changements sociaux favoriseront la mobilisation des peuples autochtones pour la défense de leurs droits (Revilla Blanco, 2005, p. 61; Yashar, 1999, p. 85-87). En fait, pour plusieurs peuples, la mobilisation devient la seule avenue envisageable pour répondre adéquatement aux violations de leurs droits (Brysk, 2000, p. 66).

En plus des contextes nationaux favorisant la mobilisation, certains facteurs transnationaux contribuent à la construction du mouvement autochtone transnational : le processus de mondialisation, les conférences internationales et les organisations internationales.

1.2.2.2 Facteurs transnationaux

La mondialisation a amené des changements dans le rôle de l'État-nation. « *The nation-state is still the main unit of political organization, but the role, strength, and salience of borders are changing* » (Brysk, 2000, p. 12). Les enjeux étant de plus en plus transnationaux, on observe une perte de pouvoir décisionnel des États sur certains thèmes; les mouvements autochtones vont donc s'organiser en suivant le processus du déficit démocratique (Sikkink, 2005, p. 155). En effet, aux abus de corporations multinationales et

aux impacts des programmes des banques de développement et des groupes missionnaires, les autochtones répondent en s'organisant de façon transnationale et en s'adressant à des cibles internationales qui détiennent un réel pouvoir décisionnel (Brysk, 1996; 2000). Sans en expliquer la formation, la mondialisation est cependant un facteur, parmi d'autres, de la nouvelle vague de transnationalisation et d'internationalisation des mouvements autochtones. Les défis et les enjeux étant transnationaux et mondiaux, les autochtones doivent influencer les décideurs où se trouvent les lieux de pouvoir, c'est-à-dire de plus en plus au-delà des frontières de l'État-nation. La contribution des ONG sur la transnationalisation du mouvement autochtone a été primordiale. Ce facteur sera toutefois élaboré dans le troisième chapitre avec le cas paradigmatique d'OXFAM Amérique. Cette ONG ayant été la plus active et constante dans son appui au mouvement autochtone et illustre bien les autres cas.

Dans les années 1970, plusieurs conférences internationales sont organisées et favoriseront la consolidation du mouvement autochtone à l'échelle transnationale. Réunissant des représentants autochtones de diverses provenances ainsi que des sympathisants de la cause autochtone, on y développe un discours à la base de la formation du mouvement transnational autochtone. Le symposium de la Barbade (1971), la conférence de Port Alberni en Colombie-Britannique (1975) qui se solde par la création du Conseil mondial des peuples autochtones et la conférence des ONG des Nations Unies sur la discrimination contre les populations autochtones (1977) sont les premières rencontres d'envergure permettant l'émergence d'un réseau transnational. Les déclarations issues des différentes conférences et rencontres internationales offrent une base pour l'élaboration du programme politique du mouvement autochtone (Feldman, 2002, p. 35). Celles-ci ont renforcé l'identité collective émergente et ont créé un nouvel espace pour les revendications autochtones, dont l'arène des droits de l'homme (Morgan, 2007, p. 278).

Les manifestations dénonçant les célébrations du cinq-centième anniversaire de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb en 1992 marquent le point culminant de la mobilisation transnationale autochtone. En effet, des dizaines de milliers de personnes manifestent à l'échelle mondiale. On assiste à un changement dans la conscience planétaire sur les droits des peuples autochtones et sur les effets néfastes de la colonisation européenne

dans les Amériques. Les autochtones ont mobilisé les réseaux bâtis depuis les années 1970 pour constituer un vaste mouvement de contestation (Brysk, 2000, p. 101-102).

Les organisations internationales, telles que l'OIT et les Nations Unies, ont également été un lieu de réseautage et d'élaboration de normes internationales concernant les peuples autochtones. Dès 1957, l'OIT adopte la Convention 107 relative aux populations aborigènes et tribales. Celle-ci est cependant largement critiquée dans les années 1970 pour son caractère assimilationniste. La Convention 169 est adoptée en 1989 pour remplacer la première. Elle est considérée comme le premier pas important dans le chemin de la reconnaissance internationale des droits des peuples autochtones, bien que certains droits cruciaux, dont le droit à l'autodétermination, n'y soient pas abordés. Les conventions de l'OIT sont obligatoires et doivent normalement être mises en application par les États qui les ratifient (Roulet, 1999, p. 111-115). Seulement vingt-deux pays⁷, dont plusieurs latino-américains, ont ratifié la Convention 169 qui est entrée en vigueur en 1991.

Les Nations Unies ont joué un rôle considérable pour le renforcement des réseaux et des liens entre les organisations autochtones (Morgan, 2007, p. 277). Dans les années 1960 et 1970, des organisations autochtones locales et nationales font pression pour que la communauté internationale s'intéresse à la situation des autochtones et garantisse la protection de leurs droits fondamentaux. Les lobbys autochtones vont s'adresser particulièrement aux organes des droits de l'homme des Nations Unies.

La déclaration issue de la conférence des ONG des Nations Unies en 1977 ainsi que les travaux du Rapporteur spécial des Nations Unies José Martínez Cobo sur la discrimination contre les populations autochtones (1981) ouvrent la voie pour la création du Groupe de travail sur les populations autochtones (Feldman, 2002; Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, 2006). Celui-ci est créé en 1982 par l'ECOSOC en tant qu'organe subsidiaire de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. Les autochtones disposent alors d'un espace au sein du système onusien pour la discussion des enjeux les concernant. Les règles de participation établies sont très souples et permettent une grande participation des

⁷ Les pays ayant ratifié la Convention 169 sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Centrafrique, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, les Îles Fidji, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Népal, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou et le Venezuela.

représentants autochtones, une première au sein des Nations Unies. Des réunions préparatoires ont lieu avant chaque session du groupe de travail. Ces réunions ont comme objectif de discuter entre représentants autochtones des problèmes communs, d'établir une stratégie d'action et d'élaborer des positions conjointes pour les activités onusiennes. Ces réunions préparatoires constituent un élément essentiel de la consolidation du mouvement transnational autochtone. Comme le mentionne Kenneth Deer, de la nation Mohawk de Kahnawake, « *almost like an alternative UN for indigenous peoples, the indigenous caucus of the WGIP [Groupe de travail] is the largest gathering of indigenous representatives ever to gather on a regular basis; it is a strategic triumph* » (cité dans Morgan, 2007, p. 278). L'Année internationale des peuples autochtones du monde en 1993, puis la Décennie de 1994 à 2003, sont établies sous le thème du partenariat afin de donner une plus grande visibilité aux enjeux autochtones. C'est dans le cadre de la Décennie internationale qu'est établi, en 2000, le Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones. Des rencontres parallèles sont organisées afin de partager de l'information, d'échanger et de développer des stratégies communes. Les conférences organisées par les Nations Unies favorisent, d'une part, l'élaboration de normes internationales et, d'autre part, la consolidation du mouvement.

1.2.3 Double jeu du mouvement autochtone

Le mouvement autochtone transnational joue donc un double jeu. Le mouvement adresse principalement ses demandes aux États. Toutefois, lorsque les opportunités au niveau national se font rares (pensons à l'Amérique latine avant la vague de démocratisation) ou que les enjeux soulevés sont perçus comme menaçants pour l'État (les demandes d'autodétermination sont souvent perçues comme telles, particulièrement sur des territoires riches en ressources premières), le mouvement se tourne vers les arènes supranationales. Il articule ses conflits politiques de manière à développer un cadre normatif international qui contraindra le comportement des États (Passy, 1999, p. 151). Cette stratégie à plusieurs niveaux implique que pendant que le mouvement transnational agit sur la scène internationale, des mouvements nationaux tentent d'influencer les États à partir de l'intérieur. En effet, plus qu'un simple « gâteau à étage », les mouvements autochtones des différentes échelles d'action sont en interaction et exercent une influence l'un sur l'autre.

Les cadres d'interprétation développés par le mouvement autochtone, à l'intérieur des institutions internationales notamment, exercent une forte influence sur les pratiques des mouvements nationaux. En conclusion d'une étude sur la formulation de cadres transnationaux du mouvement zapatiste, Olesen énonce

« [t]he case of the Zapatistas demonstrates the benefits for social movements, especially movements of the poor, subaltern, and dispossessed, of framing their grievances and strategies in ways that give them transnational resonance. In other words, the attraction of support and resources, and sometimes even survival, hinges on this ability » (2006, p. 193).

Nous présenterons différents cadres de signification développés, adoptés et articulés par le mouvement autochtone transnational. Nous expliquerons tout d'abord comment le mouvement autochtone transnational s'est construit autour d'une identité commune. Nous aborderons ensuite l'importance pour un mouvement transnational d'établir un consensus sur des cadres communs. Enfin, nous décrirons deux autres cadres importants dans la rhétorique du mouvement autochtone : le cadre des droits de l'homme et le cadre anticapitaliste.

1.2.4 Cadres d'interprétation du mouvement autochtone

1.2.4.1 Cadre identitaire

Le mouvement transnational autochtone est basé sur une identité commune et la conscience de celle-ci. Le processus de construction identitaire a favorisé l'émergence du mouvement et sa consolidation à l'échelle transnationale et internationale. Malgré les grandes différences entre les peuples du continent, ceux-ci partagent une même situation de marginalité culturelle et économique face à la société dominante (Brysk, 1994, p. 30; 2000, p. 57; Feldman, 2001, p. 152). Une identité pan-autochtone s'est en effet développée par une expérience commune de pauvreté et de discrimination. Les peuples autochtones se sont (ré)approprié leur identité à des fins mobilisatrices. Être autochtone devient ainsi une source de fierté et une ressource pour la construction du mouvement.

« La recuperación del término [indio] se daría al interior del Movimiento Indígena cuando éste pasó a ser usado para expresar una nueva categoría, forjada ahora por

*la práctica de una política indígena, es decir, elaborada, por los pueblos indígenas y no por los alienígenas »*⁸ (Revilla Blanco, 2005, p. 52).

Comme l'identité n'est pas monolithique, les identités locales sont superposées aux identités régionales et pan-autochtones (Hall et Fenelon, 2008; Morgan, 2007; Revilla Blanco, 2005).

Par son discours identitaire, le mouvement se réapproprie des espaces et des géographies dans lesquels il évoluera (Feldman, 2002, p. 34). On articule le bagage culturel avec une identité ethnique imaginée. À son tour, cette dernière est articulée avec une identité politique consciente, auto-réflexive et rationnelle (Gómez Suárez, 2007, p. 219). Les discours du mouvement ont un grand potentiel pour défier les cadres d'interprétation dominants et amener un changement social (Feldman, 2001, p. 148; Revilla Blanco, 2005, p. 51). La constitution du mouvement au niveau transnational et international a permis la (ré)appropriation de nouveaux espaces. L'espace du mouvement autochtone a été (ré)imaginé et cette identité pan-autochtone y a pris forme. La (ré)imagination des peuples autochtones a permis d'ouvrir un nouvel éventail de possibilités pour (re)nommer et (re)formuler leurs demandes. À travers le mouvement transnational, on est passé du langage de la domination coloniale à celui de l'autodétermination, en lien étroit avec le vocabulaire du droit international (Feldman, 2002, p. 36).

Il est à rappeler que l'identité du mouvement autochtone est une identité principalement ethnique et non une identité de classe, comme celle du mouvement populaire. À l'époque de la Guerre froide et des luttes révolutionnaires latino-américaines, les revendications de plusieurs peuples autochtones sont intégrées au mouvement populaire, basé sur la lutte des classes. Les individus intégrant ces mouvements s'identifient à une identité non pas autochtone, mais plutôt ouvrière ou paysanne. La formulation de la lutte en fonction d'un cadre ethnique ou de classe réside dans la conception que les acteurs ont de la source des inégalités sociales (Warren, 1998, p. 178). D'un côté, les mouvements de gauche marxistes interprètent la structure économique d'exploitation comme la cause de la situation sociale des autochtones. De l'autre, le mouvement autochtone explique plutôt la situation des

⁸ La récupération du terme [autochtone] s'est produite à l'intérieur du mouvement autochtone quand celui-ci a commencé à être utilisé pour exprimer une nouvelle catégorie, forgée maintenant par la pratique d'une politique autochtone, c'est-à-dire, élaborée par les peuples autochtones et non par les étrangers (traduction libre de l'auteure).

peuples autochtones par le racisme et la colonisation. Les mouvements autochtones, afin de s'unir, tendent à transformer le cadre de leur lutte pour passer d'une identité intégrant la classe paysanne à une identité basée sur l'ethnicité autochtone. Cette distinction, quoi que simpliste, entre le mouvement populaire et le mouvement ethnique autochtone est essentielle afin de distinguer les organisations syndicales des organisations autochtones au Pérou, en Équateur et particulièrement en Bolivie, même si souvent les cadres d'interprétation se recourent et se superposent.

1.2.4.2 Cadres consensuels

Un important travail d'harmonisation a été accompli au fil des ans afin de construire un consensus sur un cadre d'interprétation qui couvre les préoccupations des mouvements de lieux, traditions et cultures différentes. L'atteinte d'un consensus est le résultat d'un long travail entrepris lors des conférences internationales. Face à l'hostilité des États vis-à-vis de leurs demandes, les peuples autochtones n'ont eu d'autre choix que de s'unir, malgré leurs différences. Un consensus s'est établi principalement autour du droit à l'autodétermination et de quatre autres thèmes généraux : le respect des droits politiques, économiques, sociaux et culturels; l'intégrité territoriale; la préservation de leur culture et l'intégrité physique (Passy, 1999, p. 161).

L'élaboration d'un cadre collectif requiert une bonne organisation et un solide réseau d'échange entre les activistes. Les nombreuses conférences internationales qui ont eu lieu à partir des années 1970 et les groupes de travail, en particulier le Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, ont favorisé les discussions et les échanges sur des cadres d'interprétation et d'action communs. En effet, plusieurs rencontres internationales se sont terminées par la création d'organisations permanentes⁹ et par des déclarations conjointes. Les organisations créées renforcent les consensus établis et les

⁹ À titre d'exemple, le Groupe international de travail sur les affaires autochtones (IWGA) a été fondé en 1968 lors du 38^e Congrès international amérindien en Allemagne, le Conseil mondial des peuples autochtones (WCIP) a été créé en 1975 suite à la Conférence internationale des peuples autochtones à Port Alberni en Colombie-Britannique et le Conseil autochtone sud-américain (CISA) a été constitué lors de la Première conférence des nations et organisations autochtones d'Amérique du Sud au Pérou en 1980 (Becker 2008b).

déclarations adoptées contribuent également à la création d'un cadre commun en fixant par écrit et en diffusant les cadres formulés (Passy, 1999, p. 160).

De plus, les cadres développés doivent être le plus universel possible pour l'unité du mouvement : les différents éléments du mouvement doivent partager un projet commun afin que celui-ci soit le plus uni possible et permettre ainsi d'obtenir les meilleures conditions pour influencer les décideurs. Par conséquent, le mouvement tend à exclure les organisations qui désirent influencer individuellement ou qui ont une vision différente. Les éléments intégrant le mouvement font donc partie d'une même communauté épistémique (Passy, 1999, p. 161). Un consensus est généralement reconnu sur le cadre des droits de l'homme.

1.2.4.3 Cadre du droit international des droits de l'homme

Le mouvement autochtone a formulé ses revendications en fonction du cadre du droit international des droits de l'homme. Stratégiquement, cette formulation rend légitimes ses demandes puisqu'elle renvoie à des droits largement reconnus par la communauté internationale. Ainsi, on lie les revendications des peuples autochtones à la lutte contre la discrimination, à la liberté culturelle, aux droits politiques et, élément central, au droit à l'autodétermination. Ce dernier est une des demandes principales du mouvement autochtone international et ne lui a été reconnu que tout récemment. En effet, selon le droit international, le droit à l'autodétermination n'est reconnu qu'aux peuples. Les États ont donc longtemps refusé de reconnaître les autochtones comme des peuples, mais plutôt comme une population. Ainsi, les autochtones se sont auto-identifiés comme peuples, et ont réussi, par des gains progressifs, à se faire reconnaître comme tel dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en 2007. C'est donc en formulant ses revendications dans le langage du droit international des droits de l'homme que le mouvement autochtone transnational peut désormais revendiquer l'autodétermination et l'autogestion sur ses territoires ancestraux (Brysk, 2000, p. 32).

Également, plusieurs textes issus de conférences internationales montrent que le cadre des droits de l'homme a été intégré par le mouvement autochtone. On en retrouve entre autre mention dans la Convention 169 de l'OIT (1989), dans la Déclaration de Temoaya (1993), dans la Déclaration de Teotihuacan (2000), dans la Déclaration de Kito (2004). Les

droits à l'autodétermination et au territoire sont les plus importants et les plus souvent mentionnés. Le cadre des droits de l'homme a atteint une certaine reconnaissance internationale et est accepté par une majorité d'acteurs comme légitime. En formulant ainsi leurs revendications, les mouvements autochtones nationaux peuvent obtenir le support de plusieurs organisations étrangères, transnationales ou internationales, sensibles aux violations des droits fondamentaux. En formulant sa lutte selon le cadre des droits de l'homme, le mouvement autochtone est plus susceptible d'obtenir l'appui d'alliés étrangers ou internationaux et, parallèlement, espère l'adoption par les États d'un instrument juridique contraignant.

1.2.5 Institutionnalisation et cooptation du mouvement autochtone

Les alliances stratégiques du mouvement transnational peuvent également engendrer un autre effet possiblement néfaste pour les mouvements autochtones locaux et nationaux. En effet, les priorités des mouvements autochtones nationaux seront influencées par les cadres du mouvement transnational et de ses alliés et par ce que ces derniers conçoivent comme bon pour les peuples autochtones. Au Guatemala, par exemple, le mouvement pan-maya a opté pour une plus grande centralisation des pouvoirs suite à la menace d'ONG européennes de leur retirer leur financement (Warren, 1998, p. 184). Corn tassel met en garde contre le processus de cooptation qui n'est, en fait, qu'une illusion d'inclusion (2007). Afin de se faire entendre par les décideurs, le mouvement autochtone imite le langage et les stratégies des institutions avec lesquelles il collabore. Il existe un sérieux risque que le mouvement soit amené à dire ce que l'audience internationale désire entendre. Les professionnels employés par les organisations autochtones ne doivent pas avoir plus d'allégeance aux institutions et aux organisations internationales qu'aux peuples autochtones mêmes (Corn tassel, 2007; Olesen, 2006, p. 194; Warren, 1998, p. 181). Taiaiake Alfred, intellectuel mohawk, recommande :

« There is a fine line to walk between playing the system and being played, and leaders must be concerned with achieving balance in their political lives. But our goals will never be achieved without (1) self-reflection, to determine the degree to which co-optation has affected our thought processes; (2) serious analysis of government in our communities, to determine whether the state has succeeded in structuring the situation to prevent the achievement of our objectives, and (3)

revision of our decision-making processes to infuse them with an indigenous logic based on traditional teachings » (1999, p. 79).

Pour obtenir des changements au niveau étatique sans être cooptés par ceux-ci, la lutte doit être organisée démocratiquement. En plus de la cooptation, la corruption est un autre problème auquel peuvent être confrontées les organisations autochtones. Les structures fluides des organisations, la grande pauvreté du mouvement et le fort soutien de la coopération internationale facilitent la corruption, surtout lorsque de grands intérêts sont en jeu, comme l'exploitation des ressources naturelles (Brysk, 2000, p. 279).

Ainsi, un grand enjeu pour les mouvements autochtones est la distance grandissante entre les bases du mouvement et les organisations aux niveaux national et régional. Beaucage l'exprime clairement dans une étude du mouvement autochtone dans la région de Puebla au Mexique.

Plusieurs membres [de l'organisation autochtone] ont manifesté que le plus grand danger n'était plus leur élimination par des chefs et les détenteurs du monopole régionaux (...) ni les gouvernements étatique et fédéral, mais plutôt l'éloignement entre la direction régionale et la base. Cette tendance s'est vue consolidée par la centralisation et la professionnalisation administrative favorisées par l'État, qui avait une grande expérience de cooptation des leaders populaires et qui pouvait mobiliser d'importantes ressources à cette fin (Beaucage, 1994, p. 48).

Le mouvement autochtone transnational a besoin d'un leadership qui rend des comptes à la base militante et d'une participation populaire dans la prise de décisions (Otero, 2004, p. 325). En effet, le leadership est un facteur de réussite des mouvements sociaux transnationaux souvent mentionné. En raison de l'usage que fait le mouvement autochtone du symbolisme, la présence d'un leader charismatique est encore plus importante au niveau international qu'au niveau national. La présence de quelques personnalités symbolisant la lutte pour les droits des autochtones est plus efficace dans la transmission du message que l'intervention d'une multitude de représentants. Pensons à Rigoberta Menchú Tum, maya guatémaltèque récipiendaire du prix Nobel de la paix en 1992, et Davi Yanomami, représentant du peuple yanomami du Brésil. Cependant, ceci amène un problème de représentation entre le local et le mondial. En effet, le leadership devient alors trop centralisé et repose sur quelques individus clefs. Leur leadership est également souvent contesté au niveau local et ces dirigeants peuvent devenir la cible de critiques personnelles. Le problème

réside dans le fait qu'un individu doit représenter plusieurs peuples autochtones aux cultures distinctes. Les leaders locaux désignés de façon traditionnelle ne sont pas nécessairement des représentants efficaces dans les arènes politiques internationales où une certaine adaptation aux structures occidentales est nécessaire. Bref, ce problème de représentativité montre d'une part l'écart entre les réalités locales des peuples autochtones et les stratégies transnationales du mouvement et, d'autre part, la démocratisation des relations transnationales avec l'accès facilité aux forums internationaux dont jouissent les peuples autochtones (Brysk, 1994; 1996). Les questions de représentativité sont d'autant plus importantes dans le cas d'un mouvement transnational étant donné les échelles différentes dans lesquelles évoluent les bases et les dirigeants.

1.3 Conclusion

En résumé, des éléments tirés de différentes théories des mouvements sociaux transnationaux nous permettent de comprendre et d'analyser le mouvement autochtone transnational. L'échelle d'analyse utilisée pour l'étude du mouvement autochtone est un choix analytique et reflète notre conceptualisation du mouvement. Toutefois, les interactions entre les échelles sont constantes. En effet, selon notre compréhension, le mouvement autochtone transnational s'organise et agit sur plusieurs niveaux à la fois. Des actions complémentaires, et parfois contradictoires ont lieu simultanément aux échelles locale, nationale, régionale, transnationale et internationale. Dans le cadre de ce mémoire, nous analyserons deux coordinations autochtones qui évoluent au niveau transnational, soient la COICA et la CAOI, et nous verrons comment celles-ci doivent jongler avec cette tension entre les échelles nationale et internationale.

Les processus de transnationalisation comme le modèle du boomerang et du déficit démocratique permettent d'expliquer pourquoi les mouvements autochtones se sont internationalisés au fil des ans. Des facteurs nationaux et transnationaux, mais aussi des processus ayant lieu directement au niveau international ont favorisé la constitution du mouvement transnational autochtone tel que connu aujourd'hui. La théorie de la mobilisation des ressources, ancrée dans le courant anglo-saxon, sera utile pour expliquer les liens étroits qu'entretiennent les organisations autochtones avec les ONG et les organisations de

coopération internationale. Cette théorie fonctionnaliste explique les facteurs favorisant l'émergence et la consolidation du mouvement autochtone. De son côté, la théorie des nouveaux mouvements sociaux permet de comprendre la construction identitaire du mouvement autochtone ainsi que la formulation des cadres de signification. Ces derniers expliqueront certaines alliances et certains choix stratégiques du mouvement autochtone transnational. Cette théorie constructiviste permet par ailleurs de comprendre comment les coordinations régionales conçoivent leur lutte et l'articulent entre les échelles nationale et internationale. Enfin, les risques de cooptation et d'institutionnalisation restent un enjeu majeur des coordinations autochtones et peuvent amener à d'importantes crises à l'intérieur des mouvements autochtones.

À l'aide des éléments théoriques décrits et définis ci-dessus et à l'aide de la compréhension de la construction du mouvement que nous offre ce chapitre, nous élaborerons une analyse de deux mouvements autochtones régionaux : la COICA et la CAOI. Afin de mieux saisir les enjeux liés à ces organisations, il est essentiel de discuter de la constitution de celles-ci. Le prochain chapitre présentera les deux coordinations régionales ainsi que leurs principaux membres en Bolivie, au Pérou et en Équateur.

CHAPITRE II

COORDINATIONS RÉGIONALES AMAZONIENNE ET ANDINE

La théorie sur le mouvement autochtone transnational compare sa construction à un gâteau à étages. Du local jusqu'à l'international, les différents mouvements se superposent et s'entrecroisent parfois. Entre d'une part le mouvement international et d'autre part les forts mouvements autochtones bolivien et équatorien et le plus faible mouvement péruvien, il existe les mouvements régionaux, on identifie deux régions principales : l'Amazonie et les Andes. Vivant des situations semblables, les peuples autochtones de ces régions se regroupent de manière transnationale pour s'entraider dans leur lutte au sein de deux coordinations régionales. La Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien (COICA) regroupe les organisations des neuf pays de l'Amazonie. La Coordination andine des organisations autochtones (CAOI) regroupe pour sa part les organisations autochtones des pays andins. Des organisations autochtones de Bolivie, du Pérou et de l'Équateur sont membres des deux coordinations.

Ce chapitre présentera dans un premier temps les deux coordinations régionales et les organisations boliviennes, péruviennes et équatoriennes qui en sont membres. Connaître les organisations qui forment les coordinations permettra de mieux comprendre leurs orientations. En effet, les coordinations sont redevables à leurs membres et leurs intérêts sont souvent très près de ceux des organisations nationales. De plus, les organisations nationales et les coordinations régionales s'influencent dans leurs cadres d'interprétation. Cette présentation des coordinations et de leurs membres principaux fera ressortir les similitudes et les distinctions entre les deux coordinations et nous permettra de mieux saisir leurs choix de stratégie d'action et les positions qu'elles défendent.

Dans un deuxième et dernier temps, ce chapitre expliquera le rôle de la COICA et de la CAOI. Les mouvements autochtones transnationaux amazonien et andin ne sont pas autonomes dans leurs actions au sens qu'ils représentent les intérêts de leurs membres et qu'ils doivent leur rendre des comptes. Les rôles des coordinations sont donc intimement liés au niveau national d'organisation de la lutte autochtone, bien qu'elles évoluent dans les sphères internationales. Ainsi, un premier rôle est de favoriser la consolidation des organisations nationales et de les appuyer dans leur lutte par la création d'un réseau de solidarité internationale. Leur deuxième rôle est de représenter les intérêts des organisations nationales dans les forums internationaux en présentant une position commune et unie.

2.1 Organisations amazoniennes

2.1.1 COICA

La COICA regroupe les organisations autochtones de neuf pays au sein d'une coordination régionale afin de promouvoir, protéger et faire respecter les droits des peuples de l'Amazonie. Sa mission est de générer des politiques, des propositions et des actions aux niveaux local, national et international par la coordination, le dialogue, la consultation et les alliances stratégiques (COICA 2011b).

La COICA est créée en 1984 à Lima par les fédérations autochtones nationales de cinq pays. Le processus organisationnel commence à Puyo, ville de l'Amazonie équatorienne en 1981 lors d'une réunion organisée par l'Institut indigéniste interaméricain, organe de l'Organisation des États américains (OÉA). Des représentants des États, mais aussi plusieurs leaders autochtones de la région sont présents. Les dirigeants des organisations amazoniennes se rencontrent pour la première fois lors de cet événement et tissent des liens personnels. Ils constatent qu'ils partagent des problèmes communs et qu'ils collaborent avec les mêmes alliés au niveau international. Les leaders autochtones se retrouvent à nouveau en 1982 et 1983. Ces rencontres n'aboutissent toutefois sur aucun résultat concret. L'organisation autochtone du Pérou, AIDSEP, décide donc d'organiser une rencontre en 1984 où sont invitées les organisations autochtones amazoniennes, leurs conseillers et leurs alliés. Les liens personnels entre les leaders s'étant consolidés depuis 1981, la COICA est créée lors de cette

rencontre de 1984 à Lima. Les organisations fondatrices sont l'Association interethnique de développement de la jungle péruvienne (AIDSESP), la Confédération de peuples autochtones de Bolivie (CIDOB), la Confédération des nationalités autochtones de l'Amazonie équatorienne (CONFENAIE), l'Union des nations autochtones du Brésil (UNI), et l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC) (Fernando García, entrevue septembre 2010, Quito; Albó, 2004, p. 22; Chase Smith, 1994, p. 24). En 1992, la coordination amazonienne s'agrandit et six organisations s'y joignent : l'Association des peuples autochtones de Guyane (APA), le Conseil national autochtone du Venezuela (CONIVE), la Fédération des organisations autochtones de Guyane française (FOAG), l'Organisation des peuples autochtones du Suriname (OIS) ainsi que la Coordination des organisations autochtones de l'Amazonie brésilienne (COIAB) et l'Organisation des peuples autochtones de l'Amazonie colombienne (OPIAC) qui remplacent respectivement l'UNI et l'ONIC. Ainsi, la COICA représente depuis 1992 les organisations autochtones des neuf pays de l'Amazonie.

2.1.1.1 Mission de la COICA

La COICA coordonne les efforts, les rêves et les idéaux des peuples autochtones du bassin amazonien afin de promouvoir le droit à la vie comme partie intégrante de la nature et de l'univers. Par le dialogue, la consultation et les alliances stratégiques, elle construit des politiques, élabore des propositions et favorise des actions aux niveaux local, national et international dans la vision d'un développement équitable et différencié pour l'Amazonie (COICA, 2011b). Les objectifs de la COICA sont de défendre les revendications territoriales, l'autodétermination et le respect des droits des peuples autochtones. Elle favorise une position commune et unie des différentes organisations amazoniennes devant les organisations internationales et les ONG. La coordination favorise la collaboration mutuelle entre ses membres et promeut la revalorisation et la revendication culturelle des peuples autochtones.

Tel que mentionné précédemment, les peuples amazoniens s'organisent en réaction à l'arrivée de colons qui cultivent la terre ou exploitent les richesses naturelles. Ainsi, de façon générale, les revendications de la COICA ont trait à la gestion du territoire, à

l'autodétermination, au développement durable et à la préservation de l'environnement (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima). Bien que certains peuples refusent toute forme d'exploitation des ressources naturelles de leur territoire, la majorité des peuples désirent un développement qui leur sera profitable et qui ne changera pas dramatiquement leur mode de vie.

Dans le plan d'action 2007-2009 de la COICA, l'Agenda autochtone amazonien (AIA), on nomme sept priorités : la préservation des modes de vie des peuples amazoniens; l'autogestion du territoire et l'utilisation durable des ressources; la reconnaissance légale des droits collectifs et individuels des autochtones; la consolidation organisationnelle de la COICA; l'éducation; l'autonomie et l'autodétermination économique des peuples autochtones ainsi que l'amélioration des communications à l'intérieur de la COICA (COICA, 2011a). On remarque que les principaux axes d'action de la COICA sont très pragmatiques : le territoire, les ressources naturelles et l'autonomie et les droits collectifs des peuples autochtones (Fernando García, entrevue septembre 2010, Quito; Juan Carlos Jintiach, entrevue septembre 2010, Quito).

En ayant à l'esprit l'expérience désastreuse du CISA dont il sera question au chapitre suivant, les organisations nationales insistent pour conserver leur indépendance et leur autonomie au moment de la création de la COICA. Il est donc indiqué que la direction doit faire une rotation entre les membres et le siège changer de pays périodiquement. De plus, un comité multinational de coordination doit s'assurer que les identités locales et le développement de solutions collectives aux problèmes communs restent les priorités de la COICA (Albó, 2004, p. 25; Chase Smith, 1996, p. 26; Chirif Tirado, García Hierro et Chase Smith, 1991, p. 209-210). Il est toutefois intéressant de noter que le siège de la coordination a été de 1984 à 1992 à Lima et qu'il est situé depuis 1993 à Quito. Dans toute son histoire, les coordonnateurs de l'organisation, tel qu'indiqué en annexe, sont originaires de cinq pays différents.

2.1.1.2 Stratégies d'action

La COICA utilise différentes stratégies pour atteindre ses objectifs et protéger les droits collectifs et individuels des peuples amazoniens. D'une part, elle favorise l'implication

active des peuples autochtones. Pour la lutte à la déforestation, par exemple, elle mise sur la collaboration entre les communautés pour trouver des solutions concertées à des problèmes partagés. Par l'éducation et une bonne stratégie de communication et d'information, les autochtones seraient à même de mieux protéger la biodiversité et comprendre les enjeux liés (COICA, 2011d). D'autre part, la COICA fait pression sur les gouvernements pour l'adoption de politiques en faveur des peuples amazoniens, particulièrement sur les thèmes du territoire et des ressources naturelles. Elle utilise également des instruments juridiques internationaux pour faire valoir ses demandes. Dans les forums, la coordination fera pression sur les États pour qu'ils ratifient la Convention 169 de l'OIT ou utilisera les tribunaux internationaux pour poursuivre un État dans des cas de violations des droits fondamentaux des peuples autochtones (COICA, 2011b). De plus, la COICA entretient diverses alliances au niveau international.

En ce qui concerne ses réalisations, la COICA a joué un rôle protagoniste dans le processus de démarcation des territoires autochtones, dans la participation des autochtones aux programmes environnementaux et dans la défense des intérêts autochtones face aux multinationales, notamment face aux entreprises pétrolières et pharmaceutiques. Elle a également favorisé le développement de relations pacifiques à la frontière du Pérou et de l'Équateur (Albó, 2004, p. 25).

Ci-après, trois des organisations membres de la COICA seront brièvement présentées : la CONFENAIE, l'AIDSESEP et la CIDOB. Ces trois organisations, bien qu'ayant évolué dans des contextes nationaux distincts, partagent une structure commune, des revendications semblables et des répertoires d'action similaires.

2.1.2 CONFENAIE

La CONFENAIE regroupe les fédérations de huit peuples amazoniens de l'Équateur : les Shuars, Quichuas, Achuars, Huaos, Sinoas, Secoyas, Cofans et Zaparas (CONFENAIE, 2011). Il s'agit d'une organisation multiethnique que les peuples amazoniens de l'Équateur ont constituée horizontalement afin de défendre leurs territoires menacés par l'exploitation pétrolière et la colonisation. La confédération est créée en 1980 sous le leadership du peuple shuar.

Ce peuple vivant dans l'Amazonie équatorienne à la frontière du Pérou est un des premiers peuples d'Amérique latine à créer une organisation autochtone telle qu'on les connaît aujourd'hui. Dès 1961, des missionnaires salésiens encouragent les autochtones à s'organiser face à la colonisation de l'Amazonie et les soutiennent dans la création de la Fédération des centres shuars en 1964. La Fédération shuar vise principalement l'obtention d'une reconnaissance des territoires autochtones. Le processus organisationnel consolide l'identité autochtone : les communautés participent activement et la dynamique radio shuar assure les communications entre les communautés souvent éloignées et isolées les unes des autres (Albó, 2004, p. 22; 2008, p. 124-127; León 2001).

L'organisation des peuples amazoniens de l'Équateur s'accroît à partir de 1972 avec l'arrivée des entreprises pétrolières sur leurs territoires. Les processus organisationnels sont appuyés dans un premier temps par l'Église catholique, puis par les évangélistes. La création de la confédération nationale, la CONFENAIE, montre, d'une part, la solidarité entre les peuples amazoniens qui mettent de côté leurs hostilités historiques afin de lutter contre un adversaire commun; et, d'autre part, sa création en 1980 fait état du processus de nationalisation des revendications des communautés locales (Chirif Tirado, García Hierro et Chase Smith, 1991, p. 144; León, 2001; Ospina, 2000, p. 134).

2.1.2.1 Mission de la CONFENAIE

La CONFENAIE a pour mission de promouvoir le développement social, politique et économique des peuples amazoniens dans le respect et la revalorisation de l'identité culturelle de chaque nationalité pour une reconnaissance de leurs droits à l'intérieur de l'État équatorien. La confédération a comme objectif l'atteinte de l'autodétermination des peuples autochtones, la reconnaissance légale de leurs territoires, la conservation des écosystèmes et des ressources naturelles et l'intégration des peuples amazoniens dans le contexte national en toute justice et liberté (CONFENAIE, 2011).

En 1986, la CONFENAIE s'associe à l'organisation autochtone andine ECUARUNARI pour créer une confédération nationale : la CONAIE. La Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (CONAIE) défend les droits des peuples autochtones et promeut leurs revendications face à l'État. Elle vise la construction d'un État plurinational

et d'une société interculturelle, la création et la consolidation de l'unité entre les peuples autochtones quant à leur lutte tout en conservant la diversité culturelle et des processus socio-organisationnels propres à chaque peuple et nationalité de l'Équateur (CONAIE, 2011). La CONFENAIE participe au grand soulèvement de 1990 organisé par la CONAIE alors que des milliers de protestataires marchent de Puyo jusqu'à Quito (García Serrano, 2005, p. 204). Par cette action, les autochtones de tout le pays demandent au président Rodrigo Borja une solution immédiate aux conflits de la terre. Ils critiquent le modèle agro-exportateur, rejettent le paiement de la dette extérieure, dénoncent la pollution et la destruction de la forêt amazonienne par les entreprises pétrolières et revendiquent leurs droits collectifs et culturels (CONAIE, 2011; ECUARUNARI, 2010). Invisibles depuis tant d'années, les peuples autochtones demandent dignité et respect. Le soulèvement frappe de plein fouet la conscience du pays tout entier et le gouvernement se voit dans l'obligation de prendre en compte les revendications autochtones (Albó, 2008, p. 132). Pour Luis Macas (2000), ancien leader de la CONAIE, le soulèvement de 1990 a placé les peuples autochtones sur l'échiquier politique national, en changeant la perception de la société équatorienne face à ceux-ci. Un deuxième soulèvement est organisé en 1994 en protestation contre une loi qui annulerait la réforme agraire (Guerrero, 1996).

La CONFENAIE est l'organisation amazonienne la plus importante d'Équateur, bien que d'autres organisations évangéliques et autochtones aient vu le jour dans les dernières années comme la FEINE (Conseil des peuples et des organisations autochtones évangéliques d'Équateur). Au début des années 2000, la CONFENAIE fait face à une grande division interne quant à la position à adopter face à l'exploitation des ressources naturelles de l'Amazonie. Alors que certains peuples appuient la création d'entreprises autochtones ou l'association avec des sociétés multinationales afin d'exploiter les ressources de leurs territoires, d'autres militent pour la résistance et rejettent totalement l'exploitation pétrolière. Ces derniers revendiquent l'autogestion de leurs territoires afin de favoriser un développement durable et respectueux de l'environnement (Albó, 2008, p. 160-161). Cette division, combinée à un processus de cooptation et de corruption des élites dirigeantes, s'est fait ressentir jusqu'au sein même de la COICA, alors proche de certains leaders corrompus de la CONFENAIE. Cette situation amènera une crise interne de la COICA qui sera abordée au chapitre suivant.

2.1.3 AIDSESEP

Comme en Équateur, les peuples amazoniens du Pérou ont commencé à éprouver le besoin de s'organiser à la fin des années 1960. Le soutien d'églises, d'ONG et d'anthropologues a permis l'émergence d'organisations autochtones et la création de réseaux entre les peuples amazoniens. Le Congrès amuesha est créé en 1968, puis les Ashaninka, Aguaruna, Humabisa et Shipibo créent leur propre organisation. Surpassant des animosités de longue date entre certains peuples, ils se regroupent pour faire face à la colonisation interne. L'AIDSESEP est créée en 1980 comme une organisation à but non lucratif, multiethnique, impliquant un accord de réciprocité entre les peuples membres afin de lutter pour des intérêts communs (Chirif Tirado, García Hierro et Chase Smith, 1991, p. 143). L'AIDSESEP coordonne une plateforme conjointe à l'échelle nationale et développe et administre des programmes pour offrir des services aux communautés. L'unité de la fédération est basée sur une identité ethnique commune. Elle reste donc indépendante des églises, de l'État ou des partis politiques (Albó, 2004, p. 22; Albó, 2008, p. 182; Chase Smith, 1996, p. 94-95).

L'AIDSESEP est l'organisation amazonienne la plus importante au Pérou : elle représente plus de 1300 communautés et 64 peuples autochtones. Elle a comme objectifs de représenter les intérêts actuels et historiques de tous les peuples autochtones de l'Amazonie péruvienne, de garantir la préservation et le développement de leur identité culturelle, de leurs territoires et de leurs valeurs, de réaliser l'autodétermination des peuples autochtones selon les législations nationale et internationale et, enfin, de promouvoir un développement humain et durable des communautés amazoniennes (AIDSESEP, s. d.). L'association construit un espace organisationnel et de discussions face à l'État afin de canaliser et de promouvoir les revendications des peuples autochtones (Roger Muro, entrevue septembre 2010, Lima). L'AIDSESEP met une grande emphase sur la reconnaissance légale et l'octroi de titres de propriété aux territoires autochtones, ainsi que sur la thématique de l'exploitation des ressources naturelles (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima).

À la fin de la décennie 1980, l'AIDSESEP vit une crise de légitimité liée au financement étranger et rattachée aux difficultés internes vécues par la COICA à la même période. En effet, l'AIDSESEP grandit rapidement par son rôle protagoniste sur la scène nationale et par sa bonne capacité à obtenir et retenir le financement international. De

nouvelles sources de subventions étrangères offrent de grandes possibilités à l'organisation amazonienne à la fin des années 1980. De cette façon, les organisations locales membres y perçoivent une opportunité de financement et font pression sur les dirigeants pour en obtenir davantage. Les leaders commencent donc à consacrer plus de temps à la recherche de subventions qu'à leur mission et à manipuler leurs comptes pour satisfaire les bailleurs de fonds. Le manque de renouvellement de la direction, la verticalité de l'organisation, des comptes peu transparents et la difficulté à intégrer de nouvelles organisations amènent du mécontentement. Les divisions internes vont se solder par la création de la CONAP (Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou) en 1987. L'AIDSESEP restera cependant l'organisation la plus importante quant à la représentation des autochtones de l'Amazonie péruvienne (Albó, 2008, p. 182; Chase Smith, 1996, p. 99).

En 2009, le conflit de Bagua a ramené le thème autochtone dans l'actualité nationale au Pérou. Les communautés autochtones aguarunas de la région de Bagua, membres de l'AIDSESEP, se sont mobilisées en mai et juin 2009 contre l'exploitation des ressources naturelles de leurs territoires. Pendant près de deux mois, les manifestations ont pris la forme de blocage des routes, empêchant ainsi la circulation vers les sites d'exploitation des ressources naturelles et nuisant aux opérations pétrolières et gazières. Les protestataires demandaient la dérogation de huit décrets législatifs censés « stimuler » l'investissement dans la région par l'exploitation des ressources. Les manifestants revendiquaient le droit à la consultation avant l'approbation de tout projet de loi concernant les territoires autochtones. Le conflit a dégénéré lorsque les forces policières ont affronté les protestataires, le tout se soldant par la mort de dizaines de policiers et de manifestants. Le leader de l'AIDSESEP, Alberto Pizango, a été accusé par le gouvernement d'incitation au soulèvement et a dû s'exiler au Nicaragua pendant près d'un an (Cordero, 2009; Gualdoni et Cordero, 2011). La violence de ce conflit a marqué l'imaginaire péruvien et a ramené la question des territoires autochtones sur la scène nationale.

Bien que le conflit de Bagua ait eu un grand écho dans la région, l'AIDSESEP continue toutefois à être le « petit frère » du mouvement autochtone en Amazonie. L'organisation péruvienne suit de loin le chemin tracé par la Bolivie, l'Équateur et le Brésil. En participant à la COICA, l'AIDSESEP désire se lier à un mouvement de plus grande

envergure afin de pouvoir se positionner sur une scène politique plus large et de se mettre à jour au plan international (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima).

2.1.4 CIDOB

Le processus organisationnel des peuples autochtones de l'Amazonie bolivienne a été plus tardif qu'en Équateur ou qu'au Pérou. C'est un leader guarani qui fait les premiers contacts entre des organisations locales en 1979. La CIDOB est créée en 1982 par quatre peuples amazoniens : les Chiquitanos, Ayoreos, Guarayos et Guaranis. La CIDOB s'inspire du modèle de l'AIDSESEP dans sa structure organisationnelle, une ONG ayant rapporté l'expérience péruvienne. Les quatre peuples s'organisent afin de consolider leur unité dans la lutte face au gouvernement tout en respectant les formes d'organisation ancestrales propres à chaque peuple (Juan Carlos Jintiach, entrevue septembre 2010, Quito).

Contrairement à la CONFENAIE et l'AIDSESEP, la CIDOB jouit d'une hégémonie quant à la représentation des autochtones de l'Amazonie bolivienne. En se consolidant au fil des années, l'organisation représente aujourd'hui les 34 peuples de l'Orient bolivien. La CIDOB a comme mission de défendre les droits de peuples autochtones des basses terres de Bolivie tout en favorisant la consolidation des organisations locales. Elle favorise la participation des peuples amazoniens aux décisions politiques, sociales, économiques et culturelles du pays quant au développement local, régional, national et international (CIDOB, 2007). Selon le plan stratégique 2007-2013, la confédération a comme objectifs principaux de promouvoir les autonomies autochtones, de favoriser le développement des territoires autochtones, de renforcer la gestion territoriale autochtone, de garantir l'accès à des services de base en santé et en communication pour la population ainsi que de favoriser l'équité de genre et l'éducation bilingue et interculturelle (CIDOB, 2008, p. 42-43).

En 1990, la CIDOB entreprend la « Marche pour le territoire et la dignité » : 34 jours de marche entre Trinidad et La Paz. De la même façon que le soulèvement de 1990 en Équateur, cette grande manifestation a rendu visible les enjeux liés aux peuples autochtones et les questions territoriales. Par cette action, la CIDOB se positionne sur la scène politique nationale en imposant un nouveau rapport de force avec le gouvernement (Albó, 2008, p. 41-

42). La marche marque le début d'une plus grande inclusion des peuples autochtones dans l'État bolivien.

Alors que les organisations autochtones amazoniennes sont créées au début des années 1980, le processus est plus tardif dans les Andes. La CAOI est effectivement créée plus de vingt ans après la COICA. En plus des facteurs de distinction entre l'Amazonie et les Andes exprimés dans l'introduction, la création tardive des organisations nationales andines peut expliquer ce décalage temporel dans le processus organisationnel des deux régions.

2.2 Organisations andines

2.2.1 CAOI

La CAOI est créée en juillet 2006, à Cusco au Pérou, soit 22 ans après son équivalent amazonien. La nécessité de créer une coordination régionale est constatée par les organisations nationales andines suite à un projet d'échange d'expériences. Dans l'objectif initial d'appuyer la consolidation organisationnelle du CONAMAQ (Conseil national des ayllus et markas du Qullasuyu), l'ONG Oxfam Amérique organise des échanges entre des leaders boliviens et équatoriens. Les dirigeants sont invités à effectuer des séjours de quelques semaines dans l'autre pays et à suivre les activités de leurs confrères autochtones. Ils assistent à des réunions clefs, comme un congrès régional ou national, et participent aux débats. Initiative d'Oxfam, il s'agit au départ d'un projet de cinq ans. Le Pérou étant le cœur du Tawantinsuyo¹⁰, l'organisation péruvienne CONACAMI est invitée à se joindre aux échanges en 2002 (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima).

Par ces séjours chez leurs confrères des pays voisins, plusieurs dirigeants se rencontrent pour la première fois et tissent des liens. Ce projet, recevant une réponse massive de la part des organisations autochtones, amène entre 150 et 200 leaders autochtones à voyager dans la région andine. Les échanges ont favorisé le développement d'une empathie mutuelle entre les leaders tout en contribuant à l'auto-estime du mouvement. En discutant de

¹⁰ Le Tawantinsuyo ou Tawantinsuyu désigne l'Empire inca précolonial qui s'étendait du nord du Chili jusqu'au sud de la Colombie et incluait entre autres les peuples aymara, quechua et quichua.

leurs programmes respectifs et en constatant leurs similitudes, la proposition de constituer une coordination andine émerge des échanges. Ainsi, selon Igidio Naveda d'Oxfam Amérique, l'idée de créer la CAOI surgit des propres leaders autochtones et se présente comme un aboutissement naturel aux échanges d'expérience. Le projet prend fin en 2005, tout juste avant la création de la CAOI (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima; Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima).

Delà, la CAOI est constituée en 2006 comme une coordination régionale des organisations andines. Quatre organisations en sont membres à part entière : la Confédération nationale des communautés du Pérou affectées par l'exploitation minière (CONACAMI), le CONAMAQ, la Confédération Kichwa de l'Équateur (ECUARUNARI), l'ONIC; et deux sont des membres solidaires : la Coordination des identités territoriales Mapuche (CITEM) et l'Organisation des nations et peuples autochtones d'Argentine (ONPIA). Elle compte également plusieurs membres observateurs dont la plupart sont des organisations paysannes péruviennes.

2.2.1.1 Mission

La mission de la CAOI est la reconstitution territoriale, politique, économique, culturelle et identitaire des peuples autochtones andins. Il s'agit, dans les mots de Luis Vittor (entrevue septembre 2010, Lima), de la reconstitution du Tawantinsuyo. Celle-ci doit se faire selon des valeurs d'équilibre avec la Terre Mère, de respect à la diversité des nations de l'Abya Yala¹¹ et de reconnaissance des droits collectifs des peuples (CAOI, 2010b, p. 15). La CAOI a un rôle de coordination et de facilitation des processus entre les organisations nationales (Luis Maldonado, entrevue septembre 2010, Quito).

Dans son plan stratégique 2007-2010, la CAOI note six objectifs principaux : la défense de la terre, du territoire et l'unité avec la nature mère; la constitution d'États plurinationaux et de sociétés interculturelles; l'implantation des droits collectifs; la reconstitution des peuples andins et la consolidation de leur articulation internationale; le

¹¹ Abya Yala désigne le continent américain pour le mouvement continental autochtone. Le mot provient de la langue du peuple autochtone panaméen Kuna.

développement de l'incidence politique internationale du mouvement autochtone ainsi que la non criminalisation des demandes autochtones et la démilitarisation de leurs territoires (CAOI, 2010b).

Pour atteindre ses objectifs, la CAOI vise à consolider l'unité entre les peuples autochtones et par conséquent bâtir une plateforme régionale. Elle travaille à renforcer les capacités organisationnelles et politiques des organisations andines et à développer des propositions qui leur sont propres (CAOI, 2010b, p. 7). La coordination mise sur la construction d'alliances avec d'autres mouvements autochtones et sociaux au niveau international comme la COICA, le Conseil autochtone d'Amérique centrale (CICA) ou le mouvement guatémaltèque (Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima). Elle travaille également à la consolidation identitaire des peuples andins et favorise la création d'assemblées populaires dans les *ayllus*¹² et les communautés afin de redonner le pouvoir aux bases locales du mouvement (CAOI, 2010b; Minga informativa, 2010).

2.2.1.2 Actions marquantes

La CAOI est une grande promotrice du bien vivre. Selon le mouvement autochtone,

*« Vivir Bien es vivir en comunidad, en hermandad y especialmente en complementariedad. Es una vida comunal, armónica y autosuficiente. Vivir Bien significa complementarnos y compartir sin competir, vivir en armonía entre las personas y con la naturaleza. Es la base para la defensa de la naturaleza, de la vida misma y de la humanidad toda »*¹³ » (CAOI, 2010a, p. 31).

Bien vivre consiste à « *vivir en armonía y equilibrio; en armonía con los ciclos de la Madre Tierra, del cosmos, de la vida y de la historia, y en equilibrio con toda forma de*

¹² Un *ayllu* est une unité organisationnelle locale comprenant quelques communautés autochtones, dirigée par une autorité traditionnelle et constituée sur une base de parenté.

¹³ Bien vivre est vivre en communauté, en fraternité et spécialement en complémentarité. C'est une vie communale, harmonieuse et autosuffisante. Bien vivre signifie se compléter et partager sans se faire concurrence, vivre en harmonie entre les personnes et avec la nature. C'est à la base de la sauvegarde de la nature, de la vie même et de toute l'humanité (traduction libre de l'auteur).

*existencia*¹⁴ » (CAOI, 2010a, p. 30). La CAOI pose cette philosophie comme une proposition « *frente a esta crisis civilizatoria*¹⁵ » occidentale (CAOI, 2010b, p. 52).

La CAOI a contribué par des ateliers à articuler les propositions des peuples autochtones et a réalisé différentes publications sur le sujet. Elle a également accompagné les organisations andines dans les processus d'analyse et de débat quant à l'élaboration de propositions propres, en particulier lors des réformes constitutionnelles (CAOI, 2010b, p. 53).

L'hétérogénéité des membres de la CAOI est à souligner. Ses trois principaux membres, l'ECUARUNARI, le CONAMAQ et la CONACAMI, ont des histoires, des structures, des revendications et des missions bien différentes. Elles se rejoignent néanmoins puisque leur organisation s'inscrit dans une lutte ethnique des peuples andins.

2.2.2 ECUARUNARI

L'organisation autochtone dans les Andes équatoriennes commence dans les décennies 1960 et 1970, bien avant la Bolivie ou le Pérou. Le processus organisationnel est stimulé par l'émergence d'une nouvelle classe de dirigeants autochtones ayant une grande expérience politique et dont plusieurs sont des professionnels ou des intellectuels. L'expérience des syndicats agraires et communautaires sous l'égide des partis politiques de gauche, l'influence de l'Église catholique et de la théologie de la libération ainsi que les projets de développement pour pallier à la pauvreté en zone rurale amènent à la modernisation de la classe dirigeante autochtone et développent son leadership (León, 2001; Simbaña, 2009, p. 159).

L'ECUARUNARI est créée en 1972 par des organisations autochtones, paysannes, coopératives et communales des provinces d'Imbabura, Pichincha, Cotopaxi, Bolivar, Chimborazo et Cañar. ECUARUNARI est l'abréviation de *Ecuador runacunapac riccharimui* qui signifie le réveil des autochtones d'Équateur en langue quichua. Alors que la confédération est très proche de l'Église catholique au moment de sa création, elle se

¹⁴ Vivre en harmonie et en équilibre; en harmonie avec les cycles de la Terre Mère, du cosmos, de la vie et de l'histoire, et en équilibre avec toute forme d'existence (traduction libre de l'auteure).

¹⁵ Face à cette crise civilisationnelle (traduction libre de l'auteure).

distancie dès les premières années de toute allégeance religieuse (León, 2001; Simbaña, 2009, p. 159). La confédération est dans un premier temps articulée autour d'une idéologie de classe, centrant ses demandes sur la lutte paysanne pour la terre. Toutefois au milieu des années 1980, l'ECUARUNARI passe à des revendications à caractère ethnique : contre la discrimination et pour la défense de la langue et de la culture autochtones (Ospina, 2000, p. 133). La confédération s'intéresse à différents thèmes dont la terre, l'éducation, l'accès à l'eau et le développement. Elle acquiert une reconnaissance publique au fil du temps et se positionne aujourd'hui comme un interlocuteur de l'État sur les questions autochtones (León, 2001; Massal, 2000, p. 168).

L'ECUARUNARI forme la CONAIE avec l'organisation amazonienne CONFENAIE en 1986. Elle participe au soulèvement de 1990 et s'associe à la fédération nationale pour plusieurs mobilisations subséquentes. En 2007, la CONAIE organise une marche qui réunira près de 10 000 autochtones, principalement mobilisés par l'ECUARUNARI, pour appuyer la proposition de constitution d'un État plurinational (Albó, 2008, p. 167).

Pour Humberto Cholango, président de l'ECUARUNARI de 2003 à 2009, l'organisation ne vise pas la reconstruction du Tawantinsuyo tel qu'il était avant la colonisation contrairement à la CAOI, mais propose plutôt la configuration d'une politique régionale sur les peuples autochtones. Une organisation régionale est nécessaire pour pouvoir affronter les menaces qui se configurent au niveau mondial : le libre-échange, les politiques extractives (pétrole, gaz, mines) et autres. Ces thèmes sont des points de rencontre entre les différentes organisations andines et ont permis la constitution d'une organisation au niveau régional (Humberto Cholango, entrevue septembre 2010, Quito).

2.2.3 CONAMAQ

En Bolivie, l'organisation basée sur un sentiment ethnique, bien qu'ayant fait un retour dès les années 1960 avec le mouvement katariste en alliance avec les syndicats paysans, ne surgit concrètement qu'avec le mouvement des *ayllus* dans les années 1980. Avec la révolution de 1952, l'organisation syndicale a été adoptée par les communautés quechuas et aymaras des Andes boliviennes. Toutefois, dans plusieurs cas, l'organisation

traditionnelle n'est pas disparue et côtoie toujours les syndicats. Le mouvement des *ayllus* revendique un retour à l'organisation ancestrale autochtone (Andolina, Radcliffe et Laurie, 2005; Nelson Antequerra, entrevue août 2010, La Paz).

L'Atelier d'histoire orale andine (THOA) est un groupe constitué en 1983 qui fait la promotion du retour aux traditions autochtones. Il a un siège à La Paz et un autre dans les bureaux d'Oxfam Amérique à Lima. Le THOA organise des rencontres avec les autorités traditionnelles et encourage plusieurs communautés à restructurer leur syndicat en *ayllu*. La coopération internationale (principalement Oxfam Amérique, mais aussi IBIS et DANIDA¹⁶) a grandement appuyé la reconstitution des *ayllus*¹⁷. Ainsi, peu à peu les communautés s'organisent de façon traditionnelle dans les Andes de la Bolivie. La Fédération des *ayllus* du sud d'Oruro (FASOR) et la Fédération des *ayllus* originaires indigènes du nord de Potosi (FAOINP) sont créées à la fin des années 1980. Puis, grâce au travail pionnier du THOA et des organisations de bases, la Fédération des *ayllus* et des communautés originaires de la province d'Ingavi « Faustino Llanki » est constituée en 1993 (Choque, 2001, p. 17).

Ce processus organisationnel amène à la création d'une confédération nationale, le Conseil national d'*ayllus* et de *markas* du Qullasuyu (CONAMAQ) en 1997. Une *marka* est un espace traditionnel d'organisation comprenant plusieurs *ayllus* alors que le Qullasuyu fait référence à la région des Andes boliviennes incluse dans l'État inca. Ainsi, le CONAMAQ est une organisation de gouvernements autochtones locaux qui s'unissent en sein d'une même instance pour être représentés au niveau national (Albó, 2008, p. 55-56; Andolina, Radcliffe et Laurie, 2005, p. 146 et 154; Carlos Mamani, entrevue août 2010, La Paz).

La mission du CONAMAQ est de reconstituer les *ayllus*, les *markas* et les *suyus* du Qullasuyu afin d'obtenir la libre détermination politique des peuples autochtones de Bolivie

¹⁶ IBIS est une organisation de coopération internationale danoise et DANIDA est l'agence pour le développement international du gouvernement danois.

¹⁷ Andolina, Radcliffe et Laurie (2005) analysent l'intérêt que la coopération internationale porte aux mouvements autochtones boliviens. Selon ceux-ci, la coopération internationale, alliée des *ayllus*, considère les organisations syndicales telles que la CSUTCB (Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie) comme coloniales et imposant une vision de classes provenant depuis l'extérieure des communautés. Les cultures ancestrales et l'organisation traditionnelle en *ayllu* sont, de leur côté, perçues comme des éléments centraux du nationalisme autochtone. « Bien qu'enracinées dans des idéologies et des formes d'organisation chronologiquement plus récentes que celles de l'*ayllu* précolonial, les notions de progrès et de potentiel ont changé récemment de telle façon que la CSUTCB est maintenant positionnée comme "arriérée" : inauthentique, intransigeante et perturbatrice » (Andolina, Radcliffe et Laurie 2005, 153).

et de garantir l'exercice de leurs droits collectifs. L'organisation a comme objectifs de consolider la capacité représentative du CONAMAQ face aux instances de l'État et du reste de la société civile. Il formule des propositions visant la reconnaissance constitutionnelle des droits collectifs des peuples autochtones tout en réaffirmant leurs structures politiques et productives propres et leur système juridique ancestral (CONAMAQ, 2009). Le discours du CONAMAQ est centré sur un retour à la culture autochtone, sur la cosmovision andine et sur le respect de la Terre Mère (Gabino Apata, entrevue août 2010, La Paz). Il s'agit d'une reconstruction du « nous » autochtone comme nation et comme peuple ayant des droits. Ainsi, selon un fondateur du CONAMAQ, l'organisation ne fait de demandes à personne, il s'agit plutôt d'un processus propre en vue de constituer un État indépendant. « *Soy qulla del Qullasuyu* »¹⁸ et non pas seulement bolivien affirme Carlos Mamani (entrevue août 2010, La Paz). Malgré ce discours de retour à un état précolonial, la reconstitution du Tawantinsuyo, par l'union politique du territoire allant du Chili au sud jusqu'en Colombie au nord, n'est pas réellement envisagée ni envisageable (Ricardo Calla, entrevue août 2010, La Paz).

De cette manière, le conseil se différencie des autres organisations autochtones. Selon des observateurs, le CONAMAQ reste marginal par son discours de reconstitution d'un État précolonial et par son faible potentiel de mobilisation (Ricardo Calla, entrevue août 2010, La Paz; Wilfredo Plata, entrevue août 2010, La Paz). Il s'éloigne également de la structure syndicale et suit plutôt les modèles organisationnels de la CIDOB et de la CONAIE. IBIS, qui a financé le mouvement des *ayllus* depuis 1998, a fait la promotion du modèle équatorien auprès des leaders de Bolivie. Dans une entrevue, un ancien dirigeant d'IBIS déclare « *En base de la experiencia ecuatoriana, estamos intentando ver lo que pasa en Bolivia [...] El movimiento de los ayllus podría ser un ECUARUNARI* »¹⁹ (cité dans Andolina, Radcliffe et Laurie, 2005, p. 156). Le programme d'échanges d'expérience d'Oxfam menant à la création de la CAOI a aussi contribué à la consolidation de l'organisation nationale, le CONAMAQ apprenant de l'expérience de ses compagnons des pays voisins.

¹⁸ Je suis qulla du Qullasuyu (traduction libre de l'auteur).

¹⁹ Sur la base de l'expérience équatorienne, nous essayons de voir ce qui se passe en Bolivie [...] Le mouvement des *ayllus* pourrait être un ECUARUNARI (traduction libre de l'auteur).

2.2.4 CONACAMI

Compte tenu des facteurs indiqués dans l'introduction, la mobilisation autochtone est beaucoup moins importante au Pérou que dans les pays voisins, particulièrement dans les Andes où les communautés rurales s'auto-identifient généralement plus comme paysannes qu'autochtones. Ainsi, l'organisation basée sur l'ethnicité n'émerge que vers la fin des années 1990 au Pérou. Tout d'abord, catalysée par la coopération internationale, l'influence des mouvements autochtones des pays voisins se fait ressentir. Selon Cesar Bedoya (entrevue septembre 2010, Lima), les autochtones prennent conscience qu'ils peuvent être sujets de leur propre développement et peuvent construire un mouvement qui leur est propre. De plus, les conflits entre les sociétés minières et les communautés rurales sont de plus en plus fréquents. En effet, la politique d'ouverture du gouvernement péruvien aux investissements étrangers et les avancées technologiques ont favorisé l'arrivée massive de multinationales minières : entre 1990 et 1997, les investissements dans cette industrie ont augmenté de 2 000 % (Albó, 2008, p. 206). Souvent l'exploitation minière se solde par le pillage des ressources, la détérioration des conditions de vie de la population locale et du potentiel agricole de la région. Les communautés ne recevant aucun bénéfice de cette industrie, les conflits avec les entreprises minières abondent.

Les communautés mènent tout d'abord leur lutte face à l'exploitation minière de manière isolée. Puis, sous le leadership de Miguel Palacín, la Confédération nationale des communautés du Pérou affectée par l'industrie minière (CONACAMI) est créée en 1999 (Albó, 2008, p. 206-207). Alors que les demandes de la CONACAMI ont trait principalement aux impacts de l'industrie extractive sur les populations locales, la confédération s'inscrit dans la lutte des peuples autochtones. En effet, suite au programme d'échange d'expériences avec l'ECUARUNARI et le CONAMAQ, elle se positionne comme partie prenante au mouvement autochtone andin et continental et s'auto-reconnait comme communautés quechuas et aymaras. Elle défend les droits collectifs des peuples autochtones et demande la création d'un État plurinational (CONACAMI, 2011).

Il est à noter que les revendications de la CONACAMI rejoignent toutes les communautés affectées par l'industrie minière, qu'elles soient autochtones ou non. Toutefois, l'organisation utilise le discours ethnique pour justifier ses demandes et propose la

philosophie du bien vivre comme solution de remplacement au capitalisme. De plus, les instruments internationaux, telle que la Convention 169 de l'OIT, sont des outils stratégiques fort utiles pour l'organisation. Ainsi, en inscrivant leurs demandes dans la lutte des peuples autochtones, la CONACAMI profite des droits qui leur sont déjà reconnus aux niveaux national et international.

L'identité et l'ethnicité ne sont pas des éléments fixes ou des caractéristiques bien définies, mais sont plutôt utilisées comme des outils stratégiques par les mouvements sociaux et peuvent être modelées en fonction des besoins des acteurs (Albó, 2008, p. 210-211). De cette façon et étant donné le contexte péruvien peu réceptif aux demandes des communautés affectées par l'industrie minière, l'association au mouvement autochtone régional peut s'avérer très profitable pour la CONACAMI. Miguel Palacín a donc joué un rôle protagoniste dans la création de la CAOI, appuyant la lutte de la CONACAMI (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima).

2.3 Convergences et divergences

La COICA et la CAOI sont complémentaires et n'entrent pas en compétition l'une avec l'autre puisqu'elles couvrent des territoires différents (Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima). Leur structure et leur mission sont semblables, mais leurs revendications et leurs stratégies d'action diffèrent sur certains points étant donné les régions différentes qu'elles représentent tel qu'expliqué précédemment.

La COICA vise l'autodétermination des peuples amazoniens quant à leur mode de vie. Ses revendications ont principalement trait au territoire et à l'autogestion des ressources et de leur économie. Les demandes de la COICA s'adressent aux gouvernements nationaux, peu importe le gouvernement en place. Les instruments internationaux sont amplement utilisés, particulièrement pour les enjeux environnementaux, pour faire pression sur les gouvernements.

De son côté, la CAOI est plus politisée et mise principalement sur des alliances stratégiques à l'échelle internationale. Ses demandes sont plus idéologiques et moins concrètes. En effet, une de ses revendications principales est la reconstitution du

Tawantinsuyo ce qui n'est pas réellement envisageable étant donné le poids des États. La CAOI prône la philosophie du bien vivre comme solution aux enjeux environnementaux et aux problèmes du capitalisme. Ainsi, elle désire faire sa place dans les espaces internationaux et accorde une grande importance à ces cadres d'interprétation. Contrairement à la COICA, les demandes de la CAOI vont avoir plus tendance à s'adapter en fonction des acteurs politiques extérieurs à l'organisation.

Une autre distinction entre les coordinations se situe au niveau des membres qui constituent la COICA et la CAOI. Les organisations nationales membres de la COICA sont très semblables les unes aux autres au niveau organisationnel. En effet, la CONFENAIE, l'AIDSESEP et la CIDOB sont des fédérations ou des associations interethniques regroupant plusieurs peuples amazoniens créées et consolidées dans les années 1980. De leur côté, les organisations membres de la CAOI ont beaucoup moins de points en commun. L'ECUARUNARI a été créée dans les années 1980 a su gagner une place privilégiée sur la scène politique équatorienne. Le CONAMAQ a été créé à la fin des années 1990 comme une fédération d'*ayllus* sur la base d'un fort sentiment de retour aux formes d'organisation traditionnelles autochtones. Puis, la CONACAMI, l'organisation la plus récente, a été constituée par les communautés andines du Pérou pour se défendre contre les abus de l'exploitation minière. Par le programme d'échange d'expériences et la CAOI, les organisations nationales apprennent des forces de leurs homologues et s'enrichissent mutuellement. Comme il a été mentionné précédemment, on constate une plus grande diversité de situations dans les Andes qu'entre les peuples amazoniens et ceci se reflète dans les différentes organisations nationales membres des coordinations. On peut supposer que la CAOI doit opter pour des revendications plus inclusives et moins spécifiques pour rejoindre les différents contextes de ses bases alors que la COICA peut cibler des demandes plus concrètes se référant aux situations similaires que vivent ses membres.

En ce qui concerne les relations des coordinations régionales avec les organisations membres, on observe que certaines organisations nationales peuvent avoir une grande influence. Lors de ses dix premières années d'existence, la COICA était très proche de l'AIDSESEP. En effet, le président de la COICA, Evaristo Nugkuag, était également président de l'association péruvienne. Tel qu'il sera discuté au prochain chapitre, son style de direction

très personnel a orienté le travail des deux organisations pendant plusieurs années. Le siège de la COICA est situé à Quito depuis 1993 et les dirigeants de la coordination régionale étaient, dans les années 1990 et au début des années 2000, très proches des leaders équatoriens de la CONFENAIE. Ainsi, la crise de la COICA dans les années 2000 est liée de près à la situation interne de la CONFENAIE. Ces difficultés seront présentées au chapitre suivant.

Pour sa part, les actions de la CAOI s'accordent très bien avec les intérêts de la CONACAMI. Miguel Palacín, fondateur de l'organisation péruvienne, a joué un rôle protagoniste dans la création de la CAOI et en est maintenant le président. Les bureaux de la coordination se trouvent également à Lima. Ainsi, les intérêts de l'une et de l'autre se rejoignent souvent. Ceci pourrait également s'expliquer par le fait que la solidarité internationale est beaucoup plus importante pour la CONACAMI que pour le CONAMAQ ou l'ECUARUNARI. Le mouvement péruvien était plus faible, les actions sur la scène internationale peuvent lui être d'autant plus utiles à la recherche d'un effet boomerang ou issu d'un déficit démocratique, spécialement dans le cas de l'exploitation minière par des multinationales.

Malgré leurs caractéristiques propres à leur contexte régional, les coordinations se rejoignent dans leur rôle face à leurs membres. Les fonctions des coordinations sont, d'une part, de renforcer les organisations nationales et, d'autre part, de représenter leurs membres sur la scène internationale.

2.4 Rôle de renforcement des organisations nationales

La COICA et la CAOI jouent différents rôles. En premier lieu, elles contribuent à consolider les organisations nationales qui en sont membres. En effet, les coordinations créent des opportunités d'échange entre les leaders nationaux et favorisent l'auto-estime du mouvement. De plus, elles appuient les actions internes de chaque organisation membre par son réseau de solidarité transnationale. En deuxième lieu, les coordinations jouent un rôle clef dans l'unité du mouvement autochtone à l'international. Elles représentent leurs membres en présentant une plateforme commune dans les forums internationaux et elles contribuent à

l'unité du mouvement. Enfin, elles construisent de nouveaux espaces où les mouvements nationaux peuvent se rencontrer au niveau international.

2.4.1 Accès aux rencontres internationales

Tout d'abord, les coordinations régionales contribuent au renforcement des mouvements nationaux en organisant des rencontres transnationales entre les mouvements autochtones. Lors de rencontres à l'étranger, les dirigeants autochtones connaissent de nouvelles réalités, échangent sur leurs expériences et s'inspirent des actions de leurs compagnons. Ils y discutent des stratégies politiques et de leurs structures organisationnelles. Ainsi, ces sommets régionaux ou internationaux sont des espaces privilégiés de diffusion horizontale des cadres d'action et d'interprétation. Par exemple, les rencontres internationales ont favorisé la reconstitution de certains peuples autochtones comme le mentionne le chercheur Ricardo Calla. Les peuples boliviens Tacana (en Amazonie) et Leco (au nord de La Paz), après avoir entendu parler du thème lors de rencontres internationales, se sont réappropriés leur identité autochtone afin de promouvoir leurs droits selon un cadre ethnique (Ricardo Calla, entrevue août 2010, La Paz).

Les leaders s'inspirent des actions qui se sont avérées efficaces et positives pour d'autres mouvements autochtones et les intègrent à leur répertoire d'action tout en les adaptant à leur réalité nationale. Selon les processus de diffusion, de translation et de bricolage abordés dans le premier chapitre, les mouvements autochtones s'influencent horizontalement. Prenons le cas d'un leader local bolivien qui participe à un sommet régional. Il notera et assimilera certaines notions, certaines idéologies. Il ramènera ensuite cette information et ses apprentissages à la base du mouvement qui se réappropriera à son tour ces concepts (Nelson Antequerra, entrevue août 2010, La Paz; Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

Les rencontres internationales permettent la construction de propositions plus complètes et plus solides par les mouvements autochtones. De ce fait, les forums régionaux organisés par la COICA et la CAOI sont des espaces de réflexion pour l'élaboration des plates-formes respectives des mouvements autochtones et d'un programme commun au niveau régional.

2.4.2 Auto-estime des mouvements

Ces échanges horizontaux entre mouvements autochtones sont déterminants pour leur auto-estime. En constatant les réalisations de leurs compagnons des pays voisins, les leaders réalisent les possibilités pour leur propre mouvement et gagnent confiance en leurs capacités à agir. Arturo Cevallos (entrevue septembre 2010, Quito) de l'agence IBIS rapporte l'anecdote d'une femme équatorienne qui, après avoir échangé avec une femme colombienne qui lutte pour les droits de son peuple dans un contexte de conflit armé, a réalisé l'ampleur des avancés du mouvement équatorien. Un autre exemple serait le lien entre les grandes marches des peuples amazoniens en 1990 en Bolivie et en Équateur. Malgré qu'elles se soient passées dans des contextes totalement distincts, des vidéos de la Marche pour la dignité et le territoire en Bolivie ont circulé en Équateur et des alliés indigénistes ont consciemment fait la promotion d'une analyse partagée des deux événements (Brysk, 2000, p. 21).

L'expérience des membres de la CAOI illustre très bien les possibilités que permettent ces rencontres régionales. Les occasions d'échanges créées et favorisées par la coordination ont permis aux mouvements bolivien et équatorien de discuter de leur processus respectif de réforme constitutionnelle et de leurs expériences quant à la participation électorale. Selon Humberto Cholango (entrevue septembre 2010, Quito), ancien dirigeant de l'ECUARUNARI et de la CAOI, ces forums s'avèrent être des espaces idéaux pour se nourrir de concepts, d'idées et de construire des propositions. Les échanges entre Boliviens et Équatoriens ont été fructueux sur des sujets comme l'organisation du mouvement, l'éducation interculturelle, la constitution d'États plurinationaux, la participation à la politique électorale et bien plus (Luis Maldonado, entrevue septembre 2010, Quito).

Malgré les différents niveaux d'avancement des mouvements nationaux au sein de la CAOI, tous sortent gagnants de ces rencontres. L'ECUARUNARI montre comment le mouvement équatorien amène dans l'espace politique national ses propres propositions et il partage son expérience en gestion de programme comme l'éducation interculturelle bilingue. Le CONAMAQ sait faire profiter ses confrères de sa force au niveau de l'identité ancestrale et du retour aux formes d'organisation traditionnelles. Enfin, le mouvement péruvien a développé une solide expertise dans la lutte contre l'industrie extractive avec la CONACAMI et en fait bénéficier ses compagnons (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima).

2.4.3 Solidarité transnationale

En plus de favoriser les échanges entre ses membres, les coordinations régionales assurent un soutien aux luttes internes de mouvements nationaux. Elles participent à la création d'un réseau de solidarité et vont chercher l'appui d'acteurs clefs au niveau international tels que des gouvernements étrangers ou des ONG. Cette solidarité transnationale est primordiale particulièrement pour les mouvements plus faibles comme le mouvement péruvien.

La COICA et la CAOI favorisent la solidarité entre leurs membres puisqu'elles les sollicitent dans des moments clefs pour soutenir l'action d'un autre mouvement national. La coordination diffuse de l'information et sensibilise l'opinion publique des pays voisins. Cecilia Velasque de la CONAIE explique en quoi la solidarité transnationale est effective :

« Porque es una observación moral internacional y no creo que a ningún gobierno le gusten los escándalos o que los pueblos indígenas digan realmente lo que está pasando en cada uno de los países. Porque nosotros a través de las conexiones con los otros movimientos de los otros estados podemos incidir en las cortes internacionales. Entonces es una [presión moral]. No es obligatorio, pero esa moralidad hace que sea como que vinculante. No lo es, pero moralmente lo hace²⁰ » (Cecilia Velasque, entrevue septembre 2010, Quito).

De plus, les coordinations vont chercher des appuis au niveau international. Ainsi, la CAOI a sollicité un appui à son réseau en Europe et aux États-Unis contre les projets IIRSA²¹ et a participé à des campagnes de sensibilisation sur la consommation de l'or visant les publics de pays développés (Carlos Mamani, entrevue août 2010, La Paz).

Le rôle de la COICA lors du conflit de Bagua, rapporté par Juan Carlos Jintiaich (entrevue septembre 2010, Quito), dirigeant de la COICA, est un bon exemple de la façon dont les coordinations peuvent offrir leur soutien. Dès le début du conflit, la COICA a entretenu un dialogue constant avec les différents acteurs, et les a avertis du risque

²⁰ Parce que c'est une critique morale internationale et je ne crois pas qu'aucun gouvernement n'aime les scandales ou que les peuples autochtones disent réellement ce qui se passe dans chacun des pays. Parce que nous, à travers les relations avec les autres mouvements des autres États, nous pouvons influencer au sein des cours internationales. Donc, c'est une pression morale. Elle n'est pas obligatoire, mais cette moralité fait qu'elle est quasi contraignante. Elle ne l'est pas, mais moralement elle le fait.

²¹ Les projets IIRSA (Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine) sont un mécanisme institutionnel de coordination des actions gouvernementales de douze pays afin de favoriser les grands projets d'infrastructure en transport, énergie et communication (IIRSA 2011).

d'explosion. Elle a sollicité des diplomates d'États alliés en leur demandant de faire pression sur le gouvernement péruvien. Le rôle de la COICA a été effectif au niveau de la recherche d'alliés et de la pression morale sur le gouvernement García. Les manifestations de solidarité avec les peuples péruviens ont été significatives. Bien que celles-ci ne se soient pas transformées en davantage de ressources pour les organisations autochtones, elles ont contribué à construire l'imaginaire d'un mouvement autochtone uni (Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

Ainsi, la solidarité se limite à un appui moral. Ni en Amazonie, ni dans les Andes, les manifestations ne traversent les frontières, puisque les demandes s'adressent principalement aux gouvernements nationaux. Ceci évoque la grande marche de la CIDOB en 1990 qui a réussi à rallier des sympathisants à travers tout le pays, mais n'a jamais franchi les frontières. Les luttes sont issues des contextes nationaux particuliers. Les alliés transnationaux, bien que solidaires, ne participent pas aux actions des mouvements des pays voisins. L'impact de la solidarité est plutôt au niveau de l'information et de la sensibilisation (Ricardo Calla, entrevue août 2010, La Paz).

Les mouvements autochtones cherchent également l'appui des États. En effet, ceux-ci peuvent contribuer à faire avancer la cause autochtone dans des sphères autrement inaccessibles comme le sont plusieurs institutions internationales. Evo Morales, par exemple, peut constituer en ce sens un allié de taille pour les mouvements autochtones. Il s'est entre autres fait le porte-parole de la cause autochtone lors de la 15^e conférence des parties sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP15) à Copenhague en décembre 2009 (Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

2.5 Rôle d'unité du mouvement autochtone à l'international

Les coordinations régionales tissent des liens entre les mouvements autochtones nationaux et favorisent la solidarité entre ceux-ci. Au niveau international, l'unité du mouvement est essentielle afin de livrer un message clair et de bien faire entendre ses revendications. Un deuxième rôle des coordinations régionales est donc d'assurer une unité du mouvement autochtone dans les sphères internationales et d'ainsi mieux défendre les intérêts de leurs membres.

2.5.1 Représentation dans les espaces internationaux

Il est important pour les mouvements autochtones d'être représentés au sein des espaces internationaux puisque des questions qui rejoignent directement le quotidien des peuples autochtones y sont discutées. Plusieurs décisions sont prises dans les sphères internationales selon le principe du déficit démocratique (Sikkink, 2005) : sur les changements climatiques, les hydrocarbures, le financement de projets par la Banque mondiale et bien d'autres (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima).

Une fonction importante des coordinations est de représenter les intérêts de leurs membres au sein des instances internationales. Alors que certaines organisations nationales (CONAIE) ou locales (Assemblée du peuple guarani, APG) possèdent les ressources suffisantes pour déléguer des représentants dans quelques forums internationaux, plusieurs peuples autochtones n'ont pas les moyens de se représenter eux-mêmes. Ils joignent donc leurs ressources au sein des coordinations régionales afin de déléguer des représentants communs.

Pour que leurs intérêts soient réellement défendus, les peuples autochtones doivent entretenir un lien de représentation avec leurs délégués. Au début des années 1980, comme il sera mentionné au prochain chapitre avec le CISA, les individus défendant les droits des peuples autochtones dans les forums internationaux ne représentaient pas réellement les bases des mouvements autochtones. Il s'agissait souvent d'Européens d'origine autochtone, vêtus des habits traditionnels, arborant plumes ou poncho. Bien qu'ayant probablement les intentions les plus sincères, ils n'avaient aucun compte à rendre aux peuples qu'ils disaient représenter (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima). Les coordinations régionales assurent une représentation plus démocratique des peuples autochtones au sein de ces instances, puisque leurs délégués entretiennent des liens réels de représentation face aux bases du mouvement et rendent compte des positions défendues.

2.5.2 Plateforme commune

Afin de représenter les intérêts de plusieurs peuples autochtones, les organisations autochtones doivent s'entendre sur une plate-forme commune qui sera défendue à

l'international. Les coordinations régionales font donc un effort important pour rejoindre et unir des priorités parfois très divergentes.

Les échanges entre les organisations nationales renforcent également la conscience d'une identité commune au sein du mouvement autochtone régional et international, favorisant la construction d'une plate-forme de revendications et d'actions commune (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito). Effectivement, certains thèmes font l'unanimité au sein des mouvements régionaux autochtones : la terre et le territoire, l'autonomie et l'autodétermination, l'éducation interculturelle et bilingue, le droit à la santé ou la préservation de la culture autochtone (Mateo Martínez, entrevue août 2010, La Paz; Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito). Les coordinations jouent un rôle clef dans l'harmonisation des programmes des organisations nationales et défendent les intérêts des peuples autochtones selon les territoires qu'elles représentent.

2.5.3 Présence dans les forums internationaux

Parallèlement au déficit démocratique, l'effet boomerang explique la motivation des mouvements autochtones à être entendus au sein des institutions internationales. En effet, il est parfois plus aisé de faire adopter une législation internationale sur les thèmes touchant les droits des peuples autochtones. Comme les organisations n'ont pas besoin de négocier directement avec leur gouvernement national, ils peuvent jouir de l'appui de gouvernements étrangers potentiellement plus sympathiques à leurs revendications. La Convention 169, utilisée par le mouvement autochtone pour revendiquer leur droit à la consultation, en est le meilleur exemple. L'OIT s'avère une instance particulièrement intéressante, puisque la Convention 169 est un instrument légalement contraignant. En effet, « après avoir ratifié la convention, un pays dispose d'un an pour adapter sa législation, ses politiques et ses programmes à la convention, [puis] les pays qui ont ratifié la convention sont soumis à un contrôle quant à sa mise en œuvre » (Organisation internationale du travail, 2011).

Les dirigeants des coordinations régionales connaissent l'utilité des instruments internationaux de défense des droits de l'homme et ont bien intégré ce discours. Juan Carlos Jintiach explique :

« Ese pensamiento colectivo en el marco de los derechos humanos debe de ser un eje transversal [de la COICA] [...] Existe la compatibilidad que la COICA tiene que trabajar en los instrumentos en el marco de los derechos. En todos los temas (...) desde lo local, regional, nacional e internacional. Y hay estándares que los gobiernos tienen que cumplir²² » (entrevue septembre 2010, Quito).

Pour Carlos Mamani, cofondateur de CONAMAQ et diplomate autochtone international, les cours internationales *« emite fallos que deben ser respetados, ejecutados por los estados o por individuos; son fallos ejecutivos²³ »* (entrevue août 2010, La Paz). Bref, les coordinations utilisent les institutions internationales pour faire avancer leurs revendications face aux États. La COICA et la CAOI sont souvent présentes de façon conjointe dans les espaces internationaux. Leur travail est complémentaire et n'entre pas en conflit. Forte d'une histoire plus longue, la COICA jouit cependant d'une reconnaissance officielle d'institutions que la CAOI n'a toujours pas obtenue.

Tout d'abord, la COICA participe à différents forums des Nations Unies depuis plusieurs années. Elle possède le statut consultatif de l'ECOSOC qui permet lui de participer aux réunions et de prendre la parole. Pour sa part, la CAOI n'a pas de statut consultatif aux Nations Unies, mais participe activement à différents forums. Des personnalités membres de la CAOI ont également été représentants à l'Instance permanente sur les questions autochtones. Nina Pacari, figure marquante de l'ECUARUNARI, a été membre du forum de 2005 à 2007 et Carlos Mamani y a siégé de 2008 à 2010.

Ensuite, les coordinations participent aux sessions de la Communauté andine (CAN) puisqu'elle regroupe les pays de la région à l'étude. Un Conseil consultatif des peuples autochtones de la Communauté andine a été créé en 2007 et les représentants de la COICA et de la CAOI y siègent. Le Conseil peut émettre son opinion et assister aux réunions des différentes instances de la CAN. Le mouvement autochtone intervient pour influencer les décideurs sur certaines thématiques dont les mégaprojets de développement économique dans les territoires autochtones (Mateo Martínez, entrevue août 2010, La Paz). On doute toutefois

²² Cette pensée collective dans le cadre des droits humains doit être un axe transversal [de la COICA] (...) Il existe une compatibilité dans le cadre de laquelle la COICA doit travailler avec les instruments des droits de l'homme. Dans tous les thèmes, depuis le local, régional, national jusqu'à l'international. Il y a des normes que les gouvernements doivent respecter (traduction libre de l'auteur).

²³ Émet des jugements qui doivent être respectés et exécutés par les États ou par des individus; ce sont des jugements effectifs (traduction libre de l'auteur).

de l'impact d'un tel organe, en effet l'institution met davantage l'emphasis sur les enjeux politico-économiques que sur les enjeux sociaux. De surcroît, la portée des discussions reste très limitée. La CAN n'a pas autant d'influence que d'autres organisations régionales telles que l'OÉA.

En effet, les questions autochtones sont traitées dans plusieurs forums de l'OÉA. Le mouvement autochtone y milite pour l'adoption de la Déclaration interaméricaine des droits des peuples autochtones depuis les années 1980. En 2003 seulement, le groupe de travail sur la déclaration s'est ouvert à la participation des peuples autochtones et de la société civile en général. Après plus de 20 ans, seul un projet de déclaration a été accepté. Les États sont réticents à adopter un tel texte qui pourrait être utilisé comme outil juridique contre eux par les mouvements autochtones. Effectivement, ces derniers savent exploiter les ressources du système interaméricain, dont la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

Les peuples autochtones ont obtenu des gains concrets dans le cadre du système interaméricain grâce à plusieurs cas amenés devant la Commission interaméricaine. La Cour a entre autres reconnu le caractère collectif des droits des peuples autochtones dans le cas d'Awatitini (2001), cité comme une cause marquante pour la reconnaissance des droits des peuples autochtones (Thede et Brisson, 2001, p. 25). Un dirigeant de la CAOI mentionne le cas de San Mateo de Huanchur suite auquel le gouvernement péruvien s'est vu dans l'obligation d'offrir réparation à une communauté qui avait été contaminée par des métaux (Inter-American Commission on Human Rights, 2004). Les travaux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur l'industrie extractive ont également favorisé la documentation de la situation des peuples autochtones (Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima).

Enfin, les coordinations régionales font des gains au sein d'autres instances internationales, dont le Fonds indigène, l'Organisation du traité de coopération amazonien, l'Organisation mondiale du commerce ou l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (COICA, 2011b). À la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement, le mouvement autochtone a milité afin de faire modifier les politiques de financement et les standards institutionnels sur les projets concernant les peuples autochtones

(Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima). De son côté, la COICA a aussi beaucoup recours à la Convention internationale sur la biodiversité biologique et autres traités sur l'environnement pour les questions touchant la forêt amazonienne.

Les instances internationales sont très précieuses pour les mouvements plus faibles comme le mouvement péruvien. Ceux qui possèdent un grand potentiel de mobilisation au niveau national, comme le mouvement équatorien ou bolivien, optent plutôt pour des stratégies nationales. Il est à noter que les représentations dans les sphères internationales doivent toujours être en lien avec les processus nationaux et aller jusqu'à inclure et défendre le local sinon ces processus risquent d'être délégitimés (Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima).

2.5.4 Espaces internationaux propres au mouvement autochtone

En plus de participer aux forums internationaux gouvernementaux, les coordinations régionales contribuent à la création et à la construction d'espaces propres aux peuples autochtones. Par exemple, le Sommet continental des peuples autochtones de l'Abya Yala a lieu tous les trois ou quatre ans depuis l'an 2000. La COICA et la CAOI y participent. Le mouvement continental discute, débat sur les positions à prendre, montre ses contradictions et ses positions différentes (Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima). Il s'agit d'espaces complémentaires aux assemblées formelles de la CAOI et de la COICA lors desquels des plateformes transnationales communes sont construites et où les mouvements développent une analyse commune de leur situation. Les sommets régionaux ou continentaux sont des espaces où les liens entre les mouvements sont consolidés et renforcés et où des accords bilatéraux ou multilatéraux sont conclus (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima; Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

Les coordinations participent également à la création de nouveaux espaces. Par exemple, la COICA a organisé le premier Sommet régional amazonien des savoirs ancestraux, peuples et vie pleine en harmonie avec les forêts du 15 au 18 août 2011 à Manaus au Brésil. Les représentants des neuf organisations nationales membres étaient présents ainsi que d'autres organisations sociales, étatiques et environnementales. La CAOI organise également ce type de sommet régional. Bref, les coordinations sont présentes dans un grand

nombre d'espaces internationaux en tant que représentants et défenseurs des intérêts communs des peuples amazoniens et andins.

2.6 Conclusion

En résumé, la COICA et la CAOI ont des rôles similaires, mais les adaptent au caractère propre de leurs membres. La COICA offre à ses membres un appui dans leurs luttes par la solidarité transnationale comme lors de la crise de Bagua ou de la lutte de la CIDOB pour la préservation du TIPNIS. La coordination documente la situation, informe ses différents partenaires et sensibilise ses alliés afin de faire pression sur les gouvernements nationaux. La COICA est également très présente dans les sphères internationales depuis de nombreuses années. Elle a obtenu une reconnaissance de plusieurs institutions internationales afin de défendre les intérêts des peuples amazoniens. La coordination amazonienne occupe les espaces internationaux traitant des droits des peuples autochtones, mais aussi tout ce qui touche à l'environnement et à la protection de la forêt amazonienne. Elle défend également férocelement les droits des peuples autochtones en ce qui concerne le territoire et l'exploitation des ressources naturelles.

Pour sa part, la CAOI n'a que quelques années d'existence et regroupe des organisations nationales très différentes les unes des autres. Comme ses organisations membres sont beaucoup plus jeunes que les organisations amazoniennes, la CAOI a beaucoup travaillé sur l'auto-estime du mouvement et les échanges entre les organisations nationales. Les rencontres régionales organisées par la CAOI en sont un exemple (CAOI, 2010b, p. 58). Elle tente également de se tailler une place dans les espaces internationaux. Le cadre du bien vivre rejoint et englobe les préoccupations des différentes organisations nationales ayant des approches distinctes dans leur lutte. Ainsi, en exploitant ce discours, la CAOI désire être reconnue comme le représentant légitime des peuples andins au niveau international.

Le chapitre suivant discutera de la tension entre les échelles nationale et internationale inhérente à la nature transnationale des coordinations. Les coordinations régionales, par leurs liens intimes avec la coopération internationale et par la formulation de leur lutte selon des cadres issus de l'international, subissent une grande influence des acteurs

internationaux. Il est à rappeler que le rôle des coordinations est de représenter les intérêts des organisations nationales qui en sont membres. Ainsi, la COICA et la CAOI doivent rendre compte de leurs actions à leurs membres et entretenir un réel lien de représentation. Il peut cependant être tentant pour les coordinations de se dégager peu à peu de ce lien, ce qui peut mener à une crise de légitimité de la coordination régionale comme il sera expliqué subséquemment.

CHAPITRE III

TENSIONS ENTRE LES ÉCHELLES NATIONALE ET INTERNATIONALE

Les rôles des coordinations régionales sont intimement liés aux intérêts des organisations nationales qui en sont membres. Ainsi, la COICA et la CAOI favorisent la consolidation des mouvements autochtones nationaux par la création d'espaces d'échange et par la solidarité transnationale. Elles représentent également des mouvements amazonien et andin unis au sein des organisations internationales et constituent de nouveaux espaces propres aux peuples autochtones. La COICA et la CAOI ont été créées par des organisations nationales afin de coordonner le mouvement autochtone à l'échelle régionale et de trouver des solutions communes à des problèmes partagés. Toutefois, les actions des coordinations se situent la plupart du temps à l'échelle internationale : représentation dans les forums internationaux, construction d'alliances stratégiques, etc.

Les coordinations régionales doivent donc gérer une tension constante entre les échelles nationale et internationale : tension inhérente à leur nature transnationale. Ainsi, un des plus grands défis de la COICA et de la CAOI est de rester connecté aux bases du mouvement autochtone tout en agissant dans les sphères internationales. Des facteurs internationaux et nationaux influencent les coordinations et les incitent à se rapprocher de l'une ou l'autre de ces sphères. À trop s'éloigner de leurs organisations nationales membres, les coordinations risquent de perdre leur légitimité et de devenir des coquilles vides.

Dans ce chapitre nous identifierons différents facteurs causant cette tension entre le national et l'international. Premièrement, les coordinations ont développé une dépendance au financement extérieur. Le soutien de la coopération internationale permet aux coordinations des actions de plus grande ampleur, mais, parallèlement, influence leurs priorités d'action. Les coordinations auront tendance à modifier leurs plateformes en fonction des projets

financés. Nous présenterons plus spécifiquement la relation qu'entretiennent les coordinations avec l'ONG Oxfam Amérique qui les accompagne depuis de nombreuses années.

Deuxièmement, nous discuterons des cadres d'interprétation adoptés par le mouvement autochtone. Certains cadres d'interprétation sont issus des sphères internationales et sont réappropriés par les mouvements autochtones. En adoptant certains cadres, dont celui des changements climatiques dont il sera question, des opportunités d'action s'offrent aux coordinations régionales. Le défi des coordinations est de ne pas cadrer la lutte autochtone uniquement en fonction des thématiques « à la mode », mais bien en fonction des intérêts des peuples autochtones qu'elles représentent. Le cadre environnemental, et son actualisation sous la forme des changements climatiques, sera abordé pour illustrer les enjeux que soulève l'adoption de cadres issus de l'international.

Troisièmement, nous présenterons les dangers de l'institutionnalisation, de la bureaucratisation et les risques de cooptation toujours présents pour tout mouvement social. Par la distance physique, les voyages fréquents et les relations étroites avec la coopération internationale entre autres, les coordinations tendent à s'éloigner des bases du mouvement autochtone et leurs programmes à répondre de moins en moins aux intérêts de leurs membres. Les coordinations risquent de développer une existence propre, indépendante de leurs membres. La cooptation et la corruption des dirigeants sont aussi un danger permanent lorsque les enjeux sont grands.

Ainsi, nous concluons ce chapitre en présentant l'expérience de trois mouvements autochtones régionaux qui illustre bien cette tension entre les échelles nationale et internationale. L'histoire du CISA est un exemple maintes fois cité de l'échec de l'organisation régionale en raison d'un manque de représentation de ses bases. La COICA, à travers sa longue existence, a vécu deux périodes de crise, dont une importante au début des années 2000. La cooptation et la corruption des leaders par les États et les entreprises pétrolières sont une des causes de ce conflit interne dont la coordination commence à peine à se remettre. Enfin, nous discuterons brièvement du cas de la CAOI qui semble s'éloigner de plus en plus des questions nationales pour jouer un rôle purement international.

3.1 Soutien de la coopération internationale

Une des premières sources de la tension entre les échelles nationale et internationale provient de la coopération internationale. La COICA et la CAOI entretiennent des relations étroites avec la coopération internationale, c'est-à-dire les ONG internationales et les agences gouvernementales de coopération. Certaines ONG, particulièrement Oxfam Amérique, ont joué un rôle crucial dans l'émergence et la consolidation du mouvement autochtone dans les régions étudiées. Les liens étroits entretenus avec la coopération internationale ont un impact sur les plateformes des coordinations régionales qui sont influencés par les priorités de leurs bailleurs de fonds. De plus, les ressources importantes provenant de l'international favorisent la bureaucratisation des mouvements autochtones. Malgré tout, les coordinations régionales dépendent du financement de la coopération internationale pour mener à bien leurs activités. Nous expliquerons dans un premier temps cette dépendance au financement extérieur, puis, dans un deuxième temps, nous présenterons brièvement trois ONG travaillant étroitement avec la COICA et la CAOI. Dans le cadre de ce mémoire, la coopération internationale désigne l'ensemble des acteurs étrangers qui soutiennent financièrement et matériellement les organisations autochtones qu'ils soient des agences de coopération de gouvernements étrangers ou des ONG indépendantes.

3.1.1 Dépendance au financement extérieur

Dans les entrevues effectuées en Bolivie, en Équateur et au Pérou avec les leaders autochtones, le manque de ressources financières revient invariablement comme un des défis les plus importants pour l'organisation du mouvement autochtone au niveau transnational (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito; Juan Carlos Jintiach, entrevue septembre 2010, Quito; Carlos Mamani, entrevue août 2010, La Paz). Les dépenses ne peuvent pas être supportées par les bases du mouvement comme c'est le cas pour certaines organisations locales. La COICA et la CAOI ont besoin de revenus importants pour assumer leurs coûts opérationnels. D'abord, les bureaux des coordinations sont situés dans des capitales nationales : à Quito pour la COICA et à Lima pour la CAOI. Dans ces villes, se trouvent les gouvernements nationaux, les bureaux des principales agences de coopération internationale et les sièges de plusieurs organisations autochtones nationales. Les coordinations doivent

payer les locaux, mais aussi des salaires suffisants pour que leurs employés, provenant souvent des communautés rurales, puissent vivre en ville avec leur famille. Dans les organisations locales, les dirigeants ont des salaires plus modestes puisqu'ils n'ont pas à être relocalisés et ne travaillent souvent qu'à temps partiel. Ainsi, les dépenses dans ces organisations sont assumées par les communautés.

De plus, le travail dans une coordination régionale amène les dirigeants à voyager plusieurs fois par année à l'intérieur du pays et à l'international. Que ce soit pour rencontrer les bases du mouvement en Amazonie bolivienne ou pour participer à une rencontre des Nations Unies à Genève, les coûts de voyage sont très élevés. Il faut y inclure les billets d'avion, les déplacements une fois sur place, l'hébergement, etc. (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito; Fernando García, entrevue septembre 2010, Quito; Juan Carlos Jintiach, entrevue septembre 2010, Quito; Carlos Mamani, entrevue août 2010, La Paz; Oseas Sanchez, entrevue août 2010, Lima). Les coordinations régionales ont également comme mandat de faire des représentations auprès de différents gouvernements, de produire des documents, des études et des portraits, d'appuyer les organisations nationales et de mettre sur pied des projets avec celles-ci. En fait, les bases du mouvement autochtone n'ont pas les ressources nécessaires pour couvrir les coûts opérationnels des coordinations régionales.

Les besoins étant grands et les ressources limitées, la COICA et la CAOI vont chercher à construire des alliances stratégiques pour l'atteinte de leurs objectifs. Par conséquent, elles sollicitent et acceptent le soutien financier de la coopération internationale. Les coordinations régionales ont développé une relation avec les ONG et les agences de coopération depuis de nombreuses années. La coopération internationale, tout en jouant un rôle déterminant dans la croissance, la consolidation et la viabilité à long terme des organisations autochtones, utilise ces opportunités pour faire valoir son propre programme au nom des peuples autochtones (Juan Carlos Jintiach, entrevue septembre 2010, Quito). En effet, les bailleurs de fonds gardent un droit de regard sur les projets qu'ils financent. Les dirigeants autochtones insistent pourtant sur l'indépendance de leur organisation face aux agences de coopération. Autant que ces dernières se défendent bien d'ingérence et d'influencer les activités des organisations autochtones : la coopération internationale prétend plutôt jouer un rôle d'accompagnement du mouvement autochtone (Jorge León, entrevue

septembre 2010, Quito; Luis Maldonado, entrevue septembre 2010, Quito; Mateo Martínez, entrevue août 2010, La Paz).

Selon la COICA, la coopération internationale rend possibles les actions politiques des coordinations sur les scènes nationale et internationale. On y reconnaît que la coopération a grandement aidé dans la consolidation organisationnelle. Ceci a permis aux coordinations de renforcer leur articulation interne et à avoir une influence dans l'environnement international, tant pour la réalisation de campagnes de sensibilisation que pour la dénonciation des problèmes auxquels ils font face.

De cette façon, les coordinations, incapables de générer leurs propres ressources financières, sont prises dans une logique de dépendance par rapport au financement provenant de la coopération internationale que Fernando García, chercheur à la FLACSO²⁴, qualifie de perverse (entrevue septembre 2010, Quito). En effet, les coordinations doivent être vigilantes afin d'éviter le clientélisme et de conserver leur indépendance face aux bailleurs de fonds. Pour Arturo Cevallos (entrevue septembre 2010, Quito), de l'ONG IBIS, les institutions qui traitent des questions autochtones ont la responsabilité de financer les organisations représentant les peuples autochtones. Ainsi, lorsque les Nations Unies organisent un forum sur les questions autochtones à Genève, elles doivent rendre possible la participation des principaux intéressés en finançant leur voyage par exemple. Pour le moment, cette tâche est déléguée à la coopération internationale, sans laquelle les groupes ayant moins de ressources ne seraient pas représentés dans les forums internationaux.

La COICA et la CAOI ont reçu du financement de nombreuses agences de coopération internationale au fil des ans. Cependant, l'appui de certaines a été plus substantiel et durable. Oxfam Amérique est sans aucun doute l'ONG qui a contribué de façon la plus déterminante à l'émergence et à la consolidation des coordinations autochtones. Nous présenterons Oxfam Amérique et son travail auprès du mouvement autochtone dans les régions amazonienne et andine. Ensuite, nous discuterons plus brièvement d'IBIS et de l'Aide populaire norvégienne (APN) qui travaillent également avec le mouvement autochtone

²⁴ Faculté latino-américaine de sciences sociales

dans la région²⁵. Ces agences de coopération internationale ont été choisies parce qu'elles œuvrent principalement avec les coordinations régionales, il est toutefois à noter que de nombreuses autres ONG nationales et internationales ainsi que des agences de coopération gouvernementale appuient les mouvements autochtones.

Les ONG jouent un rôle déterminant puisqu'elles élargissent la structure d'opportunité politique des mouvements autochtones transnationaux. En effet, les peuples autochtones, exclus dans leur contexte national respectif, s'organisent de façon transnationale grâce à un soutien en ressources financières, matérielles et humaines provenant de l'extérieur. La coopération internationale, en tant qu'acteur issu de l'échelle internationale, joue un rôle essentiel dans la consolidation des coordinations régionales. La similitude entre l'évolution des priorités des ONG, particulièrement Oxfam Amérique, et l'évolution des plateformes d'action de la COICA et de la CAOI l'illustre bien. Ainsi, par les ressources qu'elle procure, l'échelle internationale reste fondamentale pour assurer la pérennité des mouvements autochtones.

3.1.2 Présentation des ONG

Oxfam Amérique a commencé à travailler sur le thème autochtone dès le milieu des années 1980, à un moment où le sujet n'intéressait pas encore la coopération internationale. En effet, l'identité autochtone était vue par certains critiques d'Oxfam comme un thème du passé, n'étant plus d'actualité (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima). L'ONG est reconnue pour soutenir à long terme les processus émergents comme le mouvement autochtone (Brysk, 2000, p. 200-201). Elle appuie le processus de constitution et de consolidation des organisations amazoniennes et le processus de légalisation des territoires autochtones dans les années 1980. Les programmes d'Oxfam Amérique visent principalement les trois pays (Bolivie, Pérou et Équateur) et les deux régions de notre étude (Amazonie et Andes). Elle travaille sur le renforcement des capacités des organisations

²⁵ DANIDA, dont il a été question au début de ce mémoire, travaille également de près avec le mouvement autochtone, mais il s'agit plutôt d'une agence de coopération gouvernementale.

représentatives autochtones locales et nationales, puis à la défense des ressources naturelles et des droits territoriaux. Le thème culturel sera abordé à partir des années 1990.

Pour Oxfam, l'action avec les peuples autochtones comporte trois principales composantes : l'économique (terre et le territoire), l'auto-organisation, et la culture et l'identité ethnique (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima). Les organisations de base fondées sur l'ethnicité comme AIDSEP, ECUARUNARI, CONAMAQ et autres, constituent la majorité des organisations financées dans la région. Oxfam appuie également des ONG nationales et internationales qui travaillent sur les thèmes du développement durable, de l'agriculture, de l'environnement, de la mobilisation citoyenne et de la culture (Oxfam Amérique, 2011). Le travail d'Oxfam est intimement lié à l'évolution et à la dynamique propre au mouvement autochtone. Dans un premier temps, en 1980-1990, l'ONG s'intéresse aux titres de propriété et à la consolidation organisationnelle. Dans un deuxième temps, elle s'attaque à la reconnaissance des droits collectifs. Enfin, le thème extractif a surgi dans les dernières années comme une priorité d'Oxfam, l'appui à la CONACAMI en est un exemple. En effet, Oxfam a élargi son soutien à cette organisation qui ne s'est pas constituée, au départ, autour de l'identité ethnique, mais plutôt autour de la lutte contre l'industrie extractive. Oxfam vise donc la consolidation des capacités de ces communautés en ce qui a trait à la connaissance, à la défense et à l'exercice de leurs droits et au développement de leur propre modèle organisationnel et participatif (étude confidentielle en possession de l'auteure, 2006).

Pour Igidio Naveda d'Oxfam Amérique (entrevue septembre 2010, Lima), une de leurs plus grandes réussites est d'avoir été un précurseur dans le travail avec les peuples autochtones. Selon lui, l'appui à long terme pour le renforcement des organisations autochtones a montré des résultats plus que satisfaisants. Les organisations autochtones sont maintenant solides, autonomes et contribuent à la société. Oxfam a beaucoup insisté pour que les organisations autochtones sortent du mode revendicatif et de critique face au système en place, afin qu'ils construisent plutôt leurs propositions propres. La philosophie du bien vivre en est un exemple.

Le lien entre le soutien d'Oxfam et la consolidation des organisations autochtones est très clair. Les priorités d'Oxfam sont les mêmes que celles des organisations présentées au

chapitre précédent : terre et territoire, consolidation organisationnelle, culture et identité. Il n'est pas le fruit du hasard que les organisations autochtones les plus fortes ou les plus influentes soient également celles financées par Oxfam (pensons à l'emphase Équateur, Pérou et Bolivie de l'ONG). L'internationalisation des enjeux autochtones est aussi un des objectifs des programmes d'Oxfam (Brysk, 2000, p. 201). Ainsi, elle a encouragé la formation de la COICA et a favorisé son alliance avec le mouvement environnementaliste tel qu'abordé ci-après. De plus, le programme d'échanges d'expériences discuté au chapitre précédent mis sur pied par Oxfam est à la base de la création de la CAOI. Enfin, Oxfam finance la participation des autochtones à un grand nombre d'événements internationaux (Brysk, 2000, p. 201).

Oxfam s'enorgueillit par conséquent d'avoir été dans les premiers à appuyer les organisations autochtones. Depuis la moitié des années 1990, la thématique autochtone est redevenue « populaire ». Comme le note Biekart, entre 1995 et 2004, les ONG de coopération internationale ont accordé une attention particulière aux organisations autochtones plus qu'aux autres groupes d'exclus²⁶ (2005, p. 11). À l'instar d'Oxfam Amérique, les ONG IBIS et l'APN collaborent avec les organisations autochtones depuis plusieurs années.

IBIS est une organisation de la société civile danoise qui travaille depuis le début des années 1990 avec les peuples autochtones en Amérique du Sud. L'ONG concentre son travail en Bolivie, en Équateur et au Pérou. Elle s'implique actuellement très peu dans des projets concrets d'infrastructures, mais vise plutôt des changements sociaux par l'éducation, l'accès aux ressources et la prise de pouvoir (IBIS, 2011). Elle appuie la COICA depuis 1995 puisqu'elle croit nécessaire que les organisations autochtones soient directement représentées et aient une voix dans les forums internationaux. Elle finance la CAOI pour les mêmes motivations. IBIS travaille principalement sur le thème des droits des peuples autochtones et œuvre à la consolidation des capacités des organisations autochtones à formuler leurs propositions propres (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito).

²⁶ L'étude s'attarde sur une période de 10 ans aux agences de coopération européennes en Amérique latine. 89 % des agences avaient comme priorité la participation politique des groupes exclus, en particulier les mouvements autochtones (Beikart 2005, 12).

L'APN est la division de solidarité internationale des syndicats norvégiens et travaille dans la région andine depuis la fin des années 1980. L'organisation appuie les groupes sociaux qui cherchent à implanter des changements démocratiques dans leur société. Elle concentre ses activités sur la consolidation et le développement organisationnel, c'est-à-dire qu'elle offre des formations pour les leaders, de l'appui pour l'élaboration de propositions, du soutien institutionnel et des programmes d'échanges. Avec les organisations autochtones comme la COICA et la CAOI, l'APN œuvre au niveau interne sur la consolidation de leurs capacités techniques et administratives, l'unité organisationnelle (bases solides et unité à l'intérieur du mouvement) et la cohérence politique de leur programme. Au niveau externe, leur travail met l'accent sur la capacité des organisations à construire des alliances, leur influence politique et leurs habiletés à mesurer le rôle qu'elles jouent dans un contexte politique propre. L'APN prétend non pas conseiller les organisations autochtones, mais plutôt entretenir un dialogue avec celles-ci (Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito; Norvège, 2008).

Ces trois ONG concentrent leurs activités en Bolivie, au Pérou et en Équateur avec les mouvements autochtones. Plusieurs autres agences de coopération internationale travaillent également sur ces thèmes, dont Hivos (ONG hollandaise), la GIZ, anciennement GTZ (société allemande pour la coopération internationale) et le SNV (Service hollandais de coopération au développement).

En résumé, l'apport d'Oxfam Amérique a été crucial pour la création et la consolidation de plusieurs organisations autochtones dont la CONAIE, la COICA et bien sûr la CAOI. Puis, dans les années 1990, lorsque le mouvement autochtone accroît sa visibilité à l'international entre autres par son association au cadre écologiste, plusieurs autres ONG se sont intéressées aux mouvements autochtones, principalement ceux de l'Amazonie. Les peuples andins ont reçu une attention de la coopération internationale dans les dernières années pour leur fort sentiment identitaire (CONAMAQ) ou dans le cadre de leur lutte contre l'industrie extractive (CONACAMI).

Ce bref aperçu permet de mieux saisir la relation intime qu'entretiennent les coordinations régionales avec la coopération internationale. Ces premières augmentent leur potentiel d'action grâce à des ressources autrement inaccessibles, mais subissent au même

moment l'influence de la coopération internationale de par sa manière de concevoir le mouvement autochtone et les besoins de celui-ci. Comme le montrent les études de cas de Tilley (2002) sur le mouvement autochtone salvadorien et de Warren (1998) sur le mouvement pan-maya guatémaltèque, la coopération internationale entretient une certaine compréhension de l'autochtonie et des besoins des peuples autochtones. Ainsi, le financement est distribué en fonction de cette compréhension à laquelle le mouvement autochtone, qui a contribué à la créer, doit maintenant s'adapter. Nous présenterons subséquemment un de ces cadres d'interprétation adoptés par les coordinations régionales. Le cadre environnemental ou des changements climatiques, tel qu'il sera démontré ci-après, est clairement issu des sphères internationales et réapproprié par le mouvement autochtone.

3.2 Rappel théorique sur les cadres d'interprétation

3.2.1 Utilité des cadres d'interprétation

Comme il l'a été mentionné dans le premier chapitre, le cadre d'interprétation est une métaphore ou un symbole cognitif qui donne une signification à un enjeu. Le mouvement transnational autochtone utilise des cadres d'interprétation et construit, consciemment ou non, une certaine compréhension de la société et des enjeux afin d'influencer le comportement des décideurs et de l'opinion publique. Les cadres visent à influencer les cibles des actions, mais également à unir les acteurs au sein d'un même mouvement.

Ayant une portée transnationale, le mouvement autochtone doit construire des cadres qui transcendent les frontières nationales et culturelles. Par leurs cadres d'interprétation, la COICA et la CAOI visent à influencer les gouvernements des États amazoniens et andins, mais aussi des autres États qui pourront avoir un effet boomerang sur les premiers. Elles ciblent également les opinions publiques nationales et internationales qui pourront sensibiliser les décideurs gouvernementaux ou certaines sociétés transnationales.

La fragmentation du mouvement régional est mentionnée à plusieurs reprises lors des entrevues comme un des obstacles majeurs au succès du mouvement (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima; Ricardo Calla, entrevue août 2010, La Paz; Ampam Karakras, entrevue septembre 2010, Quito; Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima). Ainsi, entre

les idéologies politiques différentes et le morcellement des positions à l'intérieur même des mouvements, il est difficile de coordonner les mouvements nationaux autour de thèmes rassembleurs (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima). Les mouvements n'avancent pas tous au même rythme et les revendications sont souvent particulières aux situations nationales et même locales. On note donc la difficulté, mais aussi l'importance, pour les coordinations régionales d'adopter des cadres d'interprétation qui auront une résonance auprès des bases du mouvement, peu importe leur situation particulière.

Par exemple, la COICA réunit des communautés autochtones qui sont favorables à l'exploitation des ressources naturelles de leur territoire et d'autres qui rejettent totalement l'industrie extractive. Les membres de la coordination évoluent dans neuf contextes nationaux distincts et la coordination doit parfois gérer des positions contradictoires. Juan Carlos Jintiach (entrevue septembre 2010, Quito), un dirigeant de la COICA, reste prudent et indique que le rôle de la coordination est de superviser, d'évaluer et d'être l'interlocuteur avec les États. La COICA fera donc le lien entre les communautés locales et les gouvernements nationaux, sans nécessairement prendre position.

Il est toutefois possible de faire avancer la lutte autochtone au sein d'une coordination régionale malgré l'hétérogénéité du mouvement. Les mouvements nationaux peuvent être articulés au niveau régional et transnational tout en maintenant leur identité propre (Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima). Des thèmes globaux ou généraux sont plus rassembleurs : droits collectifs, ressources naturelles, territoires ancestraux, industrie extractive et entreprises transnationales, droit à la consultation, identité autochtone ou changements climatiques par exemple (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima; Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito). Les mouvements transnationaux s'articulent donc autour d'un cadre assez large afin d'éviter la fragmentation du mouvement et d'inclure les particularités propres à chaque peuple (Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima).

3.2.2 Analyse des cadres d'interprétation

Nous analyserons un des cadres d'interprétation utilisés par la COICA et la CAOI en fonction de son efficacité pour le mouvement autochtone. Selon ce qui est expliqué dans le

premier chapitre, un cadre est efficace lorsqu'il (1) a une résonance auprès de l'audience cible (sentiment d'injustice et d'indignation amené par une situation par exemple), (2) a le potentiel d'atteindre les objectifs du mouvement, (3) fait référence à une identité définissant un « nous » et un « eux », (4) fait le pont entre les valeurs des individus et les intérêts du mouvement, (5) se trouve dans un ensemble cohérent d'interprétation avec les autres cadres, et (6) fait le lien entre les situations locales, nationales et internationales afin d'obtenir des actions et des interprétations communes des problèmes sociaux. Les cadres du mouvement autochtone transnational sont construits à partir des mécanismes de diffusion, de médiation ou de *bandwagoning*, puis de translation et de bricolage. Des cadres sont donc souvent issus, au moins partiellement, de l'international ou empruntés à d'autres acteurs sociaux.

Les sphères internationales influencent en effet les cadres adoptés par les coordinations régionales. Par exemple, lors d'une rencontre régionale où sont présents des leaders locaux le droit à l'eau est discuté. De retour dans sa communauté, le leader partage ses acquis sur le droit à l'eau. La communauté se réapproprie le cadre et l'adapte à son contexte particulier. L'organisation locale fait donc le lien avec l'organisation autochtone nationale et revendique son droit à l'eau, cadre modifié selon leur situation. Les cadres voyagent donc de l'international au local, mais aussi du local à l'international (Nelson Antequerra, entrevue août 2010, La Paz). La coopération internationale intervient également puisque, selon Arturo Cevallos, les espaces internationaux « *siempre están creados, propiciados por la cooperación internacional; son los que promueven los debates, los que ponen los puntos, los que convocan, los que organizan*²⁷ » (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito). Ainsi, la coopération internationale décide des thématiques qui seront abordées et donc, des cadres qui seront diffusés.

Les espaces d'échange et les forums créés par les coordinations régionales et au sein des institutions internationales favorisent les flux d'information entre les différents mouvements autochtones. Ces échanges offrent de grandes possibilités pour les mouvements autochtones qui affinent leurs stratégies et saisissent certaines opportunités. Toutefois, les coordinations régionales courent le risque, à trop évoluer dans les sphères internationales,

²⁷ [...] sont toujours créés et favorisés par les agences de coopération internationale; ce sont elles qui promeuvent les débats, qui mettent les points à l'ordre du jour, qui invitent et organisent [les rencontres] (traduction libre de l'auteur).

d'adopter les cadres d'interprétations qui ne collent pas aux réalités locales et à subordonner leur programme à celui de la coopération internationale qui finance les projets.

La tentation est grande à faire de même puisque certains thèmes « à la mode » amènent des opportunités de financement et la création de nouveaux espaces sur la scène internationale pour faire la promotion des enjeux autochtones. Comme le mentionne l'ex-leader shuar Ampam Karakras, le discours

« depende de la época y depende del lugar. Por ejemplo, el tema en la Amazonia para nosotros era territorios. En la parte andina, era tierras o reforma agraria. Entonces, yo veo bastante a los compañeros de la CAOI que empiezan hablar del tema de cambio climático ahora, parece que está de moda²⁸ » (entrevue septembre 2010, Quito).

Ces occasions peuvent être saisies, si elles correspondent aux intérêts des bases du mouvement autochtone. Tel qu'expliqué dans la section suivante, le cadre environnemental nous permettra d'illustrer l'internationalisation des plateformes des coordinations autochtones. Son utilité sera analysée selon les six caractéristiques d'un cadre d'interprétation efficace énumérées ci-dessus.

3.3 Cadre environnemental d'interprétation

L'environnement est un cadre qui a indubitablement surgi des espaces internationaux. Lorsque l'on demande aux personnes interviewées de nommer un thème du mouvement autochtone qui provient de la sphère internationale, les changements climatiques sont invariablement mentionnés. En effet, plusieurs espaces se sont constitués à l'international au cours des dernières années pour discuter et débattre des changements climatiques et de nombreux bailleurs de fonds financent des projets liés à l'environnement. Suivant cela, les possibilités ont pullulé pour les organisations autochtones qui se positionnent comme les défenseurs de la Terre Mère. Ce discours environnemental n'est cependant pas nouveau et s'est décliné de plusieurs façons avant d'évoluer jusqu'aux changements climatiques.

²⁸ [...] dépend de l'époque et dépend du lieu. Par exemple, alors que pour nous dans l'Amazonie nous parlions des territoires, dans la partie andine, on discutait plutôt de la terre ou de la réforme agraire. Je vois souvent les compagnons de la CAOI qui commencent à parler du thème des changements climatiques maintenant : il semble que ce soit à la mode (traduction libre de l'auteure).

3.3.1 Autochtone écologique

Le cadre d'interprétation environnemental a surgi à la fin des années 1980, débuts 1990, avec la notion de « l'autochtone écologique ». Selon cette image, les peuples autochtones ont culturellement une relation intime, respectueuse et presque symbiotique avec la nature. Ce cadre est devenu un référent marquant qui a permis une alliance entre le mouvement autochtone et le mouvement écologiste, alliance qui ne s'est toutefois soldée par aucune action concrète (Chase Smith, 1994, p. 29). Il est à noter que le cadre écologique a été beaucoup plus adopté par les Amazoniens que les Andins, entre autres à cause de leur plus grand niveau d'organisation dans les années 1980 et de leur environnement géographique : l'Amazonie.

« Los ambientalistas invocan al nativo ecológico como un actor esencial en sus discursos, y los pueblos indígenas plantean que su contribución a los discursos ambientales es que culturalmente tienen el respeto por y relación con la naturaleza²⁹ » (Ulloa, 2005, p. 89).

Habitant le poumon de la Terre, les peuples amazoniens sont considérés comme un acteur clef dans la conservation de la forêt. C'est pourquoi un imaginaire romantique de la relation symbiotique qu'auraient les autochtones avec leur environnement naturel a été utilisé par la COICA et par le mouvement écologiste. Les autochtones sont venus à être considérés comme « génétiquement écologistes » (Chase Smith, 1994; Juan Carlos Jintiach, entrevue septembre 2010, Quito; Jorge León, entrevue septembre 2010, Quito).

Ulloa (2005) analyse les impacts de cadrer les autochtones dans le stéréotype du « bon sauvage » ou du « noble primitif » tel qu'elle les nomme. Ces notions situent selon elle les autochtones dans des relations inégales de pouvoir, similaires aux processus coloniaux de construction de l'autre. Ainsi, l'idée de « l'autochtone écologique » implique que tous les peuples autochtones vivent en harmonie avec la nature. Ils sont présentés comme des créatures « non-civilisées » qui ont besoin d'aide pour protéger et sauvegarder leurs territoires et les ressources naturelles. Ces pauvres « sauvages » ont besoin de soutien pour lutter contre les programmes de développement occidentaux qui détruisent la nature et leur

²⁹ Les environnementalistes évoquent « l'autochtone écologique » comme un acteur essentiel dans leurs discours et les peuples autochtones affirment que leur contribution aux discours environnementalistes est que culturellement ils entretiennent le respect pour et une relation avec la nature

culture. Au cours des entrevues effectuées en 2010, plusieurs interlocuteurs nous ont mis en garde contre l'idéalisation des peuples autochtones et contre l'image du « bon sauvage », signe que ce cadre persiste dans le temps (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima; Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

Les peuples autochtones ont utilisé ces identités écologiques comme une stratégie politique pour faire valoir leurs droits (Ulloa, 2005, p. 89). La COICA a favorisé l'adoption du cadre environnemental par les peuples amazoniens à travers des formations pour les dirigeants. Dans un document produit en collaboration avec Oxfam Amérique, on indique que le cours offert aux leaders a comme objectif, entre autres, de former

« una clara y fuerte conciencia de que el territorio debe ser defendido por constituir la fuente básica de recursos, la única verdadera, que hará posible la sobrevivencia y desarrollo de los pueblos indígenas. La pérdida de territorio significa automáticamente la muerte de la sociedad indígena³⁰ » (Chirif Tirado, García Hierro et Chase Smith, 1991, p. 133).

De plus, ils mentionnent qu'il faut éduquer la population pour qu'elle comprenne l'importance de défendre l'intégrité territoriale. Le renforcement et la consolidation organisationnels (une des priorités d'Oxfam Amérique) sont des conditions de réussite essentielles pour la défense du territoire. On discute également de l'alliance entre les écologistes et les peuples autochtones, à la suite des initiatives et des voyages aux États-Unis et en Europe de la COICA. *« Es fundamental que las instituciones ambientalistas se convenzan de que no existe mejor garantía para el uso racional del medio ambiente que la que ofrece la población indígena³¹ »* (Chirif Tirado, García Hierro et Chase Smith, 1991, p. 150). On constate ici comment le mouvement autochtone trace un pont entre sa revendication du droit à la terre et au territoire et le cadre environnemental (Brysk, 2000, p. 61). Ce document montre bien comment la COICA, appuyée par Oxfam Amérique, a développé et implanté le cadre environnemental dès le début des années 1990.

³⁰ (...) une conscience claire et forte que le territoire doit être défendu parce qu'il constitue la source essentielle de ressources, le seul qui est authentique, qui rendra possible la survie et le développement des peuples autochtones. La perte de territoires signifie automatiquement la mort de la société autochtone (traduction libre de l'auteur).

³¹ Il est essentiel que les institutions environnementalistes soient convaincues qu'il n'existe pas de meilleure garantie pour une utilisation rationnelle de l'environnement que celle qu'offrent les peuples autochtones (traduction libre de l'auteur).

Le cadre de « l'autochtone écologique » a offert des opportunités intéressantes pour le mouvement autochtone, lui ouvrant les portes de certains espaces institutionnels (pensons à la Convention sur la diversité biologique).

Les autochtones [amazoniens sont] très pragmatiques, pas très idéologiques : « les accords internationaux nous permettent d'avoir plus de terres, de conserver ce que nous avons et de protéger ce que nous avons, alors allons-y, on est écologistes. Ce qui va nous protéger le plus, ce sont les accords internationaux ». Alors du côté amazonien, ils sont forts à demander des traités internationaux (Jorge León, entrevue septembre 2010, Quito).

Les mouvements autochtones organisés, principalement les organisations de base, ont reçu beaucoup de financement dans la mesure où ils se projetaient sous leur image autochtone traditionnelle et écologique. Une éco-bureaucratie s'est même créée pour gérer, selon les critères de certaines organisations, les activités des peuples autochtones dans le cadre de ce financement (Ulloa, 2005, p. 100).

On retrouve également une illustration du cadre environnemental dans une déclaration du premier Sommet continental entre les peuples autochtones et les environnementalistes :

« Desde hace mucho tiempo nosotros hemos vivido y usado el bosque sin dañarlo. Lo hemos manejado de un modo total, integral y hemos sido así sus defensores durante siglos. A medida que se nos ha ido debilitando como pueblos, también la protección de la amazonia ha sido menor. Ahora que hemos vuelto a fortalecernos a través de nuestras organizaciones, volvemos a ser los principales protagonistas de la defensa y custodia de nuestro medio ambiente amazónico³² » (Juncosa, 2010, p. 104).

Les cadres ont tendance à représenter les peuples autochtones comme un tout homogène, effaçant les distinctions. Ainsi, cette image profite aux peuples qui entrent dans le stéréotype. Toutefois, les actions des communautés qui désirent bénéficier de l'exploitation pétrolière de leurs territoires ou ceux qui souhaitent négocier des droits de propriété intellectuelle ne cadrent pas dans l'idéal de « l'autochtone écologique ». Chase Smith décrit cette image comme « *the overly romantic vision of new Indian eco-heros* » (1994, p. 29).

³² Depuis toujours, nous avons vécu et utilisé la forêt sans l'endommager. Nous l'avons gérée de façon totale, intégrale et nous avons été ses défenseurs pendant des siècles. Au fur et à mesure que nous nous sommes affaiblis comme peuples, la protection de l'Amazonie a été moindre. Maintenant que nous sommes revenus à nous consolider à travers nos organisations, nous redeviendrons les acteurs principaux de la défense et les gardiens de notre environnement amazonien (traduction libre de l'auteure).

L'alliance avec les environnementalistes a en effet ses limites. Pour ceux-ci, les peuples autochtones donnent une légitimité morale à leur lutte par leurs expériences. De plus, la connaissance approfondie que les peuples amazoniens ont de leur environnement peut être utile dans les cas de conservation de la biodiversité ou pour suggérer des manières alternatives de protéger la forêt. D'un autre côté, le mouvement environnementaliste négocie avec les États afin de faire décréter des zones de conservation de la forêt. Ils cherchent à contrôler les zones protégées et les ressources qui se retrouvent souvent sur les territoires autochtones. Les environnementalistes strictes souhaitent éviter le développement des zones en danger alors que les autochtones veulent gérer le développement du bien-être de leur communauté et de la durabilité des ressources. Le mouvement autochtone accuse certains environnementalistes de donner une plus grande valeur aux arbres qu'aux personnes (Brysk, 2000, p. 228-229).

Ce cadre a néanmoins servi de stratégie politique pour le mouvement autochtone en lui permettant de se positionner comme un acteur politique sur les questions environnementales, principalement celles ayant trait à la forêt amazonienne dans les années 1990. Le cadre environnemental a évolué depuis. Le concept du « bon sauvage » amène une idée de retour aux traditions autochtones. Ce cadre favorise également une critique de l'Occident et du système dominant en posant une alternative aux sociétés industrielles (Ulloa, 2005). Le mouvement autochtone a récupéré et s'est approprié ce cadre en offrant une alternative explicite à la société occidentale par le bien vivre. Il a réactualisé le cadre environnemental par la question des changements climatiques et en se positionnant comme un acteur proposant des solutions durables.

3.3.2 Évolution vers les changements climatiques

Depuis que les changements climatiques sont très discutés dans les forums internationaux, les coordinations régionales désirent se positionner comme des acteurs incontournables sur ce thème. Les peuples autochtones s'affichent comme les sociétés les plus respectueuses de l'environnement puisqu'elles « vivent en harmonie » avec l'environnement et savent utiliser durablement les ressources naturelles. De cette façon, les coordinations souhaitent acquérir un statut et une certaine légitimité quand vient le temps de

discuter des thèmes environnementaux et de la gestion des ressources naturelles. Selon Cristina Santa Cruz, dans les espaces internationaux où l'on traite des changements climatiques, la proposition des peuples autochtones s'avère très intéressante puisqu'elle critique le capitalisme et le fonctionnement des mécanismes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces voix critiques deviennent très pertinentes dans ces méga-forums (Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito). La COICA et la CAOI vont donc adapter leurs discours en fonction du cadre des changements climatiques afin de profiter d'opportunités sur la scène internationale.

Comme plusieurs espaces internationaux se sont constitués dans les dernières années autour du thème des changements climatiques et que plusieurs bailleurs de fonds ont opté pour cette orientation, ce cadre apparaît comme un moyen de faire avancer les intérêts du mouvement autochtone. Il s'agit d'un thème d'actualité qui offre une grande visibilité au mouvement autochtone. Par exemple, les représentants de la COICA et de la CAOI sont présents lors des conférences des parties sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP) à Copenhague en décembre 2009, à Cancun fin 2010 ainsi qu'à Durban en 2011. La COICA y a participé en tant qu'observatrice de par son statut consultatif de l'ECOSOC. La CAOI s'est pour sa part impliquée avec de la société civile en dehors des réunions officielles via des réunions ont lieu en parallèle de la Conférence avec la société civile et autres mouvements sociaux. Le mouvement autochtone y joue un rôle prédominant et amène ses propositions comme celle du bien vivre présenté au chapitre II.

3.3.4 Efficacité du cadre environnemental

L'environnement, traité sous le thème des changements climatiques, est-il un cadre efficace pour le mouvement autochtone? Le cadre environnemental doit avoir une résonance auprès des cibles du mouvement. L'image de « l'autochtone écologique » malgré son effet homogénéisant et son caractère colonial, suscite un fort sentiment d'injustice et d'indignation dans l'opinion publique, particulièrement chez le public occidental visé par le mouvement écologiste. Dans le cadre des changements climatiques, les autochtones tentent de sortir de cette situation de victimes et se positionnent comme des acteurs en offrant une proposition alternative. Ainsi, le cadre des changements climatiques a une résonance particulièrement

dans les cercles altermondialistes et anticapitalistes et auprès des mouvements environnementaux et écologistes. Par le stéréotype du « bon sauvage » qui persiste toujours, le mouvement autochtone acquiert la sympathie de l'opinion publique occidentale qui pourra avoir une influence sur leurs gouvernements. Le cadre des changements climatiques n'arrive toutefois pas encore à avoir un impact significatif sur les gouvernements nationaux. De fait, les gouvernements de la Bolivie, du Pérou et de l'Équateur continuent à avoir des politiques favorables à l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires autochtones³³.

Le cadre des changements climatiques a le potentiel de favoriser l'atteinte des objectifs du mouvement autochtone. En vertu de ce discours, les peuples autochtones sont les mieux placés, de par leur mode de vie en harmonie avec la nature, pour gérer le développement du territoire et l'exploitation des ressources naturelles. Le modèle néolibéral extractif étant dénoncé comme une cause des changements climatiques, on propose de changer ce modèle de développement pour le bien vivre. De cette façon, on justifie le contrôle des ressources du territoire par les peuples autochtones, ou du moins leur consultation.

Ensuite, le cadre environnemental trace clairement une distinction entre le « nous » et le « eux ». Les peuples autochtones, par leurs traditions ancestrales, incarnent la protection de l'environnement en opposition à la société dominante qui, par le capitalisme néolibéral, détériore la nature.

Enfin, le cadre environnemental fait le pont entre les valeurs des individus, soit la protection de l'environnement, et les intérêts du mouvement, c'est-à-dire le contrôle par les peuples autochtones du territoire et des ressources naturelles. Le cadre des changements climatiques pose les peuples autochtones comme un acteur inconditionnel lorsqu'il s'agit de l'environnement. Ainsi, en raison de leur connaissance millénaire de la nature, les Autochtones doivent être impérativement consultés lorsqu'on planifie un projet de développement, puisqu'ils sont les seuls à savoir comment protéger l'environnement.

³³ Pensons au conflit qu'a entraîné le projet de construction d'une autoroute dans le TIPNIS en Bolivie ou du conflit entre l'entreprise minière Yanacocha et la population de Cajamarca au Pérou au sujet du projet minier Conga.

3.3.5 Ensemble cohérent : industrie extractive et philosophie du bien vivre

Le cadre des changements climatiques s'intègre dans un ensemble cohérent avec les autres cadres du mouvement dont celui de l'anticapitalisme. Les peuples autochtones ajoutent donc au cadre environnemental une critique du mode de développement occidental, le capitalisme, et proposent le bien vivre comme solution (Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

La relation entre les changements climatiques et le modèle néolibéral de développement est marquée clairement. Dans une revue bolivienne sympathique au mouvement autochtone, on indique, au sujet de la crise économique, que

« las grandes empresas harán hasta lo imposible por salvarse de esta crisis económica, protegidos por sus gobiernos y los organismos financieros internacionales; ocasionando mayor calentamiento del planeta, mas saqueo de nuestros recursos naturales y mayor violación del derecho a la vida de los más pobres o vulnerables³⁴ » (Conosur Ñawpaqman, 2010, p. 1).

De la même façon, un autre article de la revue s'intitule « La Minería Causa la Muerte de la Madre Tierra³⁵ » (Conosur Ñawpaqman, 2010, p. 2). Ainsi, selon ce discours, l'industrie extractive et le capitalisme engendrent les changements climatiques. Dans des réflexions sur le Sommet de Cochabamba³⁶, Edgardo Lander souligne que « *the debates in Cochabamba defined capitalism as the main cause of climate change/environmental destruction* » (Edgardo Lander, 2010, p. 7).

Le modèle capitaliste et néolibéral de développement est identifié comme la cause des changements climatiques et la solution réside dans la philosophie du bien vivre des peuples autochtones. L'ambassadeur de Bolivie aux Nations Unies explique la position du gouvernement Morales relativement aux changements climatiques : la Bolivie cherche à

³⁴ Les grandes entreprises feront l'impossible pour se sauver de cette crise, protégées par leurs gouvernements et les organismes financiers internationaux, engendrant une augmentation du réchauffement de la planète, plus de pillage de nos ressources naturelles et une plus grande violation du droit à la vie des plus pauvres et des plus vulnérables (traduction libre de l'auteure).

³⁵ L'exploitation minière cause la mort de la Terre Mère (traduction libre de l'auteure).

³⁶ La Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre Mère a été organisée par Evo Morales à Cochabamba en Bolivie en avril 2010 en réponse à la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques en décembre 2009.

trouver une solution durable aux questions environnementales en abordant les enjeux sous-jacents.

« Bolivia, Ecuador y otros países de América Latina ya han iniciado el proceso de definir una vía de desarrollo en este sentido, al utilizar términos como “vivir bien” para describir una forma de vida que no busca vivir “mejor”, a costa de los demás y la naturaleza, sino en armonía con todos³⁷ » (Solón et Cullinan, 2010, p. 7).

En résumé, le cadre environnemental, formulé dans les termes des changements climatiques s'insère parfaitement dans l'ensemble d'interprétation du mouvement autochtone transnational comprenant le cadre anticapitaliste et la philosophie du bien vivre.

3.4 Cadre issu de l'environnement international

Enfin, un cadre efficace doit mettre en relation les situations locales, nationales et internationales afin d'atteindre des actions et des interprétations communes des problèmes sociaux. Ici réside la principale difficulté des coordinations régionales : faire un lien entre les opportunités internationales et la réalité quotidienne des bases du mouvement autochtone. Le cadre des changements climatiques est, sans contredit, issu des sphères internationales. Il n'est cependant pas clair, du moins lors des entrevues, que le thème rejoigne les bases du mouvement autochtone, que ce soit en Amazonie ou dans les Andes. Bien que les changements climatiques aient inévitablement des impacts au niveau local, les communautés autochtones ne conçoivent pas de bénéfices concrets à discuter dans des conférences internationales des changements climatiques. Ces rencontres ne modifieront pas la situation dans leur communauté, qu'il y ait un problème d'accès à l'eau ou d'exploitation pétrolière. Le défi pour les coordinations régionales est de faire le lien entre les situations locales des bases du mouvement autochtone et les enjeux internationaux du moment qui offre un potentiel de visibilité, d'alliance et d'action. Les thématiques internationales n'ont pas nécessairement une résonance pour les communautés locales.

³⁷ La Bolivie, l'Équateur et d'autres pays d'Amérique latine ont déjà commencé le processus de définition d'une voie de développement en ce sens, en utilisant des termes comme « bien vivre » pour décrire un mode de vie qui ne vise pas à « mieux » vivre, au dépens des autres et de la nature, mais plutôt en harmonie avec tous (traduction libre de l'auteur).

Le cadre des changements climatiques peut toutefois être pertinent dans certains cas et les organisations autochtones commencent à se réapproprier ce cadre issu de l'international. Ainsi, dans le cas de la lutte pour la préservation du TIPNIS en 2011, le mouvement bolivien a articulé ses revendications selon ce cadre d'interprétation. Un communiqué de la CIDOB indique :

« La lucha sacrificada de nuestras hermanas y hermanos del TIPNIS, no debe ser olvidada y necesita de la solidaridad concreta para que ese millón de hectáreas de territorio y selva indígena, continúen ayudando a Bolivia y a la humanidad a enfrentar la grave crisis y agresión climática global³⁸ » (COICA, 2011e).

Bref, le cadre environnemental, sous l'aspect des changements climatiques, est de plus en plus réapproprié par les mouvements nationaux et locaux.

3.4.1 Distance entre les priorités des organisations nationales et des coordinations

Le cadre des changements climatiques, inclus dans l'ensemble du bien vivre et de l'anticapitalisme, ne reflète qu'une partie des priorités et des actions des organisations nationales. En effet, du côté des organisations amazoniennes, une grande attention est portée au territoire et aux ressources naturelles ce qui, de prime abord, s'intègre bien dans le cadre environnemental. Cependant, l'action des organisations nationales est plutôt centrée sur la législation nationale entourant le territoire et la gestion autochtone des ressources naturelles. Les actions de la COICA à l'international en ce qui concerne l'environnement fournit donc un levier moral aux organisations nationales. Elle n'offre cependant que très peu d'outils concrets, puisque la législation internationale en matière internationale tarde à venir. Des conventions et des déclarations comme celles dans le cadre des COP ou du Sommet de Cochabamba peuvent avoir un impact, mais celui-ci reste minime tant que la majorité des États ne s'accorde pas sur un plan d'action commun.

Au niveau andin, les priorités des organisations nationales sont plus diversifiées. Alors que le CONAMAQ désire consolider le pouvoir et l'autonomie des ayllus, la

³⁸ La lutte sacrifiée de nos sœurs et nos frères du TIPNIS ne doit pas être oubliée et a besoin de la solidarité concrète pour que ce million d'hectares de territoire et de jungle autochtone continue à aider la Bolivie et l'humanité à combattre la grave crise et agression climatique mondiale (traduction libre de l'auteure).

CONACAMI lutte contre les sociétés minières transnationales et l'ECUARUNARI travaille principalement sur la plurinationalité. Ainsi, le cadre environnemental sert la lutte contre l'industrie minière alors que le bien vivre peut être un levier pour la CONAMAQ. Suite à sa création, la CAOI a beaucoup travaillé sur les assemblées constituintes en Bolivie et en Équateur dans le contexte de la rédaction de nouvelles constitutions. Elle a aussi grandement outillé les organisations en ce qui a trait à la plurinationalité dans le contexte des États (Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito). Seulement, avec son virage discursif vers les changements climatiques et le bien vivre, les actions de la CAOI se dirigent davantage vers la sphère internationale et délaissent de plus en plus les processus nationaux.

3.4.2 Éloignement face aux réalités quotidiennes des bases

Les cadres utilisés par le mouvement autochtone transnational sont efficaces sur la scène internationale, mais s'avèrent trop éloignés des réalités des bases du mouvement pour leur offrir des outils concrets. Par exemple, comme le mentionne Cristina Santa Cruz (entrevue septembre 2010, Quito), le bien vivre reste une notion très abstraite pour les Colombiens, membres de la CAOI, vivant un conflit armé. Les coordinations régionales se positionnent dans les espaces internationaux comme des réserves de la moralité. Plusieurs observateurs du mouvement autochtone s'accordent pour y voir des gains au plan discursif, mais très ou trop peu d'avancées pratiques et concrètes au sein des coordinations régionales (Nelson Antequerra, entrevue août 2010, La Paz; Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima; Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito, Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito). La COICA et la CAOI doivent conserver des espaces pour discuter des questions et des enjeux nationaux.

La faiblesse du mouvement autochtone transnational vient du fait qu'il ne choisit pas les thèmes de discussion dans les espaces internationaux et reste à la remorque des États. Sur certaines scènes, comme les espaces altermondialistes, le mouvement autochtone a réussi à se positionner comme un acteur incontournable. Toutefois, dans les espaces étatiques, où les décisions importantes pour les peuples autochtones concernant les changements climatiques et l'environnement sont prises, le mouvement autochtone reste un acteur marginal. C'est alors que les changements climatiques sont « à la mode », que la coopération internationale

finance des projets qui sont en lien et organisent des rencontres pour les peuples autochtones sur cette thématique. « *Ahora, es cambio climático, ¿después que será? No se*³⁹ » se questionne Arturo Cevallos (entrevue septembre 2010, Quito).

Pendant que le mouvement autochtone doit s'adapter aux thèmes imposés par les États et la coopération internationale, les avancées sur la scène internationale se situent au niveau discursif plus qu'au niveau pratique (Cesar Bedoya, entrevue septembre 2010, Lima). Les coordinations évoluent à travers une tension entre les enjeux locaux et les thèmes internationaux. Elles doivent combler ce vide par la représentation des intérêts locaux à l'international. Pour Arturo Cevallos, le danger survient quand les organisations qui sont censées être représentatives des dynamiques locales commencent à avoir leur vie propre et ne représentent que leurs intérêts personnels ou organisationnels. Le désenchantement se produit lorsque « *las organizaciones más locales no perciben ningún beneficio [de las coordinadoras]; no ven que estas organizaciones hayan ayudado a mejorar su calidad de vida o a superar problemas de pobreza, etc.*⁴⁰ » (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito). La COICA et la CAOI ont de grandes réussites dans les sphères internationales, mais les communautés ne constatent pas nécessairement l'effet de ces réussites.

Sans demander à la COICA et à la CAOI de se transformer en un ministère du développement, les coordinations régionales doivent demeurer à l'écoute des enjeux des bases du mouvement et servir leurs intérêts. Pour que le mouvement autochtone transnational conserve sa légitimité, les thèmes doivent correspondre aux préoccupations des bases et non pas être imposés ou influencés par les cadres internationaux ou le financement disponible du moment.

³⁹ Maintenant, ce sont les changements climatiques. Après, qu'est-ce que ce sera? Je ne sais pas. (traduction libre de l'auteur).

⁴⁰ Les organisations plus locales ne perçoivent aucun bénéfice [des coordinations régionales]; ne constatent pas qu'elles ont aidé à améliorer leur niveau de vie ou à combattre des problèmes de pauvreté et autres (traduction libre de l'auteur).

3.5 Distance entre les dirigeants et les bases

Des facteurs nationaux expliquent également cette tension des coordinations régionales entre l'international et le national. L'éloignement physique des dirigeants qui vivent en milieu urbain, la bureaucratisation des organisations et la professionnalisation des leaders contribuent à créer une distance avec les bases.

3.5.1 Éloignement des leaders

Tout d'abord, les sièges de la COICA et la CAOI se trouvent respectivement à Quito et à Lima. Ainsi, les dirigeants évoluent loin des réalités quotidiennes des communautés autochtones : ils vivent en ville, voyagent fréquemment et ont un mode de vie très différent de celui de la base du mouvement vivant principalement en milieu rural. À évoluer dans un milieu urbain, les dirigeants adoptent certains traits de la culture dominante et perdent contact avec la culture autochtone (Chase Smith, 1996, p. 91).

À partir des années 1980, les agences de coopération internationale et les ONG offrent des sommes, au début modestes puis de plus en plus généreuses, pour la réalisation de projets, de voyages, pour des services de conseillers ou pour organiser des réunions. Ces montants appuient le travail des leaders des organisations locales qui n'ont désormais plus besoin de faire d'énormes sacrifices au nom de la lutte autochtone. Les dirigeants reçoivent un salaire pour occuper leurs fonctions et voient s'ouvrir à eux la possibilité d'une carrière politique (Chase Smith, 1996, p. 91). Les dirigeants se professionnalisent et conçoivent leur travail au sein des organisations autochtones comme des possibilités d'avancement personnel. « *Las organizaciones entendidas no como instancias de responsabilidad colectiva y apoyo a un interés común, sino también como fuentes de poder, prestigio y recursos*⁴¹ » (étude confidentielle produite conjointement par quatre ONG sur l'état des relations entre les agences de coopération internationales et le mouvement autochtone en Équateur, 2006, en possession de l'auteur). Par exemple, en Équateur, les organisations autochtones étaient considérées comme un tremplin pour une carrière politique au sein du parti politique

⁴¹ Les organisations ne sont pas vues comme des instances de responsabilité collective et d'appui à un intérêt commun, mais plutôt comme une source de pouvoir, de prestige et de ressources (traduction libre de l'auteur).

Pachakutik. La professionnalisation des dirigeants permet aux partis politiques et aux gouvernements d'exercer une plus grande influence sur les organisations autochtones en offrant des possibilités de carrières aux leaders.

Les leaders qui voyagent acquièrent une expérience considérable, accroissent leur leadership et ont une vision plus large et complète des problèmes et des solutions. Cependant, en allant trop vers l'international et l'étranger, les leaders perdent leur contact avec les communautés locales qui ne connaissent pas les mécanismes des Nations Unies et des autres instances internationales. Les relations internationales sont faites de manière organique lorsqu'elles passent par la CAOI ou la COICA, mais s'entretiennent également au niveau personnel entre les dirigeants (Ampam Karakras, entrevue septembre 2010, Quito).

Le lien avec les bases est d'autant plus important que celles-ci sont stables et durables dans le temps comparativement aux élites dirigeantes qui changent fréquemment et tombent plus facilement (Pablo Regalski, entrevue août 2010, Cochabamba). Il est cependant difficile de rejoindre les communautés qui manifestent peu d'intérêt pour l'échelle internationale. Les communautés ont des préoccupations plus pressantes de leur réalité quotidienne (Wilfredo Plata, entrevue août 2010, La Paz). De plus, les processus de concertation et de dialogue avec les bases sont longs et laborieux. Il est ainsi tentant pour les coordinations régionales d'adopter une structure hiérarchique avec une direction qui détermine les orientations de l'organisation (Luis Maldonado, entrevue septembre 2010, Quito).

La relation entre le leadership et la base du mouvement est très complexe puisque seulement une petite partie de la communauté est mobilisée, et une plus petite portion encore peut agir à l'international, on constate donc un éloignement entre les leaders du mouvement et leurs bases. « *The fact that an organization has a wide membership or grassroots constituents does not make it representative or democratic* » (Barsh, 1991, p. 8 cité dans Brysk, 2000, p. 277).

3.5.2 Bureaucratisation des organisations autochtones

La cooptation ou bureaucratisation des mouvements sociaux est un grand défi pour les coordinations régionales. En effet, selon l'étude de Beikrat (2005, p. 28) les mouvements sociaux en Amérique latine ne restent pas indéfiniment en opposition avec le gouvernement; ils finissent par s'allier au gouvernement ou à des institutions internationales. Selon García et Lucero, « *la redes internacionales, casi por definición parecen ser más parte de foros internacionales que extensiones de comunidades indígenas locales*⁴² » (2005, p. 241). Effectivement, la bureaucratisation est presque inévitable pour les coordinations régionales puisqu'une certaine structure est nécessaire afin d'accéder aux institutions internationales. Les dirigeants doivent connaître le fonctionnement institutionnel et adopter leurs pratiques en conséquence. Les actions au niveau international peuvent être utiles, mais seulement lors d'occasions précises et ponctuelles. Des rencontres annuelles ou régulières au sein des Nations Unies amènent inévitablement à l'institutionnalisation du mouvement (Pablo Regalski, entrevue août 2010, Cochabamba). Les gouvernements constituent également une source de cooptation : ils ont de grandes ressources et peuvent implanter des pratiques de clientélisme qui divisent les organisations (Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima). Le cas de la COICA l'illustrera ci-après.

Finalement, le financement de la coopération internationale, avec sa lourdeur administrative, contribue aussi à la bureaucratisation des coordinations régionales. La coopération internationale demande aux organisations autochtones de suivre certains standards qui ne correspondent pas à leur culture. Certaines pratiques peuvent être considérées comme de la malversation d'un point de vue occidental, alors qu'elles ne le sont pas selon la logique des peuples autochtones. Cesar Bedoya (entrevue septembre 2010, Lima), par son expérience avec les peuples de l'Amazonie péruvienne, parle dans ce cas d'une perspective interculturelle à avoir. Ainsi, la COICA critique le manque de compréhension interculturelle de la part de la coopération internationale : « *Lastimosamente, nuestros "aliados" nos miraban, pero jamás fueron capaces de ver nuestras vidas y respetar*

⁴² Les réseaux internationaux, presque par définition, paraissent faire plus partie des forums internationaux qu'être des extensions des communautés autochtones locales (traduction libre de l'auteure).

*nuestro proceso de desenvolvimiento social y económico*⁴³ » (COICA, 2011c). Dans un document interne des agences de coopération internationale, on note une lacune importante des élites dirigeantes des organisations autochtones en ce qui a trait à la gestion des organisations, particulièrement en relation avec la transparence et la reddition de comptes (étude confidentielle en possession de l'auteure, 2006). Il est à noter qu'une mauvaise transparence ne signifie pas nécessairement une mauvaise gestion des budgets : les organisations autochtones n'ont pas les mêmes normes quant au rendement de comptes, mais peuvent tout de même être responsables quant aux dépenses (Fernando García, entrevue septembre 2010, Quito).

Alors que pour les peuples autochtones, la demande de reddition de comptes est perçue comme un manque de confiance, pour la coopération internationale il s'agit d'une condition de financement. Ainsi, les organisations autochtones qui reçoivent des fonds doivent adopter, un tant soit peu, les normes occidentales et se bureaucratisent; ce qui crée une distance encore un peu plus grande avec les bases.

*« La cooperación ha desarrollado un complicadísimo sistema de aplicación de sus programas, con toda una parafernalia imaginada por sus tecnócratas, que obliga, particularmente a las organizaciones, a invertir importantes recursos humanos en desentrañar verdaderos mamotretos que no tienen, en el fondo, otro objetivo que evidenciar una cooperación sustentada en la desconfianza*⁴⁴ » (Ponce, 2004).

Également, en fréquentant les sphères internationales, les dirigeants de coordinations régionales s'éloignent des préoccupations des bases. En effet, dans les rencontres et forums internationaux, les coordinations développent leur propre existence indépendamment de leurs membres. Selon un document interne produit par des ONG, dans la construction des plateformes des organisations, les préoccupations des bases, et parfois même les objectifs des organisations, viennent en second lieu, après la consolidation institutionnelle des coordinations (étude confidentielle en possession de l'auteure, 2006). Les dirigeants reçoivent tellement de demandes de l'extérieur qu'ils n'ont pas le temps de représenter leur

⁴³ Malheureusement, nos « alliés » nous regardaient, mais jamais ils n'ont été capables de comprendre nos vies et de respecter nos processus développement social et économique (traduction libre de l'auteure).

⁴⁴ La coopération a développé un système très compliqué pour appliquer ses programmes, avec tout un attirail imaginé par ses technocrates, qui oblige, particulièrement les organisations, à investir des ressources humaines importantes pour pénétrer de réels mastodontes qui, au fond, n'ont d'autre objectif que de mettre en évidence une coopération basée sur la méfiance (traduction libre de l'auteure).

organisation vers l'intérieur; il s'agit d'un dilemme très important pour les coordinations (Ibid). Cependant, en prenant des décisions sans consulter les communautés, les coordinations risquent de faire des actions qui ne représentent pas justement leurs membres. Les dirigeants courent le risque de perdre contact peu à peu avec les bases du mouvement et donc, de perdre leur légitimité (Nelson Antequerra, entrevue août 2010, La Paz; Ampam Karakras, entrevue septembre 2010, Quito; Wilfredo Plata, entrevue août 2010, La Paz; Pablo Regalski, entrevue août 2010, Cochabamba).

Bref, la COICA et la CAOI doivent constamment revenir à leurs membres et aux priorités de ceux-ci malgré les processus de bureaucratisation, d'institutionnalisation et de cooptation toujours présents dans leurs actions internationales. Les coordinations doivent utiliser les liens organisationnels qu'ils ont avec les bases et les consulter. Ainsi, comme le mentionne Chase Smith : « *salvo que las organizaciones que representan las comunidades indígenas locales puedan ejercer cierta autoridad sobre las nuevas estrategias de los lideres amazonicos, COICA escapara del control de sus bases sociales*⁴⁵ » (Richard Chase Smith cité dans García et Lucero 2005, 241-242). Il est à noter que selon les représentants des coordinations, les programmes de la COICA et de la CAOI sont bel et bien issus des priorités locales et nationales et élaborés en concert avec les bases (Juan Carlos Jintiach, entrevue septembre 2010, Quito; Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima).

3.6 Crise de légitimité dans les organisations régionales

L'expérience de certaines organisations régionales autochtones illustre cette tension entre les impératifs nationaux et locaux et avec cette tendance à s'internationaliser. Le CISA n'a pas su créer des liens de confiance et de représentation avec ses bases et n'a pu survivre. Une crise interne importante au début des années 2000 a fait craindre le pire à la COICA. Enfin, la CAOI, organisation très jeune, semble déjà prendre un tournant vers les enjeux internationaux et délaisser davantage les priorités nationales.

⁴⁵ Sauf si les organisations qui représentent les communautés locales autochtones puissent exercer une certaine autorité sur les nouvelles stratégies des leaders amazoniens, la COICA va échapper au contrôle de ses bases sociales (traduction libre de l'auteur).

3.6.1 Conseil indien sud-américain

Le CISA est un exemple maintes fois nommé lors des entrevues d'un échec total de l'organisation au niveau régional. Le CISA est créé à Cusco en 1980 par un groupe de professeurs universitaires affiliés au Mouvement indien péruvien et appuyé par des activistes européens du Conseil mondial des peuples autochtones. L'organisation se constitue sous une structure de type syndicale, mais n'a pas de processus défini pour répondre aux préoccupations des bases vers le haut. Le CISA est rapidement reconnu officiellement par les Nations Unies (1983) et participe à Genève à la promotion d'une déclaration des droits des peuples autochtones.

Le CISA établit ses bureaux à Lima. Depuis la capitale, il prône les idéologies pan-indianistes radicales, cadre ses actions dans les théories anticoloniales, rejette les impositions occidentales des syndicats ouvriers et appelle à un retour aux grandeurs d'un passé précolonial. L'organisation néglige cependant le pluralisme culturel des différents peuples de la région (Albó 2004; García et Lucero, 2005).

Particulièrement sur la scène internationale, le CISA s'est autoproclamé et se revendiquait comme l'unique voix légitime des peuples autochtones de l'Amérique du Sud. Même si l'organisation entretenait très peu de liens organisationnels avec les communautés autochtones à l'extérieur de Lima et de la Côte, plusieurs gouvernements européens ont adhéré avec enthousiasme à leur radicalisme ethnique qui a amené « *una gran confusión con respeto a las organizaciones indias en América Latina*⁴⁶ » (Richard Chase Smith cité dans García et Lucero, 2005, p. 238). « *They had urban and even international links but lacked close ties with grassroots communities in their respective countries* » (Albó, 2004, p. 24). En effet, les délégués du CISA étaient plutôt des intellectuels ayant des origines autochtones, mais vivant en Europe. S'étant fait connaître auprès des institutions internationales, le CISA parlait au nom des autochtones d'Amérique du Sud sans toutefois avoir de lien direct avec les bases.

⁴⁶ Une grande confusion quant aux organisations autochtones en Amérique latine (traduction libre de l'auteure).

Afin de légitimer ses actions, le CISA est allé chercher le soutien de quelques organisations de base en les invitant à leur congrès, en leur donnant de grandes sommes d'argent ou en les invitant à des rencontres internationales toutes dépenses payées. Tel a été le cas de la Fédération des communautés Yanesha (FECONAYA) en Amazonie péruvienne (Chase Smith, 1996, p. 93). La CISA prétendait représenter une grande région, mais en réalité, elle pouvait compter moins de membres qu'un groupe local qui ne représente qu'une seule région d'un pays (Brysk, 2000, p. 277).

La faible représentativité de l'organisation, combinée à des conflits internes de pouvoir et à la rhétorique radicale du CISA, a entraîné le déclin rapide de l'organisation régionale au début des années 1990.

« The CISA experience suggests a problem common among indigenous organizations, namely their weak representation of indigenous communities. Many times a new organization starts on the basis of the insight and inspiration of a few. But if after several years it fails to penetrate into the grassroots, something has gone wrong » (Albó, 2004, p. 24).

En fait, tout comme le CISA, les organisations régionales ont de la difficulté à faire reconnaître leur leadership face à leurs membres pour des raisons variées : conflit interne de leadership, manque de financement durable et la difficulté de passer de la démocratie directe et personnelle des communautés à une démocratie représentative plus distante. En plus de ces difficultés, l'attention des dirigeants du CISA était très orientée vers l'international, tant pour la recherche de ressources que pour sa visibilité. Ainsi, les relations avec les communautés locales ne se sont pas développées et pratiquement aucun lien ne s'est créé (Luis Maldonado, entrevue septembre 2010, Quito). Selon Albó (2004, p. 25), les idées et les projets du CISA étaient intéressants, mais sans liens solides avec les bases, ceux-ci semblaient être issus d'une sorte de « jet-set » autochtone.

Le CISA a laissé un goût amer aux organisations autochtones par ses tactiques agressives et la corruption de ses dirigeants et des leaders locaux. Le CISA, à plusieurs reprises, a pris publiquement position aux Nations Unies sans consulter ou discuter préalablement avec les organisations et les communautés locales qu'elle prétendait représenter. L'organisation était très verticale dans ses décisions et très secrète, elle avait une

lacune importante au niveau de la transparence. Enfin, elle avait, selon Chase Smith, tendance à idéologiser tous les enjeux, imitant le style des partis politiques (1994, p. 26).

Le CISA peut être considéré soit comme un exemple d'opportunisme politique ou plutôt comme un pionnier légitime de la lutte autochtone (García et Lucero, 2005, p. 238). Il est en effet une des premières organisations à avoir défendu les droits des peuples autochtones aux Nations Unies. Les espaces internationaux sont parfois chaotiques et les délégués ne sont pas toujours des représentants légitimes des bases. Toutefois, lorsque le CISA a cessé d'exister, certains de ses représentants sont devenus conseillers pour les organisations autochtones dans les sphères internationales. Ils connaissent le langage, savent à qui et comment parler, sont à l'aise avec le protocole et savent comment se comporter et tirer leur épingle du jeu au sein des institutions internationales (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito; Ricardo Calla, entrevue août 2010, La Paz; Fernando García, entrevue septembre 2010, Quito; Luis Maldonado, entrevue septembre 2010, Quito; Carlos Mamani, entrevue août 2010, La Paz; Igidio Naveda, entrevue septembre 2010, Lima; Luis Vittor, entrevue septembre 2010, Lima). Il faut toutefois se rappeler qu'à la différence du CISA, la COICA et la CAOI ont été constituées par les organisations nationales mêmes et non directement sur l'échelle internationale.

3.6.2 Trop grands succès pour la COICA

L'expérience de la COICA illustre également cette tension entre les échelles nationale et internationale intrinsèque aux mouvements transnationaux. La COICA a connu une croissance importante et de grands succès dans la décennie 1980. Toutefois, dès le début des années 1990 l'organisation a commencé à se constituer comme une entité autonome de ses bases, de plus en plus étrangère à ses organisations membres. Puis, ses dissensions ont surgi autour des enjeux de l'exploitation des ressources naturelles et des problèmes de corruption et de cooptation des leaders. Les divisions internes ont mené à une importante crise au début des années 2000.

Lors de sa création, les membres fondateurs de la COICA avaient en tête l'expérience ratée du CISA. Ils ont donc instauré différents garde-fous afin de s'assurer que les organisations membres conservent le contrôle sur la coordination (Chase Smith, 1994, p. 26).

On compte parmi ces mesures la rotation de la direction de la COICA entre les organisations membres et la création d'un comité de coordination multinational tel qu'exprimé précédemment (Albó, 2004, p. 25; Chase Smith, 1994).

La COICA gagne rapidement une visibilité à l'échelle internationale et obtient du financement de différentes ONG et agences de coopération internationales, entre autres en raison de son alliance avec le mouvement écologiste. Grâce à ses contacts dans les cercles internationaux, son alliance (plus symbolique que concrète) avec le mouvement environnemental et ses prix gagnés par ses dirigeants, la COICA et les peuples amazoniens ont obtenu une grande couverture médiatique, attirant ainsi plus de bailleurs de fonds et de figures politiques. En seulement dix ans (de 1984 à 1994), la COICA est passée d'une organisation inconnue tentant d'entrer dans les espaces internationaux à être l'organisation « chouchou » du moment dans les cercles environnementaux et des droits humains.

Cependant, avec le succès obtenu dans les premières années, la lutte pour le pouvoir se fait sentir dès la deuxième assemblée des membres en 1988 à Santa Cruz, Bolivie. L'élection de la nouvelle direction amène une division interne. Les positions de leadership, avec des budgets considérables et du financement international, sont vite devenues des enjeux de lutte et de contrôle. Dans ce contexte, le président de l'AIDSESEP Evaristo Nugkuag est réélu président en 1988, contre le principe, établi lors de la fondation de la COICA, de rotation de la présidence et de rotation du siège de l'organisation entre les pays des membres (Chase Smith, 1994, p. 28).

Les succès et les réussites de la coordination ont mis en relief sa faiblesse organisationnelle, et ont créé de nouveaux défis. Par exemple, la COICA se doit de maintenir une bonne communication entre les organisations nationales. Toutefois, l'accumulation d'information est une source de pouvoir dans les cultures amazoniennes. Certains rituels, cultes, musiques ou histoires sont des types de connaissance liés à des statuts personnels alors que la localisation des ressources et les habiletés pour utiliser les ressources sont gardées en grand secret à l'intérieur des groupes immédiats. L'information apporte donc du pouvoir à qui la détient et celui-ci ne la partage pas facilement. Ainsi, la coordination doit développer une culture politique qui valorise la communication et reconnaît l'importance de partager l'information (Chase Smith, 1994). L'ex-président de la CIDOB Adolfo Chavez admet que la

circulation de l'information est toujours un des plus grands défis de la COICA à l'heure actuelle (Adolfo Chavez, entrevue août 2010, Santa Cruz).

Au congrès de 1992, les critiques face à la direction étaient nombreuses : manque de participation du local dans la prise de décisions, manque d'information sur les politiques de développement, etc. (Chase Smith, 1996). Cette même année, les membres de la COICA reconnaissent de façon générale que le président avait administré l'organisme d'une façon très « personnaliste ». Plusieurs y ont vu la représentation du caudillo latino-américain (García et Lucero, 2005, p. 241). Les succès de la COICA ont amené ses dirigeants à prendre des décisions rapidement sans discuter ni consulter les organisations membres. La distance entre les dirigeants et la base a augmenté au fil des années, ce qui a réduit les possibilités de contrôle social et fiscal. « *Mientras mayor sea la distancia jerárquica y física entre las comunidades locales y las organizaciones que las representan, mas fácil es para sus líderes escapar del control social de las bases*⁴⁷ » (Chase Smith, 1996, p. 116). Chase Smith avertit : « *Without a consensus on the issues, positions taken by any leader may represent the view of only a small faction or even of a single person; when that happens, the organizations lose their consensual representivity and the political strength derived from that* » (1994, p. 32).

Chase Smith notait en 1994 que la distance grandissait entre les organisations de base et la COICA : la coordination mettait l'accent presque uniquement sur l'extérieur et dirigeait trop peu d'attention vers les communautés locales pour les informer ou les faire participer aux débats sur les enjeux politiques (Chase Smith, 1994, p. 33). La crise interne des années 2000, pour sa part, est plutôt causée par la corruption et la cooptation des dirigeants par des grands intérêts liés à l'exploitation des ressources naturelles de l'Amazonie.

3.6.3 Crise de corruption et de cooptation à la COICA

Les élites dirigeantes de la CONFENAIE subissent un processus de cooptation entre 1996 et 2002 qui amènera à une crise interne au sein de l'organisation. La COICA, proche de l'organisation équatorienne, sera entraînée dans le processus et vivra sa propre crise. Celle-ci culminera en 2005 par l'organisation en parallèle de deux Congrès de la coordination qui ne

⁴⁷ Plus la distance hiérarchique et physique est grande entre les communautés locales et les organisations qui les représentent, plus il est facile pour les leaders d'échapper au contrôle social des bases (traduction libre de l'auteur).

réussirent pas à rassembler les représentants de toutes les organisations membres de la COICA.

La CONFENAIE a subi un processus de cooptation de ses dirigeants par les sociétés pétrolières et le gouvernement. En effet, plusieurs leaders amazoniens participent de façon directe ou indirecte (comme administrateur ou actionnaire) dans différentes entreprises privées d'exploitation des ressources naturelles. Un petit groupe homogène de leaders a réussi à contrôler l'élection des représentants autochtones tout en assurant leurs intérêts dans les pétrolières et auprès du gouvernement (étude confidentielle en possession de l'auteur, 2006).

En 1996, le président équatorien Abdalá Bucaram⁴⁸ crée un ministère des Affaires autochtones et y nomme un dirigeant amazonien de la CONAIE comme ministre. Le gouvernement distribue de grandes sommes d'argent aux communautés autochtones de l'Amazonie et de quelques régions des Andes pour gagner leur appui. Grâce à ces méthodes de corruption des leaders autochtones, Bucaram crée la division au sein du mouvement autochtone (Zamosc, 2005, p. 200). Ces élites dirigeantes cherchaient le pouvoir personnel plus que l'avancement de la lutte autochtone.

La période de l'Assemblée constitutive de 1998 et des élections présidentielles de 1999 amène les organisations autochtones de l'Amazonie équatorienne à subordonner leur programme aux nécessités électorales sous le contrôle des élites cooptées. La CONFENAIE entre alors dans une étape de crise aigüe, tandis que le pouvoir des élites atteint son apogée. Les dirigeants autochtones appuient la conspiration menée par Lucio Gutiérrez⁴⁹ pour destituer le président Jamil Mahuad⁵⁰ en 2000. L'alliance avec Gutiérrez a permis à plusieurs leaders autochtones d'obtenir des postes à l'intérieur de la fonction publique et ainsi favoriser ses accords avec les sociétés pétrolières. Divers événements à partir de 2004 annoncent le déclin de ces élites cooptées : le retrait du consortium canadien d'un projet gazier, la chute du gouvernement Gutiérrez et l'élection de Rafael Correa en 2006, entre autres. Les appuis des élites se sont effrités et celles-ci ont perdu leur légitimité face aux organisations de base et

⁴⁸ Abdalá Bucaram est président de l'Équateur d'août 1996 à février 1997.

⁴⁹ Lucio Gutiérrez est président de l'Équateur de janvier 2003 à avril 2005.

⁵⁰ Jamil Mahuad est président de l'Équateur d'août 1998 à janvier 2000.

provinciales qui réclamaient des changements importants dans la CONFENAIE (étude confidentielle en possession de l'auteur, 2006).

La crise de la CONFENAIE mène directement à celle de la COICA en 2005. En décembre 2004, le président de la CONFENAIE, José Quenamà, est destitué lors d'une assemblée. Celui-ci ne reconnaît pas sa destitution et lutte pour la direction de l'organisation. La CONFENAIE est divisée : d'un côté ceux qui veulent travailler avec les pétrolières, dont font partie plusieurs élites dirigeantes de la CONFENAIE et de la COICA, et de l'autre côté, ceux qui rejettent l'exploitation des ressources naturelles de l'Amazonie. Le gouvernement Guitérrez tombe le 21 avril 2005 et la situation se complique pour la COICA. La coordination ne publie aucun communiqué sur la chute du gouvernement, mais envoie un mémo indiquant que la CONFENAIE ne pourra participer au VIIe Congrès de la COICA tant que ses conflits internes ne seront pas résolus, notamment en ce qui concerne les relations entre les fonctionnaires du gouvernement et les organisations membres (Équipe technique de la CONFENAIE, 2005). La COICA tente d'éviter que la CONFENAIE informe les autres organisations membres de l'implication intéressée et des tentatives de division de la part des dirigeants de la COICA et des relations de ceux-ci avec le régime déchu et les entreprises pétrolières.

Des organisations nationales, dont OPIAC, critiquent la direction de Manchineri, alors que d'autres organisations ou des individus à l'intérieur de celles-ci appuient le coordonnateur de la COICA. Ainsi, alors que le VIIe congrès devait se tenir à Yalimapo en Guyane française, la direction de la COICA organise l'événement à Santa Cruz, Bolivie. Les divisions internes amènent le département des communications à se dissocier de Manchineri : des informations contradictoires sont envoyées aux organisations membres sur les deux congrès. De plus, deux sites internet « officiels » invitent les membres à un ou l'autre des événements (www.coica.org et www.coica.org.ec). Le VII^e Congrès général de la COICA est par conséquent organisé à Yalimapo et à Santa Cruz. Des membres de la direction sont présents dans les deux événements, mais aucun ne réussit à réunir des représentants de toutes les organisations nationales membres (Équipe technique de la CONFENAIE, 2005).

Un fonctionnaire de la COICA, Rodrigo De la Cruz, discute des facteurs menant à la crise de la coordination. Il mentionne : la dépendance au financement de la coopération internationale, l'institutionnalisation des mouvements autochtones et la cooptation des

dirigeants par des intérêts étrangers. Les organisations autochtones ont reçu depuis plusieurs années un appui financier important de la coopération internationale, principalement des écologistes, tel que décrit précédemment. Ceci a placé les organisations autochtones dans une situation de dépendance face à un afflux facile en argent. Cette situation a ouvert la voie aux entreprises extractrices, spécialement les pétrolières, qui ont su persuader les leaders, habitués au financement étranger, grâce à leurs cadeaux et leurs politiques de « *buenas relaciones comunitarias*⁵¹ » (De la Cruz, 2005).

La dépendance au financement extérieur des communautés autochtones s'est accentuée au détriment direct de l'*empowerment* des communautés autochtones et de projets de développement durable autogérés. Cette situation, qualifiée de paternaliste par De la Cruz, s'est enracinée partout en Amazonie et est un facteur qui a mené à la crise de la COICA. Pour l'auteur, il est essentiel que le mouvement amazonien adopte de nouveaux paradigmes en accord avec leur cosmovision. Les peuples autochtones étaient enfermés dans un cadre d'interprétation, promu par les ONG environnementalistes, voulant que les autochtones doivent préserver et protéger la forêt et non l'exploiter. Ceci a donc facilité la tâche aux entreprises multinationales, qui sont venues exploiter irrationnellement leurs territoires avec la complicité des gouvernements et de leaders corrompus (De la Cruz, 2005).

Les mécanismes de participation des peuples autochtones ont été institutionnalisés selon les termes de la démocratie partisane, ce qui ne correspond pas aux paradigmes d'action traditionnels des peuples autochtones. Par conséquent, les intérêts de différents groupes de la société se sont mêlés au projet politique du mouvement autochtone et d'autres secteurs ont bénéficié de certains gains économiques et politiques au nom et au détriment des peuples autochtones (De la Cruz, 2005). Pour Arturo Cevallos (entrevue septembre 2010, Quito) de IBIS, la crise de la COICA est arrivée au moment où le mouvement autochtone s'est mis à jouer le jeu des États, c'est-à-dire lorsque les dirigeants autochtones ont été cooptés par les États.

Les enjeux en Amazonie sont énormes : exploitation du pétrole, du gaz, des mines, du bois, biodiversité gigantesque, eau et connaissances ancestrales des peuples autochtones. L'exploitation des hydrocarbures, spécialement, donne lieu à une lutte de pouvoir importante. En effet, selon De la Cruz, les organisations internationales et les États ont élaboré une

⁵¹ Bonnes relations communautaires (traduction libre de l'auteure).

stratégie géopolitique afin de créer les conditions politiques et juridiques leur permettant d'avoir accès aux ressources naturelles. La COICA, en tant qu'entité régionale, se constitue comme l'espace de prédilection pour discuter de ces enjeux à portée transnationale. Par conséquent, le conflit interne de l'organisation est en lien avec ces grands intérêts stratégiques dans le bassin amazonien qui sont, peut-être même, plus pervers que ceux présents dans la région andine (De la Cruz, 2005; Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

Bref, selon un rapport de la COICA, la division au sein de l'organisation a été causée

« por intereses de dirigentes individualistas y de intereses ajenos al movimiento indígena, que provocó la inestabilidad y la pérdida de credibilidad y seriedad interinstitucional y la desarticulación de nuestras acciones de lucha, sobre los derechos humanos de los Pueblos Indígenas en la Cuenca Amazónica⁵² » (COICA, 2008).

Des dirigeants qui cherchent plus leur avancement personnel, qui ont une mauvaise gestion financière et qui manquent de transparence, ont utilisé l'organisation pour leurs fins personnelles. La crise de la COICA n'est pas tant une division idéologique sur la position à prendre face à l'exploitation des ressources naturelles qu'une crise de corruption et de malversation (Équipe technique de la CONFENAIE, 2005).

L'Agenda autochtone amazonien (AIA), plan d'action 2007-2009, est une tentative d'unir les acteurs suite à cette crise. L'AIA a été élaboré en concertation avec les organisations membres afin de favoriser le dialogue et de consolider l'unité de la coordination. Selon Juan Carlos Jintiaich (entrevue septembre 2010, Quito), l'AIA est constituée par des demandes venues des organisations de bases. La COICA a fait un grand effort afin de coordonner et d'harmoniser les positions des différents acteurs et de définir conjointement des politiques et des stratégies durables pour les peuples amazoniens. L'AIA est un outil très intéressant et doit être utilisé en complémentarité avec d'autres opportunités comme la scène internationale où le nom de la COICA possède encore un certain prestige, même après la crise (COICA, 2011a; De la Cruz, 2005).

⁵² Par des dirigeants individualistes et des intérêts étrangers au mouvement autochtone, qui ont provoqué l'instabilité et la perte de crédibilité et de sérénité interinstitutionnelle ainsi que la désarticulation de nos actions de lutte pour les droits humains des peuples autochtone du bassin amazonien (traduction libre de l'auteur).

En résumé, la crise de la COICA montre comment des acteurs étrangers peuvent avoir une influence importante sur la perception que les organisations ont d'eux-mêmes, et sur la création d'une relation de dépendance aux ressources de la coopération internationale. De plus, le processus d'institutionnalisation et de cooptation agissant de façon permanente sur les mouvements sociaux, a neutralisé la capacité d'action de la COICA, ses dirigeants étant de mèche avec les gouvernements et les intérêts pétroliers. La cooptation et la corruption éloignent les leaders des bases du mouvement. La coordination perd ainsi tout son sens et sa légitimité, ne défendant plus les intérêts de ceux qu'elle prétend représenter. Il est donc essentiel pour les mouvements sociaux transnationaux de faire la part entre les opportunités internationales et les intérêts de ses membres nationaux et même locaux.

3.6.4 Tendance de la CAOI

La CAOI, bien que seulement créée en 2006, doit être vigilante afin de ne pas reproduire les erreurs de son homologue amazonien. On constate deux étapes dans la courte existence de la CAOI : de 2006-2009, les thématiques nationales sont centrales, mais depuis 2009, la CAOI se tourne de plus en plus vers l'échelle internationale. Selon certains observateurs, la CAOI risque une crise similaire à celle de la COICA si elle continue à s'éloigner des préoccupations des bases du mouvement (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito; Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

Dans un premier temps, faisant suite au programme d'échange d'expérience, la coordination andine a principalement travaillé sur des thèmes nationaux, importants pour ses membres. La solidarité politique était au centre de son programme. Elle a donc accompagné les mouvements bolivien et équatorien dans le processus des assemblées constituintes et dans la rédaction des nouvelles constitutions nationales. La CAOI a grandement appuyé les organisations nationales sur le thème de la plurinationalité. Elle a aussi travaillé sur le thème du droit à l'eau et a soutenu et donné de la visibilité aux actions des mouvements autochtones plus modestes comme les mapuches du Chili ou les autochtones d'Argentine. Enfin, la CAOI a joué un rôle important comme facilitateur lors de négociations avec les gouvernements (Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito).

Toutefois, depuis 2009, les thèmes internationaux comme les changements climatiques sont de plus en plus présents et la CAOI commence à s'institutionnaliser. La coordination semble en effet subir un processus de bureaucratisation. Alors que le siège devait changer entre les différentes organisations membres selon un système de rotation, le siège est maintenant bien établi à Lima et la coordination s'est constituée comme un secrétariat avec une structure institutionnelle. La bureaucratie risque d'engendrer des coûts supplémentaires et de ralentir l'atteinte des objectifs initiaux de la coordination. La CAOI grossit et prend de plus en plus d'espace; elle a donc besoin de plus de ressources. Étant plus près des bailleurs de fonds, sa plateforme est donc influencée par la coopération internationale (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito).

Les dirigeants de la CAOI sont très présents dans les forums internationaux et dans les événements comme les COP à Cancun ou Durban. La coordination concentre ses actions sur la scène internationale et délaisse peu à peu les enjeux plus nationaux ou particuliers de ses membres. Elle se positionne maintenant comme la grande défenderesse de la philosophie du bien vivre. Pour Cristina Santa Cruz (entrevue septembre 2010, Quito), la coordination andine se complait dans son rôle de « *reserva moral mundial*⁵³ » en prônant le monde de vie sain des peuples autochtones. Cependant, ses actions restent principalement sur le plan discursif. En s'éloignant des réalités concrètes et quotidiennes des bases du mouvement autochtone, il serait facile pour la CAOI de retourner vers le fondamentalisme et raviver le mythe du « bon sauvage » vis-à-vis des audiences internationales qui y sont très réceptives.

La CAOI ne cessera donc pas d'exister puisque ce type de discours est séduisant pour la coopération internationale qui appui le programme de la CAOI tourné vers l'extérieur. Elle continuera ainsi à recevoir du financement même si ses liens avec les bases s'affaiblissent. Elle risque néanmoins de perdre sa légitimité et donc son influence politique (Cristina Santa Cruz, entrevue septembre 2010, Quito). L'institutionnalisation et la cooptation étant des processus présents chez tous les mouvements sociaux, les coordinations régionales, prises entre deux échelles, doivent faire un effort d'autant plus important pour centrer ses actions sur les intérêts de ses membres nationaux.

⁵³ Réserve morale mondiale (traduction libre de l'auteure).

3.7 Conclusion

En conclusion, les expériences du CISA, de la COICA et de la CAOI illustrent cette tension entre les échelles nationale et internationale inhérente à tout mouvement transnational. Alors que la légitimité des mouvements transnationaux leur est octroyée par les peuples qu'ils représentent, une multitude de processus les amènent à s'en éloigner et à se rapprocher des acteurs internationaux.

D'une part, les coordinations régionales entretiennent des relations étroites, et même de dépendance, avec les ONG et les agences de coopération internationales. Elles ont besoin de leur soutien, mais sont par le fait même influencées par les priorités de la coopération internationale et des projets qu'elles financent. D'autre part, l'adoption de certains cadres d'interprétation issus de l'environnement international constitue des occasions pour les coordinations. Ainsi, en cadrant leur lutte selon les changements climatiques, elles ont accès à plusieurs forums, dont les COP, et vont chercher le soutien de différents alliés à l'international dont plusieurs ONG environnementalistes. Cependant, les coordinations doivent s'assurer que les cadres réappropriés correspondent toujours aux réalités des bases.

Enfin, les processus de bureaucratisation et d'institutionnalisation sont omniprésents à l'échelle internationale. Les normes et standards à suivre pour participer dans des événements internationaux sont nombreux. De plus, les règles de financement imposées par les bailleurs de fonds des coordinations ne correspondent pas toujours à la culture autochtone. Le risque de cooptation des élites dirigeantes est également présent, principalement lorsque les enjeux sont grands et les acteurs puissants. L'exploitation pétrolière en Amazonie en est le meilleur exemple.

Le défi pour les coordinations autochtones est de réussir à imposer leurs thèmes dans les forums internationaux et face aux États. Tant qu'elles seront à la remorque des États sur les sujets à l'ordre du jour, elles ne feront que s'adapter et ne pourront proposer.

CONCLUSION

Ce mémoire porte sur un aspect largement négligé par les auteurs dans l'étude des mouvements sociaux autochtones en Amérique latine : les interactions entre les différents niveaux d'action. En effet, comme nous l'avons constaté, plusieurs chercheurs s'intéressent à l'échelle nationale ou l'échelle internationale d'action des mouvements autochtones, mais très peu se penchent sur les relations entre les échelles. L'étude des cas des coordinations régionales amazonienne (COICA) et andine (CAOI) a montré que les mouvements transnationaux évoluent dans une tension constante entre le national, le transnational et l'international.

Les coordinations régionales sont formées par des organisations autochtones nationales, souvent des fédérations représentant elles-mêmes plusieurs peuples autochtones au sein d'un même État. Les cibles des organisations nationales sont principalement les gouvernements des États et parfois des entreprises multinationales comme les sociétés minières ou pétrolières. Ainsi, les peuples autochtones d'un même pays se regroupent au sein d'une fédération nationale comme la CIDOB qui représente les intérêts des Amazoniens devant le gouvernement bolivien. Les premières cibles des coordinations régionales sont également les États nationaux, mais celles-ci interviennent sur les scènes internationale et transnationale à la recherche d'un effet boomerang. Les coordinations mettent en place des actions visant différents gouvernements nationaux, indépendants les uns des autres, en appui aux programmes des organisations autochtones nationales. Les coordinations régionales relèvent de leurs membres nationaux, mais saisissent les opportunités à l'international. La nature d'un mouvement transnational est donc différente de celle d'un mouvement national. Par conséquent, ceux-ci ne peuvent être analysés en employant exactement les mêmes concepts.

Importance de l'échelle nationale

L'analyse présentée dans ce mémoire montre que les mouvements transnationaux autochtones perdent leur sens sans leurs interactions avec l'échelle nationale. Le cas du CISA et du mouvement international autochtone au début des années 1980 l'illustre bien. À l'opposé, un mouvement social peut connaître de grandes réussites tout en étant uniquement d'envergure nationale, sans ramifications significatives avec les sphères internationales. Pensons aux autonomies autochtones en Bolivie ou au programme d'éducation interculturelle et bilingue en Équateur (Albó, 2008). Cependant, avec la mondialisation des enjeux et la complexité des acteurs modernes, il est de plus en plus fréquent que les différents niveaux d'analyse soient en interrelation.

De façon intrinsèque, les mouvements transnationaux sont constitués par des relations interactives entre le local, le national et l'international (Brysk, 2000, p. 283). L'articulation entre les différentes échelles (Dufour et Goyer, 2009) est donc primordiale pour ceux-ci. Le cas des coordinations régionales autochtones montre comment les facteurs internationaux et nationaux influencent leur capacité d'action. En premier lieu, la coopération étrangère et les cadres issus de l'international influencent les plateformes de la COICA et de la CAOI. Ces dernières dépendent du soutien des ONG et des agences de coopération et leurs priorités d'action peuvent parfois être orientées ou teintées par celles qui les soutiennent. De plus, à force de fréquenter les forums internationaux, les coordinations régionales sont influencées par les cadres d'interprétation qui y circulent. Le mouvement transnational adopte certains cadres qui peuvent constituer une opportunité pour eux. Les discours redescendent vers les bases du mouvement qui les réinterprètent et les adaptent à leur réalité locale. Les cadres reconstruits remontent ensuite les échelles jusqu'aux coordinations régionales. Les cadres de signification voyagent donc du bas vers le haut, mais aussi du haut vers le bas. Il existe ainsi une inter-influence entre les différentes échelles des mouvements sociaux. Les cadres peuvent également être diffusés directement de l'international au local, sans passer par le transnational, comme c'est le cas lorsqu'une organisation locale, telle l'APG, participe à un forum international. On constate donc que les processus d'internalisation et d'internationalisation se produisent simultanément au sein des mouvements sociaux. Il est à noter que le mouvement autochtone a une grande difficulté à

imposer ou à faire adopter ses propres cadres d'interprétation dans les sphères internationales. Ceci constitue une limite importante à ses actions internationales, puisque le mouvement reste à la remorque des thèmes choisis et imposés par les États.

En deuxième lieu, le facteur national est omniprésent pour les coordinations régionales, puisque celles-ci tirent leur légitimité du fait qu'elles représentent des peuples et des communautés autochtones. Il est donc primordial pour elles d'entretenir des relations de confiance avec les bases du mouvement et de s'assurer de représenter leurs intérêts de façon juste. Ainsi, les actions des mouvements sociaux transnationaux doivent prendre source dans le besoin d'une population exclue d'obtenir un changement social et toujours travailler en ce sens. Malgré les tentations de cooptation et d'institutionnalisation, les actions internationales des mouvements sociaux doivent toujours préserver cet objectif. Les organisations autochtones nationales sont celles qui constituent les coordinations régionales et orientent leurs programmes et leurs plateformes d'actions. Comme l'affirment plusieurs théoriciens, l'échelle nationale reste ainsi déterminante dans la structuration des mouvements transnationaux (Tarrow et McAdam, 2005; Grimson et Pereyra, 2007).

Dans sa rhétorique, le mouvement autochtone ne reconnaît pas la constitution des États nationaux, puisque les peuples autochtones ont une existence précédente à ceux-ci. Partant de leurs liens historiques entre la Bolivie, le Pérou et l'Équateur, les peuples autochtones se sont regroupés au-delà des frontières nationales dans deux mouvements autochtones : une coordination pour les peuples de l'Amazonie et une pour les peuples andins. Malgré tout, l'État reste un concept central et la cible principale des demandes. Les mouvements transnationaux entretiennent des relations continues entre les différentes échelles sans tracer de division claire entre celles-ci.

Une des particularités du mouvement transnational autochtone réside dans la contradiction entre ses cadres d'interprétation et les cibles de ses actions. En effet, le système international reconnaît des droits aux peuples autochtones par leur existence comme peuples souverains avant la colonisation ou l'expansion des États (Daes, 2008). Par conséquent, dans leur discours, les mouvements autochtones ne reconnaissent souvent pas la légitimité des États nations et demandent même la reconstitution du Tawantinsuyo. Toutefois, dans la réalité, les mouvements autochtones nationaux ciblent les États et vont même jusqu'à

participer aux gouvernements. Par conséquent, les cadres issus de l'international peuvent entrer en contradiction avec la réalité nationale des mouvements autochtones.

En somme, le chapitre trois a démontré la tension constante entre les impératifs internationaux et nationaux entre lesquelles les coordinations régionales sont prises en étau. Les modèles du boomerang et du déficit démocratique de Keck et Sikkink (1998) sont utiles pour comprendre pourquoi les mouvements sociaux nationaux agissent dans les sphères internationales. Ceci étant dit, et malgré l'importance de l'échelle étatique, un mouvement transnational ne peut pas être analysé de la même façon qu'un mouvement social national. Les théories des mouvements sociaux (mobilisation des ressources, cadres d'interprétation et institutionnalisation) doivent donc être adaptées à l'objet transnational.

Théorie de la mobilisation des ressources

La théorie de la mobilisation des ressources se doit de s'ajuster à l'étude d'un mouvement transnational. Les ressources qu'un mouvement vise ne sont pas les mêmes, qu'il évolue uniquement dans une sphère nationale ou qu'il soit transnational. Au transnational, les mouvements sociaux ne sont plus dépendants exclusivement de leur structure d'opportunité politique à l'intérieur de l'État. En effet, les acteurs sociaux exclus du système n'ont souvent pas ou très peu de ressources, mais ont la possibilité d'en obtenir dans leur environnement transnational. L'influence de la coopération internationale sur les succès des mouvements autochtones en est un excellent exemple. Malgré le peu de ressources financières et leur exclusion marquée de la société dominante (particulièrement pour les Amazoniens), les peuples autochtones ont réussi à jouer un rôle sur la scène politique nationale, notamment en Équateur et en Bolivie. L'appui en matière d'organisation et de ressources humaines et financières de la coopération internationale est un facteur clef dans l'émergence et la consolidation des mouvements transnationaux autochtones. La proximité entre les programmes des ONG et des agences de coopération (dont Oxfam) et l'évolution et la consolidation de la COICA et de la CAOI l'illustrent. Comme l'indique McCarthy, la pérennité des mouvements transnationaux est intimement liée à la disponibilité de ressources financières, plus qu'à la présence de membres mobilisés (McCarthy, 1997).

Alison Brysk rejette la théorie de la mobilisation des ressources pour l'étude des mouvements autochtones internationaux puisque cette théorie n'explique pas comment un groupe marginalisé, comme les autochtones, est susceptible d'être actif à l'échelle internationale (Brysk, 2000, p. 37). Brysk ne considère cependant pas les ressources disponibles au-delà des frontières nationales; les agences de coopération internationales étant très sensibles à l'image des peuples autochtones. De cette façon, la théorie de la mobilisation des ressources ne peut plus être conçue que dans les limites de l'État national.

Théorie des cadres d'interprétation

En ce qui concerne les cadres d'interprétation, il est beaucoup plus ardu de construire un cadre fort et rassembleur pour un mouvement transnational que pour un mouvement national. Le premier mouvement doit avoir un effet sur des cibles internationales et nationales, mais aussi inclure les réalités locales propres à chaque constituant du mouvement. Il est complexe d'arrimer des interprétations parfois discordantes de la réalité d'un pays à un autre. Ainsi, les cadres sont construits et reconstruits en permanence par les interactions entre les différentes échelles.

L'adoption d'un cadre par un mouvement transnational a souvent des impacts sur les mouvements nationaux. En effet, une étude du mouvement autochtone salvadorien par Virginia Tilley (2002) montre comment, dans ce contexte particulier, un cadre issu du mouvement international peut avoir des conséquences néfastes sur les luttes locales et nationales. Par ailleurs, les mouvements locaux emploient des discours différents et n'utilisent pas nécessairement les mêmes cadres. Par exemple, les peuples amazoniens de Bolivie ont justifié leurs demandes selon le cadre écologique et des changements climatiques dans leur lutte pour la conservation du TIPNIS. Simultanément, le peuple ashuar du Pérou, dans sa lutte contre la société pétrolière Talisman, justifie plutôt ses revendications en fonction des droits fondamentaux des peuples autochtones et non selon le cadre environnemental, malgré leur association avec Amazon Watch (Amazon Watch, 2011).

De cette façon, la notion constructiviste de cadre d'interprétation doit être adaptée à l'analyse d'un mouvement transnational. Les interprétations et réinterprétations opérées par

les différentes échelles doivent être prises en compte dans l'étude des cadres d'un mouvement transnational.

Institutionnalisation

Enfin, bien qu'elle ne soit pas propre au mouvement autochtone, la notion d'institutionnalisation doit s'adapter aux mouvements transnationaux. Alors qu'à toutes les échelles, la flexibilité et l'inclusion sont des éléments primordiaux pour la pérennité d'un mouvement social, ceci est d'autant plus vrai pour l'échelle transnationale, alors que les mouvements transnationaux regroupent un grand nombre d'acteurs. Les bases ne participant pas directement au sein d'un mouvement transnational, les risques de cooptation et d'institutionnalisation n'en sont que multipliés. Comme il a été montré, les dirigeants doivent redoubler de prudence et d'efforts afin de rester ancrés dans les préoccupations quotidiennes des bases du mouvement, malgré un éloignement certain.

Par conséquent, un mouvement transnational subit l'influence d'acteurs à différentes échelles. Par exemple, lors de la crise de la COICA aux débuts des années 2000, les sources de cooptation étaient multiples et multi-niveaux. En effet, au niveau national, la CONFENAIE et le gouvernement équatorien ont contribué à la corruption et à la cooptation des élites dirigeantes de la COICA. Au niveau international et transnational, des entreprises pétrolières multinationales, des ONG et même des gouvernements étrangers via les agences de coopération (Arturo Cevallos, entrevue septembre 2010, Quito) ont favorisé cette crise interne de la coordination. En résumé, lors de l'analyse d'un mouvement transnational, on ne peut faire fi de l'influence d'une échelle d'action, comme l'illustre le processus d'institutionnalisation.

Contribution de l'échelle transnationale d'action

Ce mémoire s'intéresse aux mouvements transnationaux autochtones dans les Andes et en Amazonie alors que très peu d'études y ont été consacrées. Certains chercheurs vont même jusqu'à remettre en cause l'existence d'un véritable mouvement social à l'échelle transnationale. De fait, Ricardo Calla indique qu'aucune action marquante ne sera entreprise

de façon régionale : une manifestation ne traversera pas les frontières (entrevue août 2010, La Paz). Les coordinations régionales auraient-elles simplement institutionnalisé un réseau préexistant de relations entre les organisations nationales autochtones?

Nous croyons qu'un mouvement social autochtone est bel et bien constitué à l'échelle transnationale, malgré un répertoire d'action distinct de celui des mouvements nationaux. Le rôle des coordinations se situe à un autre niveau : solidarité, sensibilisation des cibles internationales, représentation dans les forums internationaux, etc. Pour reprendre la définition d'un mouvement social présenté au premier chapitre, les mouvements transnationaux amazoniens et andins sont composés de groupes exclus des processus de prise de décision de la société selon des rapports sociaux inégaux et de domination. Ils sont formés en réseaux et sont engagés dans une volonté collective de changer des éléments de la structure sociale.

Peu d'auteurs s'intéressent aux actions de la COICA et de la CAOI, car elles sont peu connues (même au sein du mouvement autochtone) et ont peu de pouvoir. Leur faiblesse est due à plusieurs facteurs, à savoir : 1) leur institutionnalisation qui manque parfois de flexibilité; 2) leur dépendance au financement extérieur qui crée des risques de cooptation et qui influence leur programme; et 3) leurs positions frileuses, car elles doivent privilégier des cadres qui englobent les intérêts de tous leurs membres⁵⁴.

Les actions des certains mouvements transnationaux sont souvent ignorées parce qu'elles sont moins marquantes que les grandes marches entreprises par un mouvement national et moins flamboyantes que la présence d'un leader arborant un costume traditionnel lors d'une rencontre des Nations Unies à Genève. Le mouvement transnational contribue à sa façon à l'avancement de la lutte autochtone en Amérique latine. Comme ce mémoire l'a illustré, les échanges entre les différentes échelles sont multiples, complexes et celles-ci s'inter-influencent. L'analyse des mouvements autochtones doit donc prendre en compte l'influence exercée par les différentes échelles afin de saisir la complexité des actions collectives.

⁵⁴ Pensons seulement à la difficile position de la COICA sur l'exploitation pétrolière.

ANNEXE A : La COICA

COICA Coordination d'organisations autochtones du bassin amazonien	
Date et lieu de fondation	Lima, Pérou en 1984
Siège	Quito, Équateur (depuis 1993) Lima, Pérou (de 1984 à 1992)
Membres	Depuis 1984 : 1. AIDSEP (Association interethnique de développement de la jungle péruvienne) – 350 000 pers. 2. CIDOB (Confédération des peuples autochtone de Bolivie) 3. CONFENAIE (Confédération des nationalités autochtones de l'Amazonie équatorienne) Depuis 1992 : 4. APA (Association des peuples autochtones de Guyane) 5. CONIVE (Conseil national autochtone du Venezuela) 6. FOAG (Fédération des organisations autochtones de Guyane française) 7. OIS (Organisation des peuples autochtones du Suriname) 8. COIAB (Coordination des organisations autochtones de l'Amazonie brésilienne) 9. OPIAC (Organisation des peuples autochtones de l'Amazonie colombienne)
Coordonnateurs	Edwin Vásquez Campos, Pérou (depuis 2009) Egberto Tabo Chipunavi, Bolivie (2005-2009) Sebastiao Haji Manchinery, Brésil (2001-2005) Antonio Jacanamijoy, Colombie (1996-2001) Valerio Grefa Uquiña, Équateur (1992-1996) Evaristo Nungkuag Ikanan, Pérou (1984-1992)

ANNEXE B : La CAOI

CAOI Coordination andine d'organisations autochtones	
Date et lieu de fondation	17 juillet 2006, Cusco, Pérou
Siège	Lima, Pérou
Membres	1. CONACAMI (Confédération nationale des communautés du Pérou affectées par l'exploitation minière) 2. CONAMAQ (Conseil national des ayllus et markas du Qullasuyu) 3. ECUARUNARI (Confédération Kichwa de l'Équateur) 4. ONIC (Organisation nationale autochtone de Colombie) 5. CITEM (Coordination des identités territoriales Mapuche) 6. ONPIA (Organisation des nations et peuples autochtones d'Argentine)
Coordonnateurs	Miguel Palacin, Pérou (depuis 2010) Humberto Cholango, Équateur (2006-2009)

ANNEXE C : Liste des entrevues

- Antequerra, Nelson. Chercheur. Entrevue le 12 août 2010, La Paz, Bolivie.
- Antezana, Fernando. Chercheur. Entrevue le 3 août 2010, Cochabamba, Bolivie.
- Apata, Gabino. Dirigeant, CONAMAQ. Entrevue le 10 août 2010, La Paz, Bolivie.
- Canedo, Gabriella. Professeure, Université Majeure San Simon. Entrevue le 3 août 2010, Cochabamba, Bolivie.
- Chavez, Adolfo. Président sortant, CIDOB. Entrevue le 18 août 2010, Santa Cruz, Bolivie.
- Cholango, Humberto. Ancien président, ECUARUNARI. Ancien président, CAOI. Entrevue le 9 septembre 2010, Quito, Équateur.
- Bedoya, Cesar. ONG Prodialogo. Entrevue le 3 septembre 2010, Lima, Pérou.
- Calla, Pamela. Professeure, Université de New York. Entrevue le 11 août 2010, La Paz, Bolivie.
- Calla, Ricardo. Recteur, Université de la Cordillera. Ancien ministre des affaires autochtones et paysannes, gouvernement de Bolivie. Entrevue le 12 août 2010, La Paz, Bolivie.
- Cevallos, Artuto. IBIS. Entrevue le 14 septembre 2010, Quito, Équateur.
- De la Fuente, Manuel. Professeur, Université Majeure San Simon. Entrevue le 2 août 2010, Cochabamba, Bolivie.
- García, Fernando. Professeur, FLACSO – Équateur. Entrevue le 8 septembre 2010, Quito, Équateur.
- Jintiach, Juan Carlos. Dirigeant, COICA. Entrevue le 15 septembre 2010.
- Karakras, Ampam. Conseiller, COICA. Ancien leader shuar, Conseil de développement des nationalités et peuples de l'Équateur (CODENPE). Entrevue le 14 septembre 2010, Quito, Équateur.
- León, Jorge. Chercheur, Centre pour la recherche et le développement des mouvements sociaux d'Équateur (CEDIME). Entrevue le 6 septembre 2010, Quito, Équateur.
- León, Osvaldo. Agence latino-américaine pour l'information (ALAI). Entrevue le 15 septembre 2010, Quito, Équateur.
- Maldonado, Luis. Ancien président, ECUARUNARI. Entrevue le 15 septembre 2010, Quito, Équateur.

- Mamani, Carlos. Co-fondateur, CONAMAQ. Représentant et président sortant, Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Entrevue le 11 août 2010, La Paz, Bolivie.
- Martínez, Mateo. Responsable du secrétariat technique, Fond pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes. Entrevue le 12 août 2010, La Paz, Bolivie.
- Meyer-Cook, Fiona. Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI). Entrevue le 25 juillet 2010, Ottawa, Canada.
- Morocho, Manuel. Assistant légal, CONAIE. Entrevue le 15 septembre 2010, Quito, Équateur.
- Muro, Roger. AIDSEP. Entrevue le 2 septembre 2010, Lima, Pérou.
- Naveda, Igidio. Responsable des dossiers autochtones, Oxfam Amérique. Entrevue le 3 septembre 2010, Lima, Pérou.
- Nieto, Luis. CSUTCB. Entrevue le 10 août 2010, La Paz, Bolivie.
- Plata, Wilfredo. Fundación TIERRA. Entrevue le 13 août 2010, La Paz, Bolivie.
- Regalski, Pablo. Chercheur et consultant. Entrevue le 3 août 2010, Cochabamba, Bolivie.
- Salazar, Fernando. Professeur, Institut d'études sociales et économiques, Université Majeure de San Simon (IESE-UMSS). Entrevue le 4 août 2010, Cochabamba, Bolivie.
- Sanchez, Oseas. Président, CONAP. Entrevue le 31 août 2010, Lima, Pérou.
- Santa Cruz, Cristina. APN. Entrevue le 17 septembre 2010, Quito, Équateur.
- Sarango, Luis Fernando. Recteur, Université interculturelle des nationalités et des peuples autochtones. Entrevue 8 septembre 2010, Quito, Équateur.
- Sisco, Cristobal. Membre de l'organisation Jovenes indígenas y originarios. Entrevue le 30 juillet 2010, Cochabamba, Bolivie.
- Soto, Gustavo. Centre d'études appliquées aux droits économiques, sociaux et culturels (CEADESC). Entrevue le 3 août 2010, Cochabamba, Bolivie.
- Urquidi, Magaly. Centre de coopération suédoise. Entrevue le 4 août 2010, Cochabamba, Bolivie.
- Velasque, Cecilia. CONAIE. Entrevue le 21 septembre 2010, Quito, Équateur.
- Vittor, Luis. Dirigeant, CAOI. Entrevue le 3 septembre 2010, Lima, Pérou.

BIBLIOGRAPHIE

- AIDSESEP. s. d. *Porqué y como se construye AIDSESEP: La historia de la organización indígena*. [En ligne] www.aidesep.org.pe/editor/documentos/5.pdf. Consultation le 30 octobre 2011.
- Albó, Xavier. 2004. « Ethnic Identity and Politics in the Central Andes. The Cases of Bolivia, Ecuador, and Peru ». In *Politics in the Andes: Identity, Conflict, Reform*, sous la dir. de Jo-Marie Burt et Philip Mauceri, p. 17-37. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.
- Albó, Xavier. 2008. *Movimientos y Poder Indígena en Bolivia, Ecuador y Perú*. La Paz : CIPCA, 294 p.
- Albro, Robert. 2006. « The Culture of Democracy and Bolivia's Indigenous Movements ». *Critique of Anthropology*, vol. 26, no 4 (décembre), p. 387-410.
- Alfred, Taiaiake. 1999. *Peace, Power, Righteousness. An Indigenous Manifesto*. Don Mills (Ont.) : Oxford University Press, 174 p.
- Amazon Watch. 2011. *The Achuar of the Pastaza and Morona*. [En ligne] amazonwatch.org/work/achuar. Consultation le 8 décembre 2011.
- Andolina, Robert, Sarah Radcliffe et Nina Laurie. 2005. « Gobernabilidad e Identidad: Indigeneidades Transnacionales en Bolivia ». In *Pueblos Indígenas, Estado y Democracia*, sous la dir. de Pablo Dávalos, p. 133-170. Buenos Aires : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO).
- Biekart, Kees. 2005. *Políticas de las ONGs Europeas para América Latina: Tendencias y Perspectivas Recientes*. La Haye: Instituto de Estudios Sociales, 41 p.
- Beaucage, Pierre. 1994. « Los Estudios sobre los Movimientos Sociales en la Sierra Norte de Puebla (1969-1989) ». *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 56, no 2 (avril-juin), p. 33-55.

- Becker, Marc. 2007. « Comunistas, Indigenistas e Indígenas en la Formación de la Federación Ecuatoriana de Indios y el Instituto Indigenista Ecuatoriano ». *Iconos. Revista de Ciencias Sociales*, no 27 (janvier), p. 135-144.
- Becker, Marc. 2008. « Third Continental Summit of Indigenous Peoples and Nationalities of Abya Yala: From Resistance to Power ». *Latin American and Caribbean Ethnic Studies*, vol. 3, no 1 (mars), p. 85-107.
- Bennett, W. Lance. 2005. « Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism ». In *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. De Donatella della Porta et Sydney Tarrow. Lanham (MD) : Rowman & Littlefield Publishers, p. 203-226.
- Blanco, Hugo. 2009. « Pérou : le massacre de Bagua ». *Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde*. [En ligne] www.cadtm.org/Perou-le-massacre-de-Bagua. Consultation le 3 décembre 2011.
- Brysk, Alison. 1994. « Acting Globally: Indian Rights and International Politics in Latin America ». In *Indigenous Peoples and Democracy in Latin America*, sous la dir. de Donna Lee Van Cott, p. 29-51. New York : St. Martin's Press.
- Brysk, Alison. 1996. « Turning Weakness into Strength: The Internationalization of Indian Rights ». *Latin American Perspectives*, vol. 23, no 2 (printemps), p. 38-57.
- Brysk, Alison. 2000. *From Tribal Village to Global Village. Indian Rights and International Relations in Latin America*. Stanford : Stanford University Press, 370 p.
- Campbell, John. 2005. « Where Do We Stand? Common Mechanisms in Organizations and Social Movements Research ». In *Social Movements and Organization Theory*, sous la dir. De Gerald F. David, Doug McAdam, W. Richard Scott et Mayer N. Zald, p. 41-68. New York : Cambridge University Press.
- CAOI. 2010a. *Buen Vivir. Vivir Bien: Filosofía, Políticas, Estrategias y Experiencias Regionales Andinas*. Lima : CAOI, 106 p.
- CAOI. 2010b. *Memoria CAOI 2006-2010. De la Resistencia a la Propuesta y la Acción*. Quito : CAOI, 64 p.

- Chase Smith, Richard. 1994. *The Politics of Diversity: COICA and the Ethnic Federations of Amazonia*. Lima : Research Project on Economic Strategies, 42 p.
- Chase Smith, Richard. 1996. « Las Políticas de la Diversidad. COICA y las Federaciones Étnicas de la Amazonía ». In *Pueblos Indios, Soberanía y Globalismo*, sous la dir. de Stefano Varese, p.81-125. Quito : Éditions Abya-Yala.
- Chirif Tirado, Alberto, Pedro García Hierro et Richard Chase Smith. 1991. *El Indígena y su territorio son uno solo: Estrategias para la Defensa de los Pueblos y Territorios Indígenas en la Cuenca Amazónica*. Lima : Oxfam América et COICA, 214 p.
- Choque, María Eugenia. 2001. *La Reconstitución del Ayllu y los Derechos de los Pueblos Indígenas*. [En ligne] www.flacso.org.ec/docs/sasintchoque.pdf. Consultation le 30 octobre 2011.
- CIDOB. 2007. *La Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia*. [En ligne] www.cidob-bo.org/index.php?option=com_content&task=view&id=12&Itemid=41. Consultation le 30 octobre 2011.
- CIDOB. 2008. *Plan Estratégico 2007-2013*. Santa Cruz : CIDOB, 79 p.
- Clark, John. 2003. *World Apart: Civil Society and the Battle for Ethical Globalization*. Bloomfield (CT) : Kumarian Press, 268 p.
- Coates, Ken S. 2004. *A Global History of Indigenous Peoples. Struggle and Survival*. New York : Palgrave Macmillan, 297 p.
- COICA. 2008. *Consolidando el Fortalecimiento Institucional de la Cuenca Amazónica: Informe gestión 2008*. [En ligne] www.coica.org.ec/sp/gestion/libro_informe_gestion2008.pdf, 51 p. Consultation le 13 octobre 2011.
- COICA. 2011a. *Agenda Indígena Amazónica (A.I.A) de COICA*. [En ligne] www.coica.org.ec/sp/publicaciones/plangeneral/index.htm. Consultation le 13 octobre 2011.
- COICA. 2011b. *Coordinator of Indigenous Organizations of the Amazon Basin*. [En ligne] www.coica.org.ec/ingles/organization/vision.htm. Consultation le 30 octobre 2011.

- COICA. 2011c. *Orientaciones para Cooperaciones*. [En ligne] www.coica.org.ec/sp/cooperacion/index.html. Consultation le 17 novembre 2011.
- COICA. 2011d. *Pueblos Amazónicos Consensuarán Políticas Continentales*. [En ligne] www.coica.org.ec/cumbre2011/index.php/using-joomla/extensions/components/content-component/article-categories/216-pueblos-amazonicos-consensuaran-politicas-continentales. Consultation le 30 octobre 2011.
- COICA. 2011e. *Pueblos Indígenas de la COP17 se Solidarizan con CIDOB-TIPNIS*. [En ligne] www.cidob-bo.org/index.php?option=com_content&view=article&id=891:pueblos-indigenas-de-la-cop17-se-solidarizan-con-cidob-tipnis&catid=82:noticias&Itemid=2. Consultation le 10 décembre 2011.
- CONACAMI. 2011. *CONACAMI Perú*. [En ligne] www.conacami.org. Consultation le 12 avril 2011.
- CONAIE. 2011. *Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador*. [En ligne] www.conaie.org. Consultation le 30 octobre 2011.
- CONAMAQ. 2009. *Acerca de CONAMAQ*. [En ligne] www.conamaq.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1&Itemid=6. Consultation le 30 octobre 2011.
- CONFENAIE. 2011. *CONFENAIE*. [En ligne] www.ecuanex.net.ec/confeniaie/. Consultation le 12 avril 2011.
- Conosur Ñawpaqman. 2010. « La Madre Tierra Está Herida ». *Revista Rural Bilingüe para la Nación Quechua*, année 27 (juillet-août), p. 1.
- Cordero, Jaime. 2009. « Matanza de policías en una protesta indígena en Perú ». *El país.com* (Madrid), 7 juin. [En ligne] www.elpais.com/articulo/internacional/Matanza/policias/protesta/indigena/Peru/elpepiint/20090607elpepiint_8/Tes. Consultation le 30 octobre 2011.
- Cornthassel, Jeff. 2007. « Partnership in Action? Indigenous Political Mobilization and Co-optation during the First UN Indigenous Decade (1995-2004) ». *Human Rights Quarterly*, vol. 29, no 1 (février), p. 137-166.

- Corn tassel, Jeff et Tomas Hopkins Primeau. 1998. « The Paradox of Indigenous Identity: A Levels-of-Analysis Approach ». *Global Governance*, vol. 4, no 2 (avril-juin), p. 139-156.
- Daes, Erica-Irene A. 2008. « An Overview of the History of Indigenous Peoples: Self-Determination and the United Nations ». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 21, no 1 (mars), p. 7-26.
- De la Cruz, Rodrigo. 2005. « COICA : Crisis interna y retos ». *ALAI, América Latina en Movimiento*. [En ligne] alainet.org/active/12368&lang=es. Consultation le 13 octobre 2011.
- Della Porta, Donatella et Sidney Tarrow. 2005. « Transnational Processes and Social Activism: An Introduction ». In *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella della Porta et Sydney Tarrow, p. 1-17. Lanham (MD) : Rowman & Littlefield Publishers.
- Dufour, Pascale et Renaud Goyer. 2009. « Analyse de la transnationalisation de l'action collective : Proposition pour une géographie des solidarités transnationales ». *Sociologie et société*, vol. 41, no 2 (automne), p. 111-134.
- ECUARUNARI. 2010. *20 Años del Levantamiento Indígena: los RUNAS Luchamos por la Vida*. [En ligne] ecuarunari.org/portal/20%20a%C3%B1os%20de%201er%20Levantamiento%20Ind%C3%ADgena. Consultation le 30 octobre 2011.
- Équipe technique de la CONFENAIE. 2005. « De la supuesta conducción a la división indígena ». *SERVINDI – Servicio de Información Indígena*, no 63 (juillet), p. 2-12. [En ligne] servindi.org/pdf/Serv_63_Coica.pdf. Consultation le 13 octobre 2011.
- Eschle, Catherine. 2001. « Globalizing Civil Society? Social Movements and the Challenge of Global Politics from Below ». In *Globalization and Social Movements* sous la dir. de Pierre Hamel, Henri Lustiger-Thaler, Jan Nederveen Pieterse et Sasha Roseneil, p. 61-85. New York : Palgrave.
- Feldman, Alice. 2001. « Transforming Peoples and Subverting States: Developing a Pedagogical Approach to the Study of Indigenous Peoples and Ethnocultural Movements ». *Ethnicities*, vol. 1, no 2 (juin), p. 147-178.

- Feldman, Alice. 2002. « Making Space at the Nations' Table: Mapping the Transformative Geographies of the International Indigenous Peoples' Movement ». *Social Movement Studies*, vol. 1, no 1 (avril), p. 31-46.
- Fenelon, James V. et Salvador J. Murguía. 2008. « Indigenous Peoples: Globalization, Resistance, and Revitalization ». *American Behavioral Scientist*, vol. 51, no 12 (août), p. 1656-1671.
- Fenelon, James V. et Thomas D. Hall. 2008. « Revitalization and Indigenous Resistance to Globalization and Neoliberalism ». *American Behavioral Scientist*, vol. 51, no 12 (août), p. 1867-1901.
- García, María Elena et José Antonio Lucero. 2005. « Explorando un "País sin Indígenas": Reflexiones sobre los Movimientos Indígenas en el Perú ». In *La Lucha por los Derechos Indígenas en América Latina*, sous la dir. de Nancy Grey Postero et Leon Zamosc, p. 229-263. Quito : Éditions Abya-Yala.
- García-Alix, Lola. 2003. *The Permanent Forum on Indigenous Issues*. Copenhagen : International Working Group for Indigenous Affairs, 104 p.
- García Serrano, Fernando. 2005. « Política, Estado y Diversidad Cultural: A Propósito del Movimiento Indígena Ecuatoriano ». In *Estado, Etnicidad y Movimientos Sociales en América Latina. Ecuador en Crisis*, sous la dir. de Víctor Breton et Francisco García, p. 193-215. Barcelona : Icaria Editorial.
- Giugni, Marco G. 2002. « Explaining Cross-national Similarities among Social Movements ». In *Globalization and Resistance: Transnational dimensions of Social Movements*, sous la dir. de Jackie Smith et Hank Johnston, p. 13-29. Lanham (MD) : Rowman & Littlefield Publishers.
- Gómez Suárez, Agueda. 2007. « El Discurso Político Indígena en América Latina ». *Desacatos*, vol. 12, no 24 (mai-août), p. 215-228.
- Grimson, Alejandro et Sebastián Pereyra. 2007. « La question (trans)nationale dans l'analyse d'expériences d'action collective ». In *L'action collective à l'épreuve de la globalisation*, sous la dir. de Hernandez, Valeria, Pépita Ould-Ahmed, Jean Papail et Pascale Phélinas, p. 81-102. Paris : L'Harmattan.

- Gualdoni, Fernando et Jaime Cordero. 2011. « Bombas de tiempo en el corazón de Perú ». *El Pais.com* (Madrid), 6 juin. [En ligne] www.elpais.com/articulo/internacional/Bombas/tiempo/corazon/Peru/elpepu/20110606elpepuint_13/2Tes. Consultation le 30 octobre 2011.
- Guerrero, Andrés. 1996. « El Levantamiento Indígena de 1994. Discurso y Representación Política en Ecuador ». *Nueva Sociedad*, no 142 (mars-avril), p. 32-43. [En ligne] www.nuso.org/upload/articulos/2483_1.pdf. Consultation le 30 octobre 2011.
- Hall, Thomas D. et James V. Fenelon. 2008. « Indigenous Movements and Globalization: What is Different? What is the Same? ». *Globalizations*, vol. 5, no 1 (mars), p. 1-11.
- Healey, Susan. 2009. « Ethno-Ecological Identity and the Restructuring of Political Power in Bolivia ». *Latin American perspectives*, vol. 36, no 4 (juillet), p. 83-100.
- IBIS. 2011. *IBIS. Education for Development*. [En ligne] www.ibisur.org. Consulté le 5 août 2011.
- IIRSA. 2011. *¿Qué es IIRSA?* [En ligne] www.iirsa.org/Institucional.asp?CodIdioma=ESP. Consultation le 6 novembre 2011.
- Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. 2006. *Historique de l'UNPFII*. [En ligne] un.org/esa/socdev/unpfii/fr/about_us.html. Consultation le 6 novembre 2011.
- Inter-American Commission on Human Rights. 2004. *Report No 69/04. Admissibility. Community of San Mateo de Huanchor and its members. Peru*. [En ligne] www.cidh.org/annualrep/2004eng/peru.504.03eng.htm. Consultation le 5 novembre 2011.
- Jelin, Elizabeth. 2007. « À propos du global et du local : les mouvements sociaux et l'action collective ». In *L'action collective à l'épreuve de la globalisation* sous la dir. de Valeria Hernandez, Pépita Ould-Ahmed, Jean Papail et Pascale Phélinas, p. 103-110. Paris : L'Harmattan.

- Juncosa, José. 1992. « Primer Encuentro Cumbre entre Pueblos Indígenas y Ambientalistas ». In *Documentos Indios: Declaraciones y Pronunciamientos*, sous la dir. de José Juncosa, p. 103-121. Quito : Éditions Abya-Yala.
- Keck, Margaret et Kathryn Sikkink. 1998. *Activists beyond Borders*. Ithaca (NY) : Cornell University Press, 227 p.
- Lander, Edgardo. 2010. « Reflexions on the Cochabamba Climate Summit ». *Tunupa Newsletter of the Solon Foundation*, bulletin 61 (mai), p. 6-7.
- León, Jorge. 2001. « El Contexto y el Sistema Político en el Movimiento Indígena Ecuatoriano ». In *Beyond the Lost Decade: Indigenous Movements and the Transformation of Democracy and Development in Latin America*, sous la dir. de José Antonio Lucero. Princeton : Princeton University, p.44- 77.
- Lucero, José Antonio. 2006. « Representing “Real Indians”: The Challenges of Indigenous Authenticity and Strategic Constructivism in Ecuador and Bolivia ». *Latin American Research Review*, vol. 41, no 2 (juin), p. 31-56.
- Lustiger-Thaler, Henri, Louis Maheu et Pierre Hamel. 2001. « Toward a Theory of Global Collective Action and Institutions ». In *Globalization and Social Movements*, sous la dir. de Pierre Hamel, Henri Lustiger-Thaler, Jan Nederveen Pieterse et Sasha Roseneil, p. 41-60. New York : Palgrave.
- Macas, Luis. 2000. *Diez Años del Levantamiento del Inti Raymi de Junio de 1990: Un Balance Provisional*. [En ligne] icci.nativeweb.org/boletin/15/macass.html. Consultation le 30 octobre 2011.
- Maheu, Louis. 2005. « Mouvements sociaux et modernité avancée. Le retour obligé à l’ambivalence de l’action ». In *Mouvements sociaux et changements institutionnels : L’action collective à l’ère de la mondialisation*, sous la dir. De Louis Guay, Pierre Hamel et Dominique Masson, p. 9-34. Sainte-Foy : Presses de l’Université du Québec.
- Massal, Julie. 2000. « Movimientos Sociales, Democratización y Multiculturalismo ». In *Los Movimientos Sociales en las Democracias Andinas*, sous la dir. de Julie Massal et Marcelo Bonilla, p. 157-192. Quito : FLACSO.

- McAdam, Doug et W. Richard Scott. 2005. « Organizations and Movements ». In *Social Movements and Organization Theory*, sous la dir. de Gerald F. David, Doug McAdam, W. Richard Scott et Mayer N. Zald, p. 4-40. New York : Cambridge University Press.
- McCarthy, John D. 1997. « The Globalization of Social Movement Theory ». In *Transnational Social Movements and Global Politics: Solidarity Beyond the State*, sous la dir. de Jackie Smith, Charles Chatfield et Ron Pagnucco, p. 243-259. Syracuse : Syracuse University Press.
- Melucci, Alberto. 1989. *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. Philadelphia : Temple University Press, 288 p.
- Melucci, Alberto. 1995. « Individualisation et globalisation ». *Cahiers de recherche sociologique*, no 24, p. 185-206.
- Melucci, Alberto et Leonardo Avritzer. 2000. « Complexity, Cultural Pluralism and Democracy: Collective Action in the Public Space ». *Social Science Information*, vol. 39, no 4 (décembre), p. 507-527.
- Mikkelsen, Caecilie (dir. publ.). 2010. *El Mundo Indígena 2010*. Copenhague : International Work Group for Indigenous Affairs, 671 p.
- Minga informativa. 2010. *II Congreso CAOÍ*. [En ligne] www.movimientos.org/ii-congreso-caoi/. Consultation le 30 octobre 2011.
- Montoya Rojas, Rodrigo. 2008. « Balance Provisional de los Movimientos Políticos Indígenas en Ecuador, Bolivia, México y Perú ». In *Voces de la Tierra. Reflexiones sobre Movimientos Políticos Indígenas en Bolivia, Ecuador, México y Perú*, sous la dir. de Rodrigo Montoya Rojas, p. 363-384. Lima : Centro de Producción Fondo Editorial, Universidad Nacional Mayor de San Marcos.
- Morgan, Rhiannon. 2007. « On Political Institutions and Social Movement Dynamics: The Case of the United Nations and the Global Indigenous Movement ». *International Political Science Review*, vol. 28, no 3 (juin), p. 273-292.

- Nations Unies. 1992. *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Principes de gestion des forêts*. [En ligne] www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm. Consultation le 6 juin 2010.
- Norvège. 2008. *Ayuda Popular Noruega en Ecuador*. [En ligne] www.noruega.org.ve/ARKIV/Old_web/Ecuador/Spansk/Folkehjelp/. Consulté le 5 août 2011.
- Olesen, Thomas. 2006. « The Zapatistas and Transnational Framing ». In *Latin American Social Movements. Globalization, Democratization, and Transnational Networks*, sous la dir. de Hank Johnston et Paul Almeida, p. 179-196. Lanham (MD) : Rowman & Littlefield Publishers.
- Organisation internationale du travail. 2011. *Convention no 169*. [En ligne] www.ilo.org/indigenous/Conventions/no169/lang--fr/index.htm. Consultation le 5 novembre 2011.
- Ospina, Pablo. 2000. « Reflexiones sobre el Transformismo: Movilización Indígena y Régimen Político en el Ecuador (1990-1998) ». In *Los Movimientos Sociales en las Democracias Andinas*, sous la dir. de Julie Massal et Marcelo Bonilla, p. 125-146. Quito : FLACSO.
- Otero, Gerardo. 2004. « Global Economy, Local Politics: Indigenous Struggles, Civil Society and Democracy ». *Canadian Journal of Political Science*, vol. 37, no 2 (juin), p. 325-346.
- Oxfam Amérique. 2011. *Oxfam America. Working Together to End Poverty and Injustice*. [En ligne] www.oxfamamerica.org. Consulté le 5 août 2011.
- Passy, Florence. 1999. « Supranational Political Opportunities as a channel of Globalization of Political Conflicts. The Case of the Rights of Indigenous Peoples ». In *Social Movements in a Globalizing World*, sous la dir. de Donatella della Porta, Hanspeter Kriesi et Dieter Rucht, 148-169. New York : St. Martin's Press.
- Peredo Beltrán, Elizabeth. 2010. « Sobre las causas estructurales de la crisis climática y la crisis global ». *América latina en movimiento*, année 34, no 454 (avril), p. 1-5.

- Pieterse, Jan Nederveen. 2001. « Globalization and Collective Action ». In *Globalization and Social Movements*, sous la dir. de Pierre Hamel, Henri Lustiger-Thaler, Jan Nederveen Pieterse et Sasha Roseneil, p. 21-40. New York : Palgrave.
- Ponce, Javier. 2004. *Sentado entre Dos Sillas. Historias de un Malpensante sobre la Cooperación al Desarrollo*. Quito : Editorial Planeta, 254 p.
- Ponce, Javier. 2006. « El papel de la cooperación internacional ». In *Retos del Desarrollo Local* sous la dir. de Patricio Carpio Benalcázar, p. 387-402. Quito : Éditions Abya-Yala.
- Quijano, Aníbal. 2005. « The Challenge of the “Indigenous Movement” in Latin America ». *Socialism and Democracy*, vol. 19, no 3 (novembre), p. 55-78.
- Rénique, Gerardo. 2009. « Law of the Jungle in Peru: Indigenous Amazonian Uprising against Neoliberalism ». *Socialism and Democracy*, vol. 23, no 3 (novembre), p. 117-135.
- Revilla Blanco, Marisa. 2005. « Proposal for an Analysis of Indigenous Movement as a Social Movement ». *Politica y Sociedad*, vol. 42, no 2, p. 49-62.
- Roulet, Florencia. 1999. *Human Rights and Indigenous Peoples. An Handbook on the UN System*. Copenhagen : International Working Group for Indigenous Affairs, 176 p.
- Sikkink, Kathryn. 2005. « Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition ». In *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella della Porta et Sydney Tarrow, p. 151-173. Lanham (MD) : Rowman & Littlefield Publishers.
- Simbaña, Florsmilo. 2009. « El Movimiento Indígena Ecuatoriano y la Construcción de la Plurinacionalidad ». In *Repensar la Política desde América Latina. Cultura, Estado y Movimientos Sociales*, sous la dir. de Rápael Hoetmer, p. 153-167. Lima : Programa Democracia y Transformación Global.
- Smith, Jackie. 2005. « Globalization and Transnational Social Movement Organizations ». In *Social Movements and Organization Theory*, sous la dir. de Gerald F. David, Doug

- McAdam, W. Richard Scott et Mayer N. Zald, p. 226-248. New York : Cambridge University Press.
- Smith, Jackie, Ron Pagnucco et Charles Chatfield. 1997. « Social Movements and World Politics: A Theoretical Framework ». In *Transnational Social Movements and Global Politics: Solidarity Beyond the State*, sous la dir. de Jackie Smith, Charles Chatfield et Ron Pagnucco, p. 59-77. Syracuse : Syracuse University Press.
- Solón, Pablo et Cormac Cullinan. 2010. « Derechos de la Tierra en la Agenda de la ONU ». *América Latina en Movimiento*, année 34, no 454 (avril), p. 6-7.
- Stavenhagen, Rodolfo. 2005. « The Rights of Indigenous Peoples: Closing a Gap in Global Governance ». *Global Governance*, vol. 11, no 1 (janvier), p. 17-23.
- Stewart, Julie. 2006. « When Local Troubles Become Transnational: The Transformation of a Guatemalan Indigenous Rights Movement ». In *Latin American Social Movements. Globalization, Democratization, and Transnational Networks*, sous la dir. de Hank Johnston et Paul Almeida, p. 197-214. Lanham (MD) : Rowman & Littlefield Publishers.
- Tarrow, Sidney et Doug McAdam. 2005. « Scale Shift in Transnational Contention ». In *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella della Porta et Sydney Tarrow, p. 121-147. Lanham (MD) : Rowman & Littlefield Publishers.
- Thede, Nancy et Hughes Brisson. 2011. « International Relations and the Inter-American System of Human Rights Promotion and Protection: Strategic Exploitation of Windows of Opportunity ». *Revue québécoise de droit international, Hors-Série 2011 – Protecting Human Rights in the Americas: the Inter-American Institutions*, p. 7-36.
- Tilley, Virginia Q. 2002. « New Help or New Hegemony? The Transnational Indigenous Peoples' Movement and "Being Indian" in El Salvador ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 34, no 3 (août), p. 525-554.
- Tilly, Charles et Sidney Tarrow. 2008. *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris : Presses de Sciences Po, 396 p.

- Tuazo Castro, Luis Alberto. 2010. « Las Principales Teorías sobre los Movimientos Sociales y su Aproximación al Estudio de los Movimientos Indígenas en América Latina y en el Ecuador ». In *Ciencia Política y Poder: Debates Contemporáneos desde Ecuador*, sous la dir. de Mónica Mancero et Rafael Polo, p. 161-194. Quito : FLACSO.
- Ulloa, Astrid. 2005. « Las Representaciones sobre los Indígenas en los Discursos Ambientales y de Desarrollo Sostenible ». In *Políticas de Economía, Ambiente y Sociedad en Tiempos de Globalización*, sous la dir. de Daniel Mato, p. 89-109. Caracas : Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela.
- Van Cott, Donna Lee. 2001. « Explaining Ethnic Autonomy Regimes in Latin America ». *Studies in Comparative International Development*, vol. 35, no 4 (hiver), p. 30-58.
- Van Cott, Donna Lee. 2005. « Building Inclusive Democracies: Indigenous Peoples and Ethnic Minorities in Latin America ». *Democratization*, vol. 12, no 5 (décembre), p. 820-837.
- Warren, Kay B. 1998. « Indigenous Movements as a Challenge to the Unified Social Movement Paradigm for Guatemala ». In *Cultures of Politics, Politics of Cultures. Re-visioning Latin American Social Movements*, sous la dir. de Sonia E. Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar, p. 165-195. Boulder (CO) : Westview Press.
- Wilmer, Franke. 1993. *The Indigenous Voices in World Politics: Since Time Immemorial*. Thousand Oaks (CA) : Sage, 264 p.
- Wilmer, Franke. 1996. « Domination and Resistance, Exclusion and Inclusion: Indigenous Peoples' Quest for Peace and Justice ». *Peace and Conflict Studies*, vol. 3, no 1 (juin), p. 53-67.
- Yashar, Deborah J. 1999. « Democracy, Indigenous Movements, and the Postliberal Challenge in Latin America ». *World Politics*, vol. 52, no 1 (octobre), p. 76-104.
- Yashar, Deborah J. 2007. « Resistance and Identity Politics in Age of Globalization ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 610, no 1 (mars), p. 160-181.

Zamosc, Leon. 2005. *El Movimiento Indígena Ecuatoriano: de la Política de la Influencia a la Política del Poder*. In *La Lucha por los Derechos Indígenas en América Latina*, sous la dir. de Nancy Grey Postero et Leon Zamosc, 192-228. Quito : Éditions Abya-Yala.